

d'Lëtzeburger **Land**

Land

Unabhängige Wochenzeitung für Politik,
Wirtschaft und Kultur

#11 66. Jahrgang 15. März 2019



5 453000 174663



4,00€

Les onze familles

Un portrait collectif des grands
propriétaires et fonds immobiliers de la
Ville de Luxembourg

„Wir sind so privilegiert hier“

Begegnung mit Organisatoren des
heutigen Schüler-Klimastreiks

Supplément Éducation

Die Schule und die Digitalisierung des
Bildungswesens

Foto: Sven Becker

Bernard Thomas

Flav & Gio Ne dites pas marché, dites plutôt oligopole. Basée sur les données exhaustives fournies sous forme anonymisée par l'administration cadastrale, la « note n°23 » du Liser laisse pan-tois. On y lit que cent propriétaires détiennent 13,7 pour cent de la valeur totale (estimée à 20,7 milliards d'euros) du potentiel foncier disponible pour l'habitat. La note évoque « la présence d'un petit nombre de personnes physiques qui ont des possessions foncières de très haute valeur ». La répartition entre les personnes morales n'est guère plus égalitaire : Dix sociétés privées détiennent 8,6 pour cent de la valeur totale du potentiel foncier. Mais c'est dans la capitale que le degré de concentration est à son point culminant. « Le potentiel foncier dans la Ville de Luxembourg appartient à une petite poignée d'acteurs : Onze groupes de particuliers et onze sociétés privées détiennent ensemble 63 pour cent des 3,8 milliards d'euros de terrains disponibles », écrivait Antoine Paccoud, géographe au Liser et coauteur de l'étude, la semaine dernière dans le *Land*.

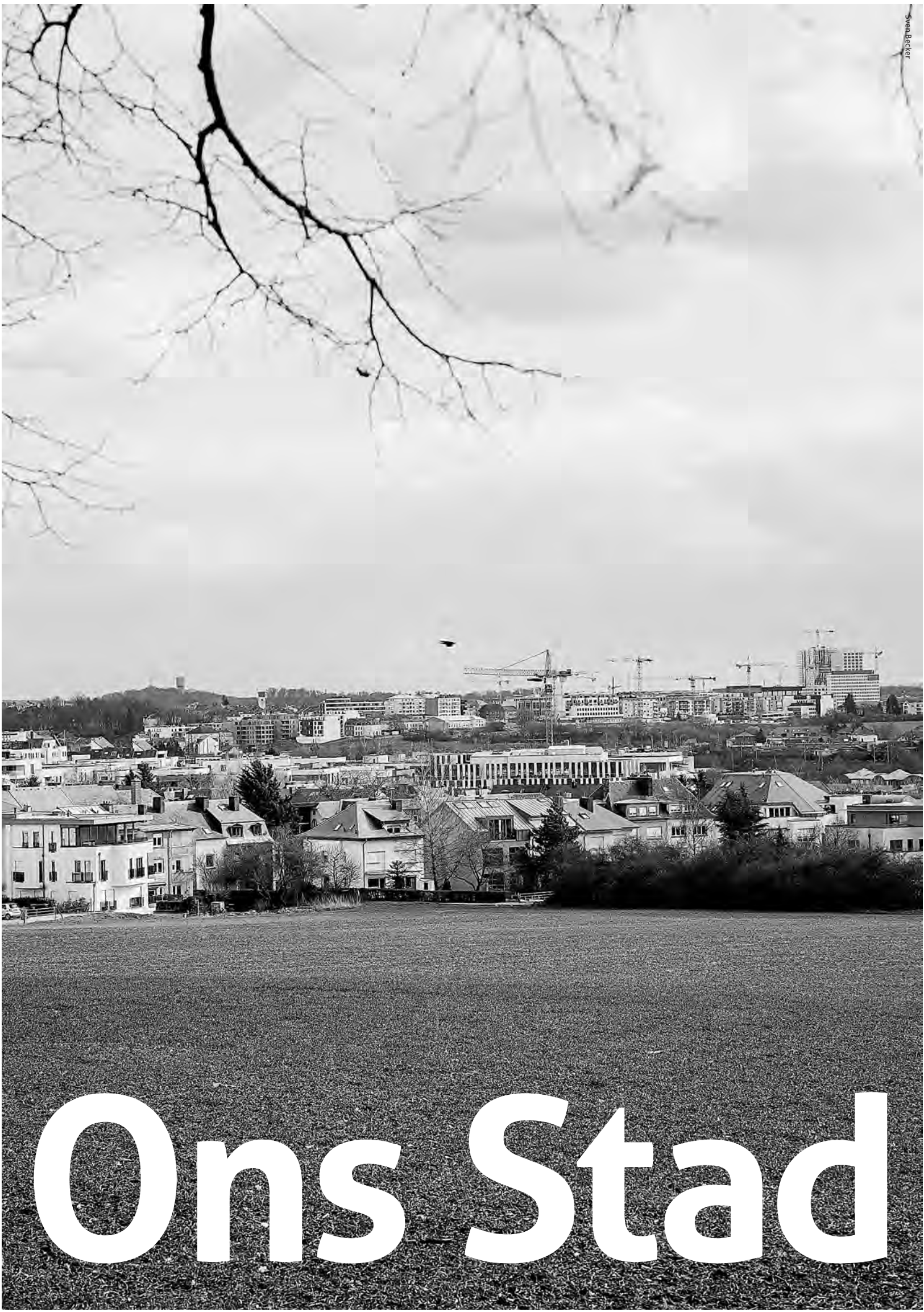
Ces processus d'accumulation remontent souvent à plusieurs générations. Certaines entreprises de construction avaient très tôt commencé à constituer un stock de terrains pour occuper leurs ouvriers durant les périodes creuses. Ce faisant, elles se sont peu à peu mutées en sociétés de promotion. Sur le territoire de la Ville, le duel des promoteurs oppose les frères Giorgetti à Flavio Becca. (Spécialisé dans le logement, Arend & Fischbach ne dispose pas d'une puissance financière comparable.)

Marc (le financier) et Paul (l'ingénieur) Giorgetti gèrent en troisième génération l'entreprise familiale, dans laquelle ils ont fait leur entrée en 1986, alors que commençaient les années de boom de la place bancaire. Leur grand-père Eustache avait construit le palais de l'Arbed et avait été nommé en 1923 « entrepreneur de la Cour ». Leur père Félix a érigé le Grand Théâtre et réalisé la « cité Giorgetti » à Mamer. Marc et Paul Giorgetti construiront des tours et des palais au Kirchberg. C'est leur capital d'ancrage dans la haute société luxembourgeoise qui distingue les Giorgetti d'un Flavio Becca, qui aime à se présenter comme « self-made man », mais est souvent considéré comme un parvenu par le gotha grand-ducal. Alors que Marc Giorgetti se faisait célébrer comme « l'Homme le plus influent » par *Paperjam* en 2016, le nom de Flavio Becca était rayé du Top 100 des « décideurs économiques les plus influents ».

Au début des années 1990, alors que le secteur immobilier a les yeux braqués sur le plateau du Kirchberg, Flavio Becca rachète une à une des parcelles à l'autre bout de la ville, sur le Ban de Gasperich. Elles viendront compléter le puzzle foncier qu'y avait commencé à assembler son père, Aldo Becca. Du côté de Cessange, ce sont les frères Giorgetti qui contrôlent le foncier. (Dans les années 1960 déjà, leur firme y entretenait des dépôts.) Les terrains derrière la route d'Esch ont eu le privilège d'avoir été convertis en « zone d'urbanisation prioritaire » dans le dernier PAG, un classement censé booster les procédures administratives.

Pouvoir et espace Interrogée par *RTL-Radio* sur la « note n°23 » du Liser, la maire de la Ville de Luxembourg, Lydie Polfer (DP), tentait d'en minimiser les résultats, qu'il faudrait considérer de manière « très différenciée ». Or, dans la capitale, le potentiel foncier disponible pour l'habitat est le plus élevé du pays : 335 hectares, dont uniquement treize pour cent se trouvent entre les mains de la commune. (Auxquels viennent s'ajouter les terrains détenus par le Fonds Kirchberg, la SNHBM et le Fonds du Logement, qui cumulent onze pour cent des surfaces disponibles.) Pendant que les promoteurs et particuliers rachetaient des terrains à gauche et à droite, la commune loupait sa chance de se constituer une réserve foncière à un prix relativement raisonnable. (Aujourd'hui, l'are de terrain vaut environ 200 000 euros dans la capitale, avec une hausse annuelle de 5,4 pour cent dans le canton de Luxembourg entre 2010 et 2017.)

« Quand j'étais bourgmestre, on était conscient de la concentration foncière. Mais on était surtout conscient que la Ville n'avait pas beaucoup de terrains. On manquait avant tout d'ensembles cohérents », se rappelle Paul Helminger (DP). Qu'elle ait été l'effet d'opportunisme budgétaire ou d'idéologie libérale, cette carence laisse le pouvoir public largement dépourvu d'une maîtrise sur le marché. Les champs en milieu urbain à Cessange, Gasperich, Merl ou sur le Kaltreis sont entre les mains de sociétés et de personnes privées. La nouvelle ministre du Logement, Sam Tanson (Déi Gréng), veut constituer une réserve foncière dédiée à l'habitat – de préférence situés près des villes et des nœuds multimodaux – via un comité d'acquisition interministériel. Celui-ci devra payer les terrains au prix fort, sans qu'il soit clair pour l'instatant par quelles sources ce fonds sera alimenté.



Vue sur Gasperich et Cessange depuis Merl

Des processus d'accumulation qui remontent à plusieurs générations

Au milieu des années 1990, l'État et la Ville détenaient 48 pour cent des terrains de la Place de l'Étoile. Refusant de « jouer les promoteurs privés », les responsables politiques ont préféré vendre ces parcelles, situées à un endroit hyper-stratégique, à Willy Hein, un promoteur privé qui a toujours pu compter sur le soutien de la BCEE. À l'âge de 73 ans, Hein finira par céder ses parcelles à des investisseurs qataris, qui les revendront à l'Abu Dhabi Investment Authority pour un prix estimé à 135 millions d'euros. Cette financiarisation du foncier aura généré de fabuleuses plus-values, mais aucune avancée concrète sur le terrain.

Scénario analogue pour le Centre Hamilius. La majorité bleue-verte a livré le cœur de la ville au promoteur Codic International pour un bail emphytéotique (courant sur 75 ans) qui devrait rapporter au total 102 millions d'euros aux caisses communales. Elle avait promis un îlot « mixte et multifonctionnel », garant de « qualité urbaine ». Le projet avait été dessiné par Foster & Partners, un bureau prestigieux qui s'est récemment distingué par la conception d'*Apple stores*

ainsi que de *shopping malls* dans les pétromonarchies du Golfe. Le « Royal Hamilius », qui prend peu à peu forme, apparaît comme un memento de l'esthétique néolibérale. La perspective centrale sur l'Hôtel des Postes, ancien symbole du service public universel, est désormais coupée par les studios et *pent-houses* réservés aux HNWI. En décembre 2015, lors d'une séance du conseil communal, Lydie Polfer avait ouvertement affiché son laissez-faire : « L'investisseur privé détermine quels logements vont y être créés et à quel prix ils seront vendus ».

Hypothèses Antoine Paccoud conclut son article dans le *Land* par une nouvelle hypothèse de travail : Et si la logique d'accumulation favorisait « un écoulement progressif des terrains plutôt que la vente de larges parcelles ? » Et de continuer : « En limitant les ventes, ces acteurs rendent l'acquisition du foncier plus onéreuse, une cherté qui se répercute ensuite sur le prix de vente des logements construits sur ces terrains. » Pour valider ou invalider l'hypothèse Paccoud », il faudra déterminer le pourcentage de propriétaires cherchant à viabiliser leurs terrains. Ce n'est qu'alors qu'on pourra identifier le coupable : la lenteur administrative ou la spéculation immobilière.

« L'autorisation de construire est encore chaude et déjà que nos *Bagger* commencent à rouler », assure Marc Giorgetti. Pour son entreprise, le foncier serait d'abord « une matière première pour faire travailler nos gens ». (D'après son site Internet, le groupe Felix Giorgetti, filiales incluses, emploierait 1 500 per-

sonnes.) Le problème, dit Giorgetti, serait la lenteur des administrations. « Certaines communes, surtout limitrophes, sont réticentes à nous livrer une autorisation de construire puisqu'elles doivent alors lancer des travaux d'infrastructure : crèches, maternelles, écoles... Ou alors, elles nous demandent qu'on construise en différentes phases. »

À entendre les promoteurs, le secteur immobilier serait pris dans une course effrénée vers l'avant, finançant un projet avec l'argent du précédent. Ralentir, c'est risquer de s'écraier. « Il ne faut pas pointer du doigt les 'onze familles', dit Paul Helminger. Parmi elles, j'en ai vu passer beaucoup dans mon bureau, pleurer parce que leurs projets n'avançaient pas assez vite. »

La capitale et ses rentiers Or, l'étude du Liser rappelle d'abord le constat de l'économiste Thomas Piketty : les inégalités se creusent par le rendement du capital et on assiste au retour d'une société de rentiers et d'héritiers. La réforme de l'impôt foncier devra-t-elle simplement viser à libérer les terrains – un déchaînement qui arrangera les firmes du bâtiment et la plupart des promoteurs – ou également à lutter contre les inégalités du patrimoine ?

L'étude du Liser s'est limitée à une analyse du foncier et de sa valeur « fictive », laissant de côté l'immobilier et ses rentes réelles. En exploitant les données cadastrales, une étude sur la concentration du patrimoine bâti serait techniquement possible, mais assez

épineuse à légitimer politiquement. (La « note n°23 » avait ainsi provoqué Jean-Paul Scheuren ; le président de la Chambre immobilière critiquant sur Twitter « la jalousie » envers les propriétaires qui seraient « pointés du doigt ».) Il faudra donc se contenter d'enquêtes, comme celle sur « le comportement financier et de consommation des ménages luxembourgeois » publiée régulièrement par la Banque centrale du Luxembourg. Elle montre que le top 1 pour cent détient vingt pour cent de tous les biens immobiliers autres que la résidence principale, avec une valeur moyenne de 19,5 millions d'euros.

En 2016, la liste des 1 088 réclamations déposées au Knuedler contre le PAG pouvait donner une idée anecdotique du degré de concentration. On y retrouvait la *Stater* notabilité : les anciennes familles commerçantes (Funck-Faber, Scholer), brassicoles (Libens-Reiffers), industrielles (Tesch) ou notariales (Neuman). Aux anciens propriétaires des Messageries Paul Kraus (vendues en 2000 à Valora), des grands magasins Monopol (qui ont fermé en 2006), de la Brasserie de Luxembourg (rachetée en 2002 par AB-Inbev) ou de Luxlift (vendue en 2015 à Kone) l'immobilier apparaît comme un secteur-refuge. À l'abri de la concurrence mondialisée, ils peuvent y faire valoir leurs réseaux locaux. Interrogé par le *Land* en septembre 2018 sur cet atavisme terrien de la bourgeoisie luxembourgeoise, le directeur du Statec, Serge Allegrezza, le qualifiait d'« un peu décevant » : « Un actif financier liquide permettrait d'investir dans des *start-ups*, des entreprises novatrices ou de grands projets. Investir dans la pierre, c'est vraiment ce qu'il y a de plus classique, de plus traditionnel. »

Taxer le capital Dans un entretien paru en mai 2017, Wim Piot, optimisateur fiscal en chef chez PWC, plaide pour une taxation agressive des immeubles vides et des terrains constructibles en friche. Pour réduire l'imposition des entreprises, expliquait-il aux lecteurs du *Tageblatt*, il faudrait commencer par taxer les propriétés immobilières. Or, imposer unilatéralement les revenus du patrimoine immobilier sans toucher aux revenus du capital financier – comme les exonérations sur les dividendes ou le système des *stock-options*, défendu bec et ongles par les Big Four – soulève une autre question de principe : l'égalité de traitement.

À la page 33 de l'accord de coalition, l'impôt foncier est présenté comme moyen pour « contrecarrer la spéculation foncière ». Mais, dès la phrase suivante, le gouvernement tente de calmer les électeurs et promet d'introduire « une tranche exonérée sur l'impôt foncier qui grève les biens immobiliers habités par leurs propriétaires ». La *Grundsteuer* est l'élément le plus kafkaïen de la fiscalité grand-ducale : la Section des évaluations immobilières compte 37 fonctionnaires chargés d'estimer les bâtiments et terrains selon des critères définis dans les années 1930 par l'Oberfinanzamt Köln et introduits par l'occupant nazi en 1941. Alors qu'il était ministre de l'Intérieur, Dan Kersch (LSAP) ne semblait pas trop pressé d'y toucher. Peut-être par peur que la nation des propriétaires lui réserve le même sort qu'avait connu son camarade Lucien Lux en 2009, aux prises avec la nation des automobilistes. À sa successeure Taina Bofferding (LSAP) d'aller au casse-pipe.

Saisissant l'occasion présentée par la « note n°23 », Franz Fayot osait une sortie hardie. Dans une tribune libre au *Wort*, le président du LSAP énumère un catalogue de revendications maximalistes (requilifiées quelques jours plus tard en « Denkustéiss ») : « Nur durch eine radikale und angepasste Besteuerung der Immobiliengewinne, durch Einführung einer angepassten Grundsteuer, Spekulationssteuer, einer Preisbremse, einer Vermögenssteuer, einer Wertschöpfungssteuer, kann man die ausufernden Exzesse des Wohnungsmarktes eindämmen. » Mais cette ouverture d'un nouveau front intra-gouvernemental est vouée à l'échec. Interrogé par *Radio 100,7* sur la probabilité d'une réintroduction de l'impôt sur la fortune, voire d'un impôt sur l'héritage en ligne directe, Dan Kersch répondait : « Franchement, je ne vois pas dans ce gouvernement et dans cette constellation une grande marge de manœuvre qui nous permettrait d'avancer significativement. »

Face au *Land*, le chef de fraction du DP Eugène Berger passe outre les propositions de Franz Fayot, les qualifiant d'« états d'âme d'un président de parti ». Sur la question fiscale, les Verts constituent un allié des socialistes, quoique plutôt tiède. Sur les ondes de *Radio 100,7*, leur stratège en chef, François Bausch, citait la « note n°23 » pour pointer la « différence fondamentale » qui séparerait Déi Gréng du DP sur la question de la propriété privée et de sa protection. Sa conclusion était pourtant celle d'un *Realo* : « Il vaut mieux se concentrer sur cinq ou six grands thèmes, avec lesquels on veut marquer des points et auxquels on m'identifie. C'est le choix qu'on a fait la dernière fois et c'est le choix qu'on fait cette fois-ci. »

Les 11 familles – À qui appartient la Ville de Luxembourg ?



À gauche : Marc Giorgetti recevant et décernant le prix du « décideur économique le plus influent » de *Paperjam* en 2016 et en 2018. À droite : Flavio Becca en 2013 devant une maquette du Ban de Gasperich

Trois bunkers pour les plus-values immobilières

Blindés

Bernard Thomas

Introduit par Eric Lux, adopté par Flavio Becca et perfectionné par Marc Giorgetti, l'instrument des fonds d'investissement spécialisé (FIS) joue désormais un rôle systémique sur le marché immobilier luxembourgeois. Pris ensemble, les FIS des trois principaux promoteurs pèsent 1,334 milliard d'euros. Officiellement du moins. Car le dernier bilan déposé par Olos Fund date de 2014. Depuis, le développement fulgurant du Ban de Gasperich aura multiplié la valeur d'une partie des parcelles du FIS (estimé au total à 668 millions d'euros il y a cinq ans) par un facteur x et transformé Flavio Becca en un des hommes les plus riches du Grand-Duché. Au point que le collectionneur de montres peut désormais s'offrir d'entières manufactures horlogères suisses ; en 2017, il a ainsi racheté Vulcain et Anonimo.

En août 2015, les frères Giorgetti créent leur FIS et le nomment Cluster SCA. Ils en feront un produit destiné à séduire les grands propriétaires. En échange d'actions, ceux-ci pourront apporter leur patrimoine foncier et immobilier dans un des compartiments dédiés du FIS. Le succès de ce véhicule de structuration se reflète dans le Registre de commerce et des sociétés. Entre 2016 et 2017, la valorisation des terrains et immeubles de Cluster SCA, tous situés au sein et aux alentours de la capitale, aura doublé, passant de 253 à 514 millions d'euros.

Ces derniers mois, trois latifundiaires ont créé leur sous-compartiment au sein de Cluster SCA.

Taxer les fonds immobiliers des grands promoteurs autochtones ? L'ex-directeur du fisc, Guy Heintz, propose d'imposer directement les actionnaires. Et d'abolir le secret bancaire

Le 19 juin 2018, les Funck-Faber (héritiers des Messageries Paul Kraus) apportent 110 ares situés sur le boulevard Raiffeisen du Ban de Gasperich. La valeur de ces terrains est estimée à 72 millions d'euros. Le 13 décembre, la famille Stoll (qui loue des camions et vend des matelas) apporte 75 ares de terrains qui longent la route d'Arlon et dont la valeur est évaluée à 18,2 millions d'euros. Le 20 décembre, la Compagnie financière La Luxembourgeoise apporte deux immeubles estimés à 30,3 millions d'euros, situés aux 49 et 51, avenue de la Gare.

Chacun y trouvera son compte. Le groupe Giorgetti réduit ses risques : il n'aura pas à directement payer pour les terrains et immeubles, mais pourra les développer et encaisser sa marge une fois les chantiers terminés. Les propriétaires fonciers peuvent, eux, mettre leur portefeuille immobilier à l'abri du fisc. Tant qu'elles resteront dans le fonds, les plus-values bénéficieront d'une mainmorte fiscale, uniquement troublée par une taxe d'abonnement de... 0,01 pour cent. En 2017, Cluster SCA n'aura ainsi payé que 35 871 euros en taxe d'abonnement, une fraction des 280 151 euros facturés par le cabinet Arendt & Medernach en « legal fees ».

Pour sortir l'argent de leur compartiment, les propriétaires pourront invoquer une circulaire publiée en 2007 par l'Administration des contributions directes (ACD) qui stipule que la plus-value sera exonérée « si la participation

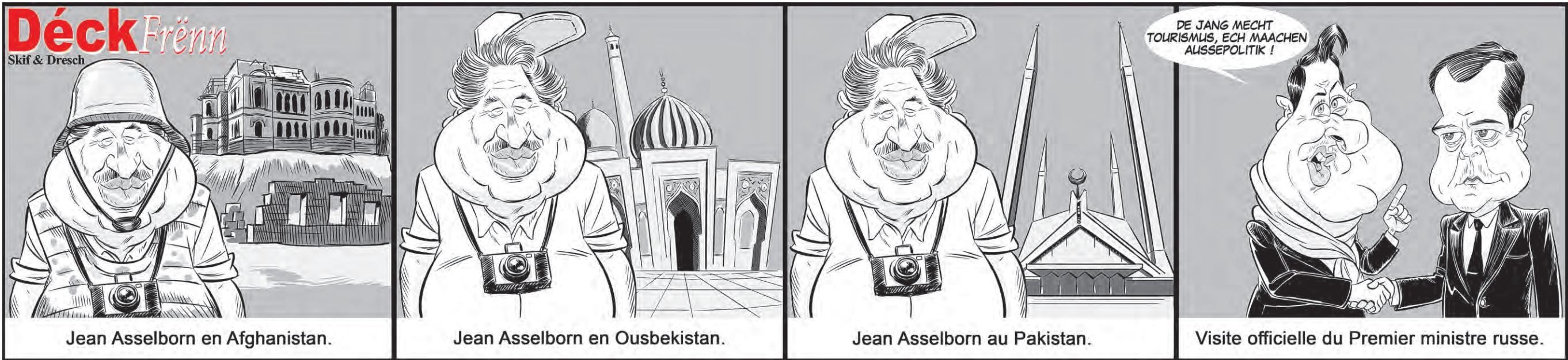
représente dix pour cent ou moins de dix pour cent du capital total de l'organisme à caractère collectif ». Par cette circulaire, le fisc avait brisé un tabou séculaire et ouvert une voie royale vers la défiscalisation des plus-values immobilières réalisées au Grand-Duché. Voulant créer un instrument fiscalement neutre pour les investisseurs étrangers (censés être imposés dans leur pays de résidence), l'ACD venait de lancer un instrument fiscalement zéro pour les autochtones. La nationalisation de cet instrument de l'offshore a donc fini par créer une « internalité négative ».

Joint à Cannes, en marge du Marché international des professionnels immobiliers (Mipim), Marc Giorgetti explique que le but principal de son FIS serait de « structurer notre patrimoine familial », notamment pour régler « en bonne et due forme » les questions de succession. L'industrie des fonds ferait vivre le pays, et ses produits ne seraient pas réservés exclusivement aux investisseurs étrangers. « En fin de compte, les plus-values seront un jour imposées », assure-t-il, Cluster SCA permettrait uniquement de « les parquer un moment ».

Dans un mail, Pit Hentgen, l'administrateur-délégué de la Compagnie financière La Luxembourgeoise, écrit qu'« il ne s'agit pas ici d'optimisation fiscale ; nous payons beaucoup d'impôts et nous n'avons jamais cherché à les éviter par des constructions spéciales. » Entre l'assureur et

l'immobilier, il semble y avoir une affinité élective. En 2017, Lalux-Immo rachète une partie du Domaine Media Bay (le projet sur l'ancien terrain de RTL) à Giorgetti. En 2018, la Compagnie financière prend une participation dans l'agence immobilière Inowai. Quant à Pit Hentgen, il est par ailleurs président de Lafayette et de Maria Rheinsheim, les deux sociétés qui gèrent le portefeuille immobilier terrestre de l'Archevêché.

Dans l'accord de coalition, le gouvernement Bettel/Schneider/Braz bis promet de « veiller à contrecarrer les abus issus de l'utilisation du régime fiscal applicable aux Sicav-FIS dans le secteur immobilier au Luxembourg. » L'ancien directeur de l'Administration des contributions directes (ACD), Guy Heintz, s'est posé à titre personnel la question sur comment s'y prendre. Il pense avoir trouvé un moyen qui « n'affecterait pas la place financière en termes d'attractivité du point de vue international ». Il suffirait, écrit-il dans un mail, « dans le chef des détenteurs de parts résidents, de considérer les fonds comme des entités transparentes, et d'imposer annuellement les plus-values réalisées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre ». En clair, cela reviendrait à imposer directement les actionnaires au niveau de l'impôt sur le revenu. Or, met en garde Heintz, « une coopération devra se faire entre les détenteurs des informations (banques, etc.) et l'ACD ». Et de conclure qu'il faudrait abolir le secret bancaire des résidents vis-à-vis du fisc luxembourgeois.



Leitartikel

Der Wind ist rau, die Straße rutschig

Romain Hilgert

Die Superminister, die Premierminister sind oder spielen, die kaum genug Ressorts bekommen und sich auch noch in die Ressorts der Kollegen einmischen, kommen und gehen. Nur Jean Asselborn bleibt. Der nächsten Monat siebzehnjährige Außenminister, der seit 15 Jahren das inzwischen zu einem größeren Unternehmen angewachsene Außenministerium leitet, mit bewundernswertem Durchhaltevermögen *Frequent flyer miles* sammelt, laut Umfragen beliebtester Politiker des Landes ist und von seinen Parteikollegen in den Ruhestand komplimentiert werden soll, verlas diese Woche seine außenpolitische Erklärung vor dem Parlament und erschien am Ende als der wahre Superminister.

Denn die Hälfte seiner Rede widmete Jean Asselborn der Europapolitik, die stets Chefsache des Regierungschefs war. Unter dem Kapitel der Wirtschaftsdiplomatie beschrieb er, wie er als Schattenwirtschaftsminister „aktiv zur Dynamik und zur Diversifizierung des Standorts“ beiträgt. Mit dem modischen Schlagwort der feministischen Außenpolitik erschien er als die tatkräftigere Frauenministerin. Und ist ein Minister, der in seiner Rede einen Parforceritt durch alle Krisenherde des Planeten unternimmt, nicht zwangsläufig der *Master of the Universe* in der stillen Provinz?

Hätte man vergessen, dass am Mittwochnachmittag gleichzeitig in Westminster die herrschende Klasse Großbritanniens mit derselben von dem Essayisten Pankaj Mishra beschriebenen unheilvollen Ignoranz über den Rückzug aus der Europäischen Union diskutierte wie 1947 über den Rückzug aus Indien, hätte man fast vergessen können, dass Luxemburg weniger Außenpolitik macht, als sie gemacht bekommt. Und dass die Luxemburger Außenpolitik mit allem, das ihr heilig ist, seit Jahren in einer tiefen Krise steckt – auch wenn es nicht ziemlich scheint, dies so zu nennen.

Aber wenn die Europäische Union an ihrem West- und Ostrand zerbröckelt, in Mitgliedstaaten Halb- und Ganzfaschisten regieren, die amerikanischen Verbündeten die Nato für verzichtbar halten, das Abkommen über die atomaren Mittelstreckenraketen in Europa aufkündigen und den Freihandel mit Strafzöllen bekämpfen, scheinen alle Fundamente ins Wanken zu geraten, auf denen die im Laufe der rezenten Geschichte sich doch mangels Divisionen als zerbrechlich erwiesene Luxemburger Außenpolitik errichtet ist. Oder wie es in der mannhaften Radfahrerpoesie von Jean Asselborn frei nach *L'Équipe* heißt: „Der Wind ist rau und bläst einem scharf ins Gesicht, es regnet immer stärker und die Straße wird rutschig...“

Während der Außenminister sich aber länger mit Nikaragua beschäftigte als mit den USA, was ihm umgehend die wärmsten Glückwünsche der US-Botschaft einbrachte, versuchte er erstmals eine Antwort, wieso der Nachkriegstraum vom einigen Europa nun im Alptraum von „Brexit, Populismus, Nationalismus, Infragestellung unserer Werte, mangelnder Solidarität“ zu enden droht. Anders als der christlich-soziale Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker, der statt der ungehemmten Entfesselung der Konkurrenz, statt des Maastrichter Austeritätsdiktats und der sich daraus ergebenden Massenarbeitslosigkeit und Verarmung lieber das mangelhafte Geschichtsbewusstsein der Nachkriegsgenerationen verantwortlich macht, meinte Jean Asselborn, Schuld seien „zu allererst die späten Effekte der Wirtschafts- und Finanzkrise, die 2008 begann, und eine Reihe negativer Konsequenzen der Globalisierung“. Die „legitimen Erwartungen der Bürger angesichts des Erhalts ihrer Lebensqualität und sozialen Absicherung“ seien „nicht immer so ernst genommen worden, wie das vielleicht hätte der Fall sein müssen“, fand der Außenminister. Um dann eine Reihe Verbesserungsvorschläge zu machen, die sich wie ein sozialdemokratisches Programm für die Europawahlen im Mai anhörten. Aber wer hört in der Europäischen Union noch auf die Sozialdemokratie?

Zusammen mit den Europawahlen findet am 26. Mai in Leudelingen ein Referendum über die Frage „Wünschen Sie, dass die Gemeinde Leudelingen dem Wahlbezirk Zentrum zugeordnet wird?“ statt. Nachdem der Gemeinderat Ende Januar eine Volksbefragung abgelehnt hatte, sammelte eine DP-nahe Bürgerinitiative 464 Unterschriften und damit mehr als die gesetzlich erforderlichen 25 Prozent aller Wahlberechtigten für ein Referendum. 2017 hatten sich 63 Prozent der Einwohner Kopstals ebenfalls dafür ausgesprochen, vom roten Südbezirk in den blauen Zentrumsbezirk zu wechseln. Da dazu die Einteilung der Kantone geändert werden müsste, blieb das Referendum bisher folgenlos. rh.

Sven Becker



blog

Personalie

Personalien

Politik

Soziales

Soziales

Gesellschaft

Sam Tanson,

Wohnungsbauministerin (Grüne), wies im Parlament den Vorwurf der CSV von sich, der Fonds du Logement sei verschwenderisch und nicht produktiv genug. Er zahle, so Marc Lies, wohnungsbaupolitischer Sprecher der Fraktion, „in einer Luxusresidenz“ in Merl 119 824 Euro Monatsmiete HTVA. Das seien 33 Euro pro Quadratmeter und „nicht normal für einen öffentlichen Bauträger“. Tanson hielt dagegen, er habe seinen früheren Sitz in Gasperich „schnell verlassen müssen und musste sich schnell entscheiden“. Zurzeit würden „andere Lösungen“ gesucht, ein Kauf oder ein Neubau etwa. Dass der Fond mit einer seit 2013 um zwei Drittel vergrößerten Belegschaft zu wenige Wohnungen realisiere, könne nicht behauptet werden. Er sei auch für die Verwaltung von 2 000 Mietwohnungen zuständig und begleite sozial schwache Mieter. pf

Carole Dieschbourg,

Umweltministerin (Grüne), hat dem EU-Umweltministerrat vergangene Woche erklärt, die Luxemburger Regierung unterstütze „prinzipiell“ eine CO₂-Besteuerung des Flugverkehrs. Die Initiative geht von Belgien und den Niederlanden aus. Vorgeschlagen wird, entweder die Zivilluftfahrt in den EU-Emissionshandel aufzunehmen; eine Kerosinsteuer einzuführen; eine CO₂-Taxe auf den Ticketpreis aufzuschlagen oder pro Flug zu erheben. Für Luxemburg passe das „voll und ganz“ zu den Beschlüssen des Pariser Klimagipfels, so Dieschbourg auf eine parlamentarische Anfrage der Abgeordneten Mars Di Bartolomeo (LSAP) und Fernand Kartheiser (ADR). Ehe die Regierung sich definitiv festlegt, blieben noch „Modalitäten und technische Details“ zu klären. pf

Franz Fayot,

LSAP-Präsident, bemüht sich, nach seinem steuerpolitischen Rundumschlag in einem Meinungsartikel im *Luxemburger Wort* von verganginem Samstag den Eindruck zu entkräften, die Sozialisten fühlten sich in der Regierungskoalition nicht wohl, gleichzeitig aber Kapital für sie aus den Debatten um Klima und Grundbesitz zu schlagen. In einem *RTL*-Interview erklärte er gestern, mit seinen Vorstößen, „Klimasündern und Spekulanten auf die Füße treten“ zu wollen, „Denkanstöße“ gegeben zu haben, die „wahrscheinlich erst etwas für die nächste Legislaturperiode“ seien. Er unterstrich aber auch, die europäischen Sozialisten dächten vor den Europawahlen darüber nach, „was unser Wirtschaftssystem für Verlierer hinterlässt“. pf

Grüne Erneuerung

Der grüne Parteitag am Samstag in Moutfort soll nicht nur das Programm und die Kandidatenliste für die Europawahlen gutheißen, sondern auch eine neue Parteiführung wählen. Die bei der Regierungsumbildung übergangene Kopräsidentin Françoise Folmer war im Juni vergangenen Jahres zurückgetreten und nicht ersetzt worden. Um ihre Nachfolge hat sich nun laut *Radio 100,7* als einzige Kandidatin die neue Abgeordnete Djuna Bernard beworben. Christian Kmiotek will auch nach sechs Jahren Kopräsidentschaft bleiben, doch Exekutivmitglied Athanase Popov, Jurist der Europäischen Kommission aus Bartringen, und der eben erst in die Partei eingetretene Musiker David Gawlik bewerben sich im Zeichen der Erneuerung ebenfalls. rh.

Zehn Jahre Euthanasiegesetz

Zehn Jahre nach Inkrafttreten des Euthanasiegesetzes bedauert die Association pour le droit de mourir dans la dignité Mäi Wëllen, mäi Wee, dass die Anwendung des Gesetzes noch oft daran scheitert, dass Patienten keine schriftliche *Disposition de fin de vie* hinterlegt hätten. Außerdem gebe es noch immer in medizinischen und paramedizinischen Kreisen Widerstände. Auch die spezialisierte Schulung für die Mediziner bleibe mangelhaft. rh.

Umstrittene „Assistenz“

Das Planning familial lehnt aktive sexuelle Assistenz für Menschen mit Einschränkungen ab, weil „les actes sont tarifés et l'objectif de l'assistance sexuelle est de répondre aux désirs sexuel de clients“. In 90 Prozent der Fälle sei der Kunde männlich und die Assistentin eine Frau; die Sexualassistentin basiere demnach auf denselben Prämissen wie die Prostitution, die das Planning ablehnt. Der passiven Sexualassistentin oder Begleitung, Hilfe beim Ausziehen, Positionen finden oder die Einführung in die Nutzung von Sextoys, steht das Planning offener gegenüber, aber nur wenn folgenden Bedingungen erfüllt seien: Fortbildungen in Sexualassistentin, eine strikte Gesetzgebung und die Anerkennung der Tätigkeit als Erwerbsarbeit. Des weiteren fordert das Planning den Respekt der Intimsphäre, einen besseren Schutz von Menschen mit Behinderungen vor Missbrauch, Aufklärung über ihre Sexualität und schließlich müssten „öffentliche Orte“, wie Diskotheken, Restaurants und Bars zugänglicher sein. Das Planning ist nicht die erste Organisation, die sich zur Sexualassistentin in Luxemburg äußert. Der Verband der Pflegedienstleister Copas hatte schon im Oktober 2014 Richtlinien für den Umgang mit Sexualität in Alters- und Pflegeheimen erstellt. Zu den Leitsätzen gehört neben dem Recht jeder pflegebedürftigen Person, ob behindert oder nicht, ihre Sexualität zu leben, der Schutz vor sexuellen Übergriffen. Personen, die ihre Sexualität nicht selbst leben könnten, sollen eine Assistenz „durch Dritte“ anfragen können, so die Copas. Diese sollten Profis mit „angemessener“ Ausbildung sein. ik

Heimpreistransparenz

Über die Preise und das Angebot der Alten- und Pflegeheime will das Familienministerium mehr Transparenz herstellen. Ministerin Corinne Cahen (DP) erklärte am Dienstag im Parlament, die Arbeit an der dafür nötigen Gesetzesänderung habe schon in der vorigen Legislaturperiode begonnen. Künftig soll einem Internetportal für jedes Heim zu entnehmen sein, welches Konzept es verfolgt; an welche „Zielpopulation“ es sich richtet; welche Prozedur zur Aufnahme neuer Bewohner gilt; wie hoch die Unterbringungspreise sind und was darin an Leistungen inklusive ist. Solche Informationen machen bisher nur manche Heimbetreiber publik. pf



Kilometerpauschale

Viel geht von der für nächstes Frühjahr versprochenen kostenlosen Beförderung mit Bus und Bahn die Rede. Umso stiller ist es um die gleichzeitig angekündigte Reduzierung der Kilometerpauschale geworden. Über sie wird auch im vergangene Woche veröffentlichten Entwurf des Staatshaushalts für das laufende Jahr kein Wort verloren. Um so hartnäckiger wiederholt nun die Beamtengewerkschaft CGFP ihre Ablehnung der Reform. Denn „eine derartige Maßnahme bestraft alle Einwohner, die in ländlichen Regionen leben und demnach auf ihr Auto angewiesen sind, weil dort das Angebot des öffentlichen Transports unzureichend ist“. Betroffen würden auch Schichtarbeiter, die auf ihr Privatfahrzeug angewiesen seien. rh.

Nachtrag

Die mehr als drei Milliarden im vergangenen Jahr in Luxemburg verkauften Zigaretten entsprachen zwar einem Zuwachs um 5,8 Prozent gegenüber 2017, waren aber kein Rekord. Der wurde 2004 mit 6,5 Milliarden Stück erreicht.

Begegnung mit vier Organisatoren des Schüler-Klimastreiks

„Wir sind so privilegiert hier“

Peter Feist

„Wir können nicht die Weltlösung kennen“, sagt der junge Mann. „Das ist Sache der Politik, die müsste den Rahmen vorgeben.“ Reden kann Moritz Ruhstaller trotzdem gut, auch wenn er die Weltlösung nicht kennt. Er ist einer der Organisatoren des Schüler-Klimastreiks, der heute stattfindet, in Luxemburg wie in ungefähr 40 anderen Ländern weltweit.

16 und 18 Jahre alt sind die vier, die sich mit dem *Land* getroffen haben. Sekundarschüler, die in ihren Lyzeen für die Bewegung Youth for Climate Luxembourg werben und den Kontakt zur Schuldirektion halten. Auf Landesebene koordinieren sie die Aktion, die heute um 10 Uhr auf dem Glacis-Platz in der Hauptstadt beginnen soll. Kimo Leners (18) zum Beispiel hat mit den CFL diskutiert, wie sich innerhalb weniger Stunden tausende Schüler nach Luxemburg-Stadt transportieren lassen können, ohne dass der Verkehr zusammenbricht. Zehn- bis fünfzehntausend könnten es werden, meint Kimo Leners und hofft das natürlich: je mehr, desto besser.

Schüler- und Studentendemonstrationen sind in Luxemburg selten. Umso bemerkenswerter ist, dass sich in ziemlich kurzer Zeit eine offenbar gut organisierte Initiative entwickelt hat. „Wir sind richtig *grass-roots*“, erklärt Moritz Ruhstaller sichtlich stolz. Begonnen habe alles erst Anfang Februar, dazwischen fielen die Ferien. Angeregt hätten die Bewegung „zunächst drei Leute“, darunter Joana Coimbra (16). Sie sagt: „Greta hat gezeigt, dass du auch als junger Mensch etwas tun kannst. Sie hat das der Politik gezeigt.“

Greta Thunberg ist die 16-Jährige aus Stockholm, die seit ihrem Auftritt beim Weltklimagipfel in Katowice Ende letzten Jahres zur Ikone und zum Vorbild des weltweiten Schüler-Klimawiderstands geworden ist. Seit September bestreikt sie freitags ihren Schulunterricht, setzt sich vor das schwedische Parlamentsgebäude und verlangt Handeln gegen die Erderwärmung. Die Idee zum weltweiten Schülerstreik am heutigen Freitag kommt von ihr, vorgetragen im Januar auf dem Weltwirtschaftsforum in Davos. Die Luxemburger Schüler haben jemand gebraucht, der das Eis für sie brach. In London, Paris oder Brüssel waren Zehntausende Jugendliche schon im Januar auf die Straßen geströmt. „Als klar war, der 15. März wird ein globaler Tag, begannen wir unsere Plattform hier aufzubauen“, sagt Kimo Leners. Wie anderswo in der Welt auch geschah das vor allem über die sozialen Netzwerke. Auf *Instagram* erlangte Youth for Climate Luxembourg innerhalb von drei Wochen 2 000 Followers, auf *Facebook* sind es nun mehr als 5 000.

Umweltthemen scheinen es zu sein, die Jugendliche heutzutage auf die Straße bringen, und das Katastrophenszenario eines vielleicht bald schon unumkehrbar veränderten Planeten trifft einen Nerv: „Wenn wir keine Zukunft haben, wozu sollen wir dann in die Schule gehen?“, entgegnet Joana Coimbra auf die Frage, ob wer streikt, sich nicht auch selber schade. „Wir werden es ja sein, die wahrscheinlich erleben werden, dass es viel wärmer wird, Menschen krank werden und viele sterben. Wenn wir jetzt nichts tun, werden wir eine Zukunft haben, die nicht okay ist.“ Und die Generation danach werde es noch härter treffen.

Teenager-Angst? Nicht nach dem letzten Bericht des internationalen Wissenschaftler-Panels IPCC, der im Oktober zum Schluss kam, es blieben voraussichtlich nur zwölf Jahre, um zu verhindern, dass der Planet als System sich irreversibel verändere. Den Befunden von 13 US-Regierungsverwaltungen zufolge ebenfalls nicht. Sie hatten im November ungeachtet aller Äußerungen und der Umwelt-Deregulierungspolitik ihres Präsidenten die „zerstörerischen Auswirkungen“ des Klimawandels auf Umwelt, Gesundheit und Wirtschaft ab Mitte bis Ende des Jahrhunderts beschrieben.

Nicht blind, aber zu langsam zu sein, werfen die vier Aktivisten auch der Luxemburger Politik vor. „Hier geht alles zu langsam, man hätte schon vor zehn Jahren handeln müssen“, glaubt Kimo Leners. „Wenn man endlich anfängt, ist es schon zu spät. Das ist bei allem so, in der Klimapolitik, in der Schulpolitik, überall.“

Die vier zumindest, aber vielleicht auch ihre Altersgenossen, verbinden mit dem Klimastreik

auch ein Aufbegehren gegen die Regeln der Erwachsenenwelt. Gegen die Realpolitik, gegen eine gesellschaftliche Auffassung von Jugend als einem Zustand, der schnell überwunden werden müsse. Politiker hätten Jugendlichen „noch nie richtig zugehört“, findet Giovanna Pinot (18). „Es ist immer so, man sagt: Die Erwachsenen sind wir, wir entscheiden über eure Zukunft. Wir wollen, dass uns zugehört wird, genau das.“ Der Schülerstreik habe deshalb „zwei Aspekte“.

Das Verhältnis der vier zur Politik ist in erster Linie emotional. Ob sie politisiert sind? – Die Frage verstehen sie nicht, betonen gleich: „Wir sind politisch neutral.“ Sie denken offenbar nicht in Machtkategorien, und dass in der Politik Deals und Kompromisse geschlossen werden, ist ihnen suspekt. Dass die Grünen seit fünf Jahren mitregieren, ändert für sie nicht viel: „Die machen bestimmt nicht alles richtig“, sagt Moritz Ruhstaller. „Klimapolitisch haben sie irgendwie schon den richtigen Riecher, aber sie werden auch zurückgehalten. Ich merke

nicht, dass wirklich etwas ans Laufen kommt.“ Er habe sich nach dem Klimagipfel in Paris 2015 zu engagieren begonnen. „Ich bin nicht wegen Greta aufgewacht. Ich sehe, dass die Probleme noch immer da sind, obwohl sich in Paris so viele Staaten geeinigt haben. Und nun scheint es, dass die Ziele von Paris noch nicht einmal die richtigen sind.“

Gegenüber solchen Positionen klingen Versuche, die Klimabewegung der Schüler politisch zu vereinnahmen, ziemlich hohl. Nicht nur die beiden grünen Minister Carole Dieschbourg und Claude Turmes behaupteten vor zwei Wochen, auch von der Schülerinitiative geleitet zu sein, als sie die ersten Ansätze zum Klima- und Energieplan der Regierung vorstellten. Franz Fayot, der neue LSAP-Präsident, beginnt für seine Partei die Klimapolitik zu entdecken. DP-Bildungsminister Claude Meisch schrieb vor zwei Wochen, als er den Lyzeumsdirektionen genehmigte, die Schüler für die Teilnahme am Streik freizustellen, wie sehr er ihr bürgerschaftliches Engagement schätze und

„Arme denken ans Ende des Monats, Reiche ans Ende der Welt. Wer die Möglichkeit hat, die Veränderungen zu tragen, sollte das mit jenen teilen, denen es nicht so leicht fällt“

dass sie „der Realität des Klimawandels ins Auge blickten“. Seine Parteikollegin Anne Brasseur, die als Ministerin vor 15 Jahren meinte, die Schulen verlören an Autorität und müssten „back to the

roots“ marschieren, legte den Schülern in einer begeisterten „Carte blanche“ im *RTL Radio* ans Herz: „Gëtt Iech net!“

Das nicht zu tun, versprechen die vier auch. „Die Regierung oder ein paar Minister müssten nach dem Streik zumindest sagen: Wir haben verstanden!“, meint Moritz Ruhstaller. „Ohne um den heißen Brei herumzureden, müssten sie sagen, wie sie dafür sorgen wollen, dass Luxemburg das 1,5-Grad-Ziel einhält.“ Das sei aber nur der Anfang. Die Schülerbewegung werde nach dem Streik sicherlich noch wachsen. „Wir werden immer was machen, Projekte, Diskussionen“, sagt Joana Coimbra, „Youth for Climate wurde nicht nur wegen diesem Freitag gegründet. Es gibt immer Themen, zum Beispiel, dass man den Transport verbessert oder weniger Plastik nutzt.“ Aber eigentlich müsse, wenn nur noch so wenig Zeit bleibt, sich etwas radikal ändern. Nur was?

Für die vier muss Klimaschutz etwas mit Verzicht zu tun haben. „Wir sind so privilegiert hier!“, findet Giovanna Pinot. Die Verantwortung liege bei den entwickelten Ländern. „Entwicklungsländern muss erlaubt sein, sich unökologischer verhalten zu können. Sind auch wir unökologisch, verdoppelt sich das Problem.“ Um bei sich selber anzufangen, wird Joana Coimbra Veganerin. Moritz Ruhstaller will „weniger Fleisch essen, Veganer sein, ist schwierig“. Der Welthandel müsse „fair“ sein. Luxemburg sollte „seinen Dreck nicht ins Ausland abschieben und so viel Strom importieren, sich nicht immer wieder freikaufen“, findet Kimo Leners. „Hier geht es zu viel um Business und Wachstum.“ Das führe nicht in „eine Zukunft, die man genießen kann“.

Welche sie sich stattdessen vorstellen könnten, wissen die vier nicht genau. Die herrschenden Verhältnisse kennen sie gut genug, um eine „grünere Gesellschaft“, die Arbeitsplätze schaffen würde durch massive Wärmeisolierung alter Häuser, Konservierung von Naturflächen und Biolandwirtschaft für „ziemlich utopisch“ zu halten: „Das würde vielen kein Geld bringen, in der heutigen Gesellschaft zählt ja nur, was Gewinn bringt“, sagt Giovanna Pinot. „Entweder müsste so ein Leben lukrativ sein, oder es müsste ein riesiger sozialer Wandel geschehen, etwas in den Köpfen der Menschen, damit gesehen wird, dass sowas wichtiger ist als der eigene Gewinn.“ Ob das wünschenswert wäre? – Irgendwie schon. „Wenn wir jetzt nichts machen, werden wir bald nichts mehr haben. Entweder wir ändern was am Lifestyle, oder es ist bald nicht mehr möglich“, meint Joana Coimbra.

Privilegiert, wie die vier sich selber nennen, finden sie, „wer die Möglichkeit hat, die Veränderungen zu tragen, sollte das mit jenen teilen, denen das nicht so leicht fällt“, meint Giovanna Pinot. „Jemand hat mal geschrieben, die Armen dächten ans Ende des Monats, die Reichen ans Ende der Welt. Zweifellos gibt es Leute, die auch an die Erde denken und sich wünschen, dass sie allen erhalten bleibt, die sich das aber nicht so richtig leisten können. Die vielleicht in den Supermarkt gehen und sich etwas aus Südamerika kaufen, weil es billiger ist als das Produkt von nebenan.“

Ob Klimaschutz also auch heißen müsste, Gewinne stärker umzuverteilen und Steuern anders zu erheben, ist vielleicht eine Erwachsenenfrage. Aber dass es „einfacher sein sollte, Produkte zu kaufen, die ökologisch sind und dem Planeten nicht schaden“, findet Giovanna Pinot, und „wenn der Staat sich einsetzen würde, dass eine ökologische Lebensweise günstiger ist oder genauso viel kostet wie eine nicht so ökologische, dann würde das schon einen Unterschied machen“. Zum Teilen, mit den Menschen daheim und mit der ganzen Welt, sind die vier offenbar bereit. Und „gerecht“ wäre gewesen, meint Kimo Leners, hätte das Referendum vor vier Jahren Ja zum aktiven Wahlrecht ab 16 gesagt. Was die vier Schülerstreik-Koordinatoren sich vorstellen, ist gar nicht wenig – auch wenn sie die Weltlösung nicht kennen.

Der Schülerstreik von Youth for Climate Luxembourg beginnt am 15. März um 10 Uhr, dann werden Schüler aus dem ganzen Land sich Richtung Glacis aufmachen. Dort finden bis 12 Uhr Workshops statt, anschließend zieht die Kundgebung zum Knuedler.



Moritz Ruhstaller (oben, zweiter von rechts), Kimo Leners (links unten), Giovanna Pinot und Joana Coimbra (erste und zweite von links im Foto unten rechts)

Die Kandidatenlisten zeigen: Bei aller Europabegeisterung verlieren nach den Wählern die Parteien ihr Interesse an den Europawahlen

Sechs unter 785

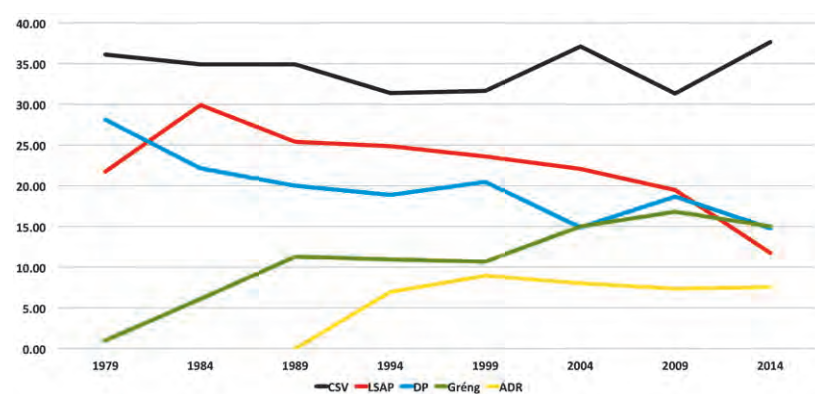
Romain Hilgert

Für die CSV steht bei den Europawahlen am 26. Mai vielleicht am meisten auf dem Spiel, denn sie könnte ein Erfolgserlebnis gebrauchen. Nach dem erneuten Wahldebakel im Oktober und dem anhaltenden Streit um den Parteivorsitz wäre es für sie wichtig, ihren Wählern und auch ihren Mitgliedern zu zeigen, dass noch mit ihr zu rechnen ist. Die nächstbeste Gelegenheit dafür wären die Europawahlen in zwei Monaten. Schließlich hatte die Partei nach der Wahlniederlage von 2013 bei den anschließenden Europawahlen ihren Stimmenanteil von 31,3 auf 37,7 Prozent vergrößern können und dies als ersten Schritt zur Rückkehr an die Macht empfunden. Damals hatte sie ihren Sieg auf den raschen Überdruß der Wähler mit der neuen Regierung zurückgeführt, aber auch auf ihre „Kompetenzteam“ getaufte Kandidatenliste unter Anführung der ehemaligen EU-Kommissarin Viviane Reding. Auf 203 772 gültigen Wahlzetteln hatte die Brüsseler *Roaming Queen* 126 888 Stimmen erhalten.

Im Vergleich dazu sieht die Kandidatenliste, die der Nationalvorstand der CSV am Samstagvormittag im Hesperinger Kulturzentrum Celo mit 91 Prozent der Stimmen verabschiedete, eher nach Inkompetenzteam aus. Denn obwohl es bei Europawahlen einen einzigen, landesweiten Wahlbezirk gibt, sind die sechs Kandidaten weitgehend Kommunalpolitiker, die außerhalb ihrer Gemeinden unbekannt sind. Von den drei CSV-Europaabgeordneten kandidiert nur Christophe Hansen erneut. Er war vor einem halben Jahr ins Europaparlament nachgerückt, als Viviane Re-

Die Programme, die ab diesem Wochenende auf Europakongressen verabschiedet werden, dürften sich kaum voneinander unterscheiden: Ein Zwergstaat ohne Binnenmarkt ist nun einmal bedingungslos auf die Europäische Union angewiesen

ihre am Ende missglückte politische Laufbahn geruhsam abschließen, die anderen den von ihnen abgelehnten Parteipräsidenten Frank Engel sabotieren. Mangels geeigneter Kandidaten hatte die Sitzung des Nationalrats zur Verabschiedung der Liste sogar verlegt werden müssen. Sicher-



Stimmenanteil der größten Parteien bei den Europawahlen

ding ihr nationales Parlamentsmandat annahm. Dass der Spitzenkandidat der CSV in seiner vom Europaparlament verlangten Erklärung über finanzielle Interessen angibt, monatlich zwischen 5 001 und 10 000 Euro als europapolitischer Berater der Handelskammer zu verdienen, könnte dem Politiker aber im Wahlkampf den Vorwurf einbringen, ein bezahlter Lobbyist zu sein. Spitzenkandidatin ist ebenfalls die hauptstädtische Schöffin Isabel Wiseler-Santos Lima, die schon 2014 kandidiert hatte und vor allem als Gattin des glücklosen Spitzenkandidaten von 2018, Claude Wiseler, bekannt ist. Weitere Kandidaten sind der Rosporter Bürgermeister Romain Osweiler, der Mertziger Schöffe Stefano D'Agostino, die Grevnmacher Gemeinderätin Liane Felten und die Düdelinger Studentin Martine Kemp.

Dabei hätte die CSV als Oppositionspartei die Möglichkeit gehabt, ihre nunmehr von Ministerämtern befreite landesweit bekannte Prominenz aufzustellen, um Wählerstimmen zu sammeln. Aber sie hatten alle abgewinkt, die Reding, Frieden, Spautz, Wolter, Modert, Mosar... Nach dem Debakel bei den Kammerwahlen wollen die einen

heitshalber hatte Frank Engel schon vor Monaten abgewiegt, das Ergebnis der Europawahlen sei nicht so wichtig, weil der Wiederaufbau der Partei ein langwierigerer sei.

Letzter Termin für die Parteien, um ihre Kandidatenlisten einzubringen, ist Dienstag, der 26. März um 18 Uhr. Die CSV hat drei von sechs Luxemburger Sitzen in Straßburg zu verteidigen, während LSAP, DP und Grüne jeweils einen Europaabgeordneten haben. Da insgesamt nur sechs Sitze zu vergeben sind, ist das Wahlsystem wenig elastisch: 1994 bekamen die Grünen mit Jup Weber ein Mandat, das Claude Turmes bis vergangenes Jahr verteidigen konnte; seit 15 Jahren, seit die LSAP ihr zweites Mandat verlor und die CSV ihr drittes zurückgewann, hat sich die Sitzverteilung nicht mehr geändert. Sämtliche Parteien scheinen bloß darauf bedacht, ihre Mandate zu behalten.

Die Kommunalpolitiker, Studenten und völlig Unbekannten auf den Kandidatenlisten zeigen, wie gering bei aller Europabegeisterung das Interesse der meisten Parteien an den Europawahlen



Die Kandidaten von CSV, LSAP und DP für die Europawahlen am 26. Mai

geworden ist. Die Wahlen bereiten ihnen vor allem Arbeit und Kosten, aber der politische Einfluss der sechs Luxemburger unter den 785 Abgeordneten ist homöopathisch in einem Parlament, das nicht viel zu entscheiden hat. Außerdem dürften sich die Programme, die ab diesem Wochenende auf Europakongressen verabschiedet werden, kaum voneinander unterscheiden: Ein

Zwergstaat ohne Binnenmarkt ist nun einmal bedingungslos auf die Europäische Union angewiesen; irgendwie ziehen alle eine starke Kommission der Diktatur der großen Länder im Ministerrat vor; mehr oder weniger offen verteidigen alle die Finanzbranche gegen Harmonisierungsbestrebungen. So versucht man halt, mit seiner Kritik an Upload-Filtern für Internet-Filme politisches

Profil zu zeigen. Auch die durch die vorgezogenen Wahlen von 2013 erfolgte zeitliche Trennung von nationalen und Europawahlen erhöht weder das Interesse der Wähler noch der Parteien am Straßburger Parlament.

Jahrzehntlang konnte jede Partei zwölf Kandidaten, ihre bekanntesten Nationalpolitiker, aufstellen, die Stimmen sammelten und ihr Mandat doch nicht annahmen, so dass dann bestenfalls ein Dritt- oder Viertgewählter als Platzhalter nachrückte. Doch seit zwei Wahlgängen ist die Kandidatenzahl auf sechs beschränkt, es können weniger Prominente kandidieren, die auf ihr Mandat verzichten.

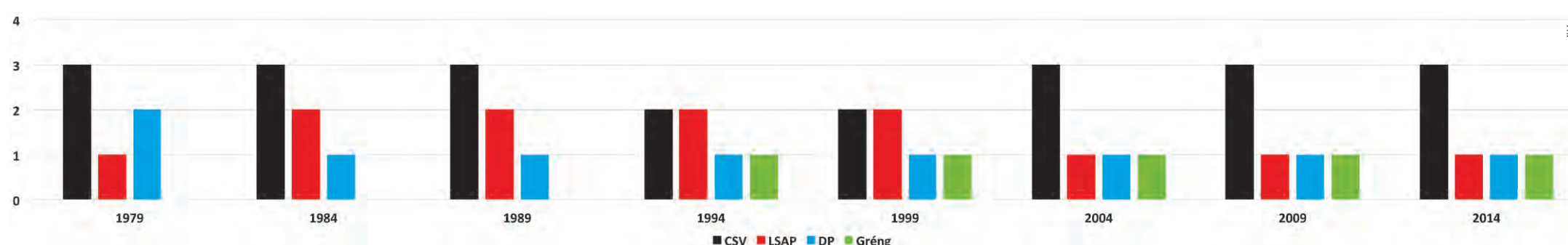
Die LSAP stellt mit Nicolas Schmit aus Berdorf einen ehemaligen Minister auf, der allerdings hofft, sein Mandat so rasch wie möglich wieder abgeben zu können, wenn er endlich den erhofften Posten als EU-Kommissar erhält. Wie 2014 kandidiert bei der LSAP aber auch der nationale Abgeordnete und unglückliche Anwärter auf ein Ministeramt Marc Angel aus der Hauptstadt, der der nationalen Politik den Rücken kehren könnte, wenn er endlich als Zweitgewählter nachrückte. Seine Chancen sind nicht schlecht, da die Belesener Schöffin Simone Asselborn-Bintz, die Studienrätin und Exministertochter Joanne Goebels aus der Hauptstadt, die Studentin und Ministertochter Lisa Kersch aus Steinbrücken und die Studentin Elisha Winckel aus Schengen politisch weitgehend unbeschriebene Blätter sind.

Die DP stellt gleich zwei nationale Abgeordnete auf, Simone Beissel und Gusti Graas, die sich aber nicht umgehend zwischen einem nationalen und einem europäischen Mandat entscheiden müssen. Denn Spitzenkandidat Charles Goerens kann sich Hoffnungen machen, den liberalen Sitz in Straßburg zu behalten, den er mit einigen Unterbrechungen seit 37 Jahren innehat. Weitere Kandidaten sind Goerens' parlamentarische Referentin Anne Daems, die einst als Kinderstar bekannte Monica Semedo und der Student Loris Meyer.

Tilly Metz, die Mitte vergangenen Jahres unverhofft das Mandat des populären Claude Turmes übernahm, muss mit Unterstützung ihres Vorgängers auf die grüne Stammwählerschaft setzen, um ihr Mandat in Straßburg zu verteidigen. Weitere Kandidaten sind ihr parlamentarischer Referent Meris Sehovic, der Escher Schöffe Martine Kox, die Junglister beziehungsweise Walferdinger Gemeinderäte Christian Kmiolek und Jessie Thill sowie die Studentin Tanja Duprez.

Auch die Piraten müssen auf ihre Stammwähler hoffen, da nur der Remicher Immobilienhändler Daniel Frères schon einmal für das Europaparlament kandidiert hatte, 2014, allerdings bei Jean Colombers Pid. Ansonsten sind der Useldinger Eisenbahner Starsky Flor, der Petinger Biologielehrer Chris Bernard, die Düdelinger Rentnerin Marie-Paule Dondelinger, die hauptstädtische Gemeindeangestellte Lucie Kunakova und der Petinger Schüler Christian Welter Unbekannte.

Die ADR ist seit 2010 vorsorglich der Allianz der Konservativen und Reformer in Europa angegliedert, doch bisher hat es noch nie für einen Sitz in Straßburg gereicht. Bei ihr kandidieren im Vergleich zu 2014 nur noch zwei nationale Abgeordnete, Gast Gibéryen und Fernand Kartheiser, sowie dessen Lebensgefährtin, die Staatsrätin Sylvie Mischel, außerdem Facebook-Aktivist Fred Keup, die Howalder Rechtsanwältin Nicky Stoffel und die Bech-Kleinmacher Landwirtin Tessy Brisbois. Noch geringere Aussichten auf ein Mandat hat déi Lénk, die ihre Kandidatenliste am Sonntag während eines Parteitags verabschieden will. Die Kommunistische Partei veröffentlicht ihre Kandidatenliste am 24. März auf einem Landeskongress. Daneben kandidieren die von der ADR abgesplitterten Konservativen, und am Samstag will die 2017 von dem Mailänder Jungunternehmer Andrea Venzon gegründete paneuropäische Bewegung Volt Europa ihre Luxemburger Kandidatenliste in Schengen veröffentlichen.



Die Luxemburger Mandate im Europaparlament seit Einführung der Direktwahl

Türkische Justiz klagt Gezi-Protestler an

Ein Racheakt

Cem Sey, Berlin

Der türkische Präsident Recep Tayyip Erdogan ist ein geduldiger Mensch. Nein, er zeigt keine Geduld, wenn er kritisiert wird. Er hat aber einen langen Atem, wenn es um seine politischen Ziele geht. Ebenso ist er ein nachtragender Mensch. Auch da ist er geduldig. Weggefahrte, die ihm in den Rücken fielen, sind nicht die einzigen Opfer seiner Rache. Er nimmt auch seine politischen Gegner früher oder später ins Visier, die ihn in ernste Schwierigkeiten bringen.

Die Polizisten und Juristen, die vor sechs Jahren gegen ihm und vier seiner Minister schwere Korruptionsvorwürfe erhoben; die Putschisten, die glaubten, seine Regierung stürzen zu können; aber auch der charismatische kurdische Chef der linken Demokratischen Partei der Völker, Selahattin Demirtas, der öffentlich zu sagen wagte, er werde Erdogans Präsidentschaft verhindern – sie alle tigern heute in ihren Zehn-Quadratmeter-Zellen herum.

Nun sind offenbar die Millionen Menschen dran, die im Juni 2013 mehrere Wochen auf dem zentralen Taksim-Platz in Istanbul gegen Erdogans Regierung protestierten und nicht einmal vor brutalen Polizeieinsätzen kapitulierten. Seit Ende Februar stehen 16 linksliberale Unternehmer, Künstler und Aktivisten vor Gericht, weil sie angeblich diesen friedlichen Aufstand generalstabsmäßig organisiert hätten. Der Staatsanwalt fordert für den bekanntesten Häftling, den Unternehmer Osman Kavala, und den restlichen Angeklagten die Höchststrafe. Wenn es nach der Staatsanwaltschaft geht, sollen sie für den Rest ihres Lebens eingesperrt werden, weil sie angeblich in Zusammenarbeit mit dem ungarischen Unternehmer George Soros und dem serbischen Aktivisten Ivan Markowitsch beabsichtigt hätten, die Regierung Erdogans zu stürzen.

Es geht um die Gezi-Proteste von 2013. In den Monaten vor diesem Aufstand hatten Erdogan und seine Regierung den Druck auf der Gesellschaft erhöht, in dem sie Debatten über die Lebensweise der türkischen Gesellschaft provozierten. Alkoholkonsum wurde kriminalisiert, die moderne Kleidung der Frauen für unmoralisch befunden und Erdogan höchstpersönlich kritisierte, dass junge Männer und Frauen in Wohngemeinschaften zusammenlebten. „Wer möchte schon, dass seine Tochter auf den Schoß irgendwelcher Männer sitzt“, sagte er damals in einem Zeitungsinterview. Er spannte den Bogen zu weit.

Ende Mai 2013 entlud sich die Frust, als es bekannt wurde, wie die Polizei eine friedliche Mahnwache von Umweltaktivisten mit Gewalt auflöste. Sie hatten versucht die Vernichtung eines Parks zu verhindern und zelteten dafür im Park. Polizeibeamte prügeln auf sie ein, nahmen sie in Gewahrsam und brannten ihre Zelte nieder. Innerhalb weniger Stunden strömten zehntausende Menschen, zumeist Jugendliche, zum Taksim-Platz, in direkter Nachbarschaft zum Gezi-Park. In den folgenden Tagen gingen nicht nur in Istanbul, sondern im gesamten Land Millionen von Menschen auf die Straße. Die Polizei setzte Pfeffergas, Wasserwerfer, Gummimunition und schließlich in einigen Fällen auch Schusswaffen ein. 15 Menschen starben, 36 Menschen verloren ihre Augen, weil Polizisten mit Pistolen, Gummigeschossen und Gasgranaten unmittelbar auf die Demonstranten zielten.

Erdogan hatte dieser Hälfte der türkischen Gesellschaft, die ihm damals Widerstand leistete, nie verziehen. Oft sprach er davon, auch sie eines Tages für ihren Ungehorsam zu bestrafen. Offensichtlich stehen jetzt die 16 Angeklagten symbolisch auch für den Rest der Demonstranten ein. Aber Erklärungen der Staatsanwaltschaft lassen befürchten, weitere Verhaftungswellen könnten folgen.

Recep Tayyip Erdogan hat dieser Hälfte der türkischen Gesellschaft, die ihm Widerstand leistete, nie verziehen



Gezi-Proteste Ende Mai 2013 in Istanbul

schaft lassen befürchten, weitere Verhaftungswellen könnten folgen.

Die Anklageschrift kam nicht überraschend. Osman Kavala, der ein Firmenimperium von seinem Vater übernahm und schon immer ein Dorn in den Augen Erdogans war, weil er linksliberale, sozialistische und Menschenrechtsaktivisten unterstützt, war seit über 500 Tagen in Untersuchungshaft. Das „Werk“ der Staatsanwaltschaft, das 657 Seiten umfasst, ist wie bei den anderen politischen Schauprozessen der vergangenen Jahre in der Türkei eine juristische Katastrophe. Kein einziger handfester Beweis wird aufgeführt. Alles beruht auf Mutmaßungen. Ein Angeklagter sei zum gleichen Zeitpunkt wie der Serbe Markowitsch in Ägypten gewesen. Osman Kavala habe einen anderen An-

geklagten zu einer Podiumsdiskussion eingeladen, damit er die Proteste analysiert. Diese und weitere Belanglosigkeiten füllen die sonst nichtssagende Klageschrift. Kavalas Verein Anadolu Kültür, mit dem die Europäische Union und die deutsche Entwicklungsagentur GIZ seit Jahren zusammenarbeiten, wird verdächtigt, während der Gezi-Proteste die Demonstranten finanziert zu haben.

Kurz bevor die Klage erhoben wurde und nachdem er bereits 15 Monate in Haft war, ließ Kavala mittels seiner Anwälte erklären, dass die Staatsanwaltschaft ihn noch nicht einmal vernommen habe. Auch das Gericht hatte sich bisher gegen alle juristischen Regeln verhalten. Es ließ den Prozess zu, ohne zu wissen, was den Angeklagten vorgeworfen wird. Denn die Anklage war bis da-

hin noch nicht fertig. Diese massiven Rechtswidrigkeiten brachten diesen Prozess auch vor den Europäischen Menschenrechtsgerichtshof, der vergangenen August beschloss, den Fall Kavala bevorzugt zu behandeln.

Doch bisher erreichte europäische Kritik kaum etwas im Erdoganland. Zu viele europäische Länder, wie Ungarn oder Polen unterstützen Erdogan. Europas intensive Wirtschaftsbeziehungen mit der Türkei werden nicht zum Druckmittel gegen die Türkei, sondern umgekehrt gegen die EU. Manche Vertreter der EU und das Europarat üben zwar scharfe Kritik an Ankara, bezeichneten den Prozess als ein „Witz“ – ohne Erfolg. Stattdessen warf die Türkei die europäischen Korrespondenten aus dem Land, die darüber berichteten.

Israel wählt ein neues Parlament

Ausgang offen

Susanne Knaul, Jerusalem

Israels bevorstehende Parlamentswahlen werden spannender, als es sich noch vor wenigen Wochen erahnen ließ. Das Mittebündnis Blau-Weiß mit dem früheren Generalstabschef Benny Ganz (Widerstandskraft für Israel) an der Spitze liegt aktuellen Umfragen zufolge mit 34 zu 30 Mandaten vor dem Likud. Nichtsdestotrotz scheint Israels Regierungschef Benjamin Netanjahu die besseren Chancen für eine regierungsfähige Koalition zu haben. Noch ist das Rennen komplett offen. Viele Wähler sind unentschieden.

Erschien ein weiterer Wahlsieg für Netanjahu anfangs als nahezu abgemacht, sieht sich der Regierungschef aktuell im offenen Fall. Die drohenden Anklagen sind nur ein Grund dafür. Bestechung, Betrug und Vertrauensbruch macht Israels Oberstaatsanwalt Avichai Mandelblit Netanjahu zum Vorwurf. In drei Fällen hält Mandelblit die Beweislage ausreichend für eine Anklage. „Sie haben den Ruf des öffentlichen Dienstes verletzt und dem Vertrauen der Bevölkerung geschadet“, begründete Mandelblit seine Entscheidung. Netanjahus Likud-Partei beschuldigte den Oberstaatsanwalt der „politischen Verfolgung“. Die Veröffentlichung seiner Entscheidung zu kurz vor den geplanten Parlamentswahlen habe nur ein Ziel: „die rechte Regierung unter Netanjahus Führung zu stürzen“.

Für Israels neue Mittepartei kam die Verkündung des Oberstaatsanwalts wie ein Geschenk des Himmels. Die bevorstehende Anklage wird Netanjahu unmittelbare Wähler-Sympathien kosten, aber noch entscheidender ist, dass er, sobald ein Verfahren gegen ihn sicher ist, kaum die nötigen Partner für eine Regierungskoalition rekrutieren kann. Wirtschaftsminister Mosche Kachlon kündigte schon vor Monaten an, dass entweder er oder Netanjahu vom Amt zurücktreten würden, sollte es zu einer Anklage kommen.

Blau-Weiß sind die Farben der israelischen Flagge. Ganz und sein Partner Jair Lapid (Zukunftspartei) geben sich patriotisch. Nach zähem Ringen einigten sich die beiden auf ein Zusammengehen, um ihre Chance, Netanjahu im Regierungssamt abzulösen, zu vergrößern. Lapid soll per Rotation den Posten der Ministerpräsidenten nach zwei Jahren übernehmen, vorausgesetzt, die Rechnung von Blau-Weiß geht auf. Vorläufig sieht es gut aus. Ganz punktet im Volk als ehemaliger Armeechef, der mit Kampfszenen aus dem Gazakrieg seinen Wahlkampf startete und verspricht, hart gegen Israels Feinde vorzugehen. Der Sohn einer Holocaustüberlebenden will sich weder links noch rechts zuordnen lassen. „Links“ gilt im israelischen Sprachgebrauch zunehmend als schändlich. „Eher rechts von der Mitte“, so sortiert sich Lapid in die israelische Parteienlandschaft ein.

Benjamin Netanjahu ringt um den Sieg bei Israels Parlamentswahlen

Mit von der Partie zwei weitere frühere Generalstabschefs. Mit Blau-Weiß ist Israel in Sicherheitshänden. Völlig offen bleibt, ob und welche Kompromisse die Liste den Palästinensern gegenüber machen würde.

Die starke Front und seine schwindende Popularität vor Augen veranlasste Netanjahu dazu, die Reste der jüngst gespaltenen Siedlerpartei Das jüdische Haus zum Zusammengehen mit der radikalen Partei Otzma Jehudit (Jüdische Macht) zu motivieren, der Nachfolgepartei der 1994 verbotenen Kach-Partei. Unter ihrem Chef Meir Kahane predigte die Kach in den 1980-er Jahren die Vertreibung der Araber aus Israel. „Wäre ich Verteidigungsminister würde ich die (palästinensischen) Gebiete absperren, kein Fernsehen, kein Radio“, rief Kahane einst seinen Anhängern zu. Ein Punkt im Programm der Otzma Jehudit spricht vom „totalen Krieg“ gegen die Feinde Israels, ein Krieg „ohne Verhandlungen und ohne Kompromisse“. Netanjahu würde das rechtsradikale Bündnis in eine Koalition einladen. Sogar die Aipac (American Israel Public Affairs Committee), Israels Lobby in den USA, verübete Netanjahu den Pakt mit der rechtsradikalen Partei. Die Ziele der Otzma Jehudit seien „verwerflich“, hieß es in einer Stellungnahme vergangene Woche. Netanjahus Popularität schwindet daheim wie in Übersee. Einzig US-Präsident Donald Trump sprach seinem Freund in Jerusalem Mut zu. Netanjahu, so erklärte Trump, „hat gute Arbeit als Regierungschef geleistet“.

Zum Überraschungsfaktor bei der Auszählung der Stimmen könnte sich die 3,25-Prozent-Hürde erweisen, die kleine Parteien überwinden müssen, um in die Knesset einzuziehen. Sogar Israel Beteinu, die Partei des früheren Außen- und Verteidigungsministers Avigdor Lieberman, dürfte Probleme bekommen. Und der arabisch-israelische Abgeordnete Achmad Tibi riskierte mit der Trennung seiner Partei Balad von der anti-zionistischen Vereinten Liste ebenso die Fortsetzung einer politischen Karriere im Parlament. Die Vereinte Liste stellt aktuell immerhin die drittgrößte Fraktion und gewann durch das Bündnis an Einfluss, auch wenn keine der zionistischen Fraktionen ein Zusammengehen mit den Arabern ernsthaft erwägt.

„Bibi oder Tibi“ ist einer der Wahlslogans vom Likud. Netanjahu läuft im Volksmund nur unter Bibi (Kosenamen für Benjamin). Der Slogan ist irreführend, denn von den Stimmen, die an Blau-Weiß gehen, hat weder die arabische Vereinte Liste etwas noch Achmad Tibi. Umgekehrt könnte hingegen Blau-Weiß auf die Empfehlung der arabischen Abgeordneten an den Staatspräsidenten angewiesen sein, wenn es darum geht, wer die Koalition bilden soll.

Plus de recul

Découvrez le Lëtzebuurger Land en vous abonnant gratuitement durant un mois.

land@land.lu
www.land.lu
téléphone 485757-1

.....

20 000

ticker

.....

« Schécktt d’Offizéier op d’Schmelz »



Le ministre du Travail, Dan Kersch (LSAP), veut convertir les ex-soldats en *deputy sheriffs* de l’Inspection du travail et des mines (ITM). Ce dimanche, dans une interview à *Radio 100,7*, il a estimé que des anciens soldats pourraient assister les inspecteurs du travail : « On pourra recruter dix personnes par an, afin qu’on ait, d’ici dix ans, une troupe de cent personnes qui pourront aller contrôler sur les chantiers ». Les soldats pourraient d’ailleurs commencer la formation pendant leur service militaire au Härebiërg. Le ministre de la Défense, François Bausch (Déi Gréng), serait au courant de cette idée, et la soutiendrait. Marco Boly (photo : sb), nommé en 2015 à la tête d’une ITM paralysée par des décennies de guerres intestines, désigne la proposition de Dan Kersch d’« idée créative » qui prouverait que « également ce ministre-ci croit en nous ».

D’après les critères du Bureau international du travail, le Luxembourg aurait besoin d’au moins cinquante inspecteurs du travail. Il en dispose de 21 à l’heure actuelle. Alors que de nombreux inspecteurs partent à la retraite, les efforts entrepris sur ces dernières quatre années par Boly n’ont pas eu le succès escompté. Les candidats issus de l’examen concours ont pris le large. D’après le Rapport annuel 2017 de l’ITM, ils étaient soit « pas vraiment intéressés » ou « pas susceptibles » d’exercer le métier, soit « plus attirés par des avantages pécuniaires offerts par d’autres administrations » et « récla-

mant moins d’efforts personnels en formation ». Quant aux candidats recrutés via l’Adem en CDD, « la très grande majorité d’entre eux n’ont pas réussi leur examen concours ».

Jusqu’en 2006, les inspecteurs étaient majoritairement recrutés via les syndicats qui en profitaient souvent pour se décharger de leurs secrétaires centraux usés. La plupart de ces ex-syndicalistes sont aujourd’hui partis à la retraite. C’est ironique que, à peu près un siècle après les étouffements de grèves par les troupes allemandes en 1917 et françaises en 1921, des soldats retourneront dans les entreprises. bt

Schutz für Whistleblower

Whistleblower sollen in der EU künftig besseren Schutz bekommen. Unterhändler der EU-Staaten und des Europaparlaments einigten sich diese Woche auf EU-weite Mindeststandards zum Schutz von Hinweisgebern, die Straftaten oder Missstände gegen EU-Recht durch ihre Arbeitgeber melden wollen. Die von der EU-Kommission vorgeschlagene obligatorische Dreistufenregelung für Whistleblowerinnen scheint vom Tisch. Deutschland und Frankreich zählten offenbar zu den EU-Ländern, die Whistleblower dazu verpflichten wollten, zuerst interne Meldestellen im Unternehmen anlaufen zu müssen. Wenn diese nach drei Monaten immer noch nichts unternähmen, wäre der zweite Schritt externe Regulierungsbehörden, bevor sich die Hinweisgeberinnen an die Öffentlichkeit wenden könnten. Nur dann wären sie vor Strafverfolgung geschützt gewesen. Journalistenverbände waren gegen die Dreistufenregelung, weil Hinweisgeber oft berufliche Nachteile zu fürchten haben, wenn sie intern auf aus ihrer Sicht problematische Vorgänge hinweisen. Luxemburg hatte, wie das Europaparlament, für mehr Wahlfreiheit plädiert. Justizminister Félix Braz (Déi Gréng) begrüßte den Kompromiss. Künftig sollen Whistleblowerinnen auch geschützt sein, wenn sie sich mit einer direkten Meldung an externe Regulierungsbehörden wenden. Der Rechtsschutz gilt auch, wenn drei bis sechs Monate später keinerlei Reaktion der Regulierungsbehörden erfolgt ist oder wenn die Hinweisgeber Grund zur Annahme haben, dass ein Nicht-Handeln eine Gefahr für das öffentliche

Interesse darstellt, respektive dass eine Meldung gegenüber einer Behörde dazu führen könnte, dass Beweismittel versteckt oder vernichtet würden. Der Rechtsschutz gilt für Arbeitnehmer, Beamtinnen, Selbstständige und Praktikantinnen bei Verstößen gegen EU-Recht im Bereich der Geldwäsche, Korruption, Unternehmensbesteuerung, Gesundheits- und Verbraucherschutz, Lebensmittelsicherheit, in Umweltfragen, im öffentlichen Auftragswesen. EU-Länder können den Schutz noch auf andere Gebiete ausdehnen, wenn sie wollen. EU-Staaten und Parlament müssen die Einigung noch formell bestätigen, danach haben die Länder zwei Jahre Zeit, die Richtlinie in nationales Recht umzusetzen. ik

Nicht ohne den Patron!

An der Leitung des geplanten nationalen Gesundheits-Observatoriums müssen die Unternehmensverbände beteiligt werden. Das schreiben Handels- und Handwerkskammer in einem gemeinsamen Gutachten zu dem Gesetzentwurf, mit dem das Observatoire national de la santé eingerichtet werden soll. Seine Mission bestünde in der Analyse der öffentlichen Gesundheit, aber auch in der Bewertung der Effizienz des Gesundheitssystems. Daraus soll das Observatorium Politikempfehlungen ableiten. Weil die „gegebenenfalls Einfluss auf die Finanzierung des Gesundheitssystems und die Beiträge zur Krankenversicherung“ hätten, müsse die Unternehmenseite im „Beobachterrät“, einem mit einem Verwaltungsrat vergleichbaren Gremium an der Spitze des Observatoriums, vertreten sein, argumentieren Handels- und Handwerkskammer. Der Gesetzentwurf geht noch auf die vorige LSAP-Gesundheitsministerin Lydia Mutsch zurück. Dass die Gewerkschaftsseite im Beobachterrät vertreten wäre, sieht er zwar ebenfalls nicht vor, aber ein Mandat für die OGBL-nahe ASBL Patientevertriedung. pf

Les gagnants

Cette semaine, tant l’OGBL que le LCGB se déclaraient vainqueurs des élections sociales. Or, les résultats agrégés révèlent d’abord le faible niveau d’implantation syndicale dans des secteurs économiques comme les

activités comptables (84 pour cent de délégués non-affiliés à un syndicat), l’Horeca (68 pour cent), la construction (65 pour cent) ou le commerce (60 pour cent). Dans les Big Four, aucun syndicat n’a réussi à présenter des listes, à l’exception du LCGB chez KPMG, qui y a fait un flop (19 pour cent). Le deuxième enseignement, c’est que le syndicat « unitaire » ou « unique » voulu par un OGBL en quête d’hégémonie ne sera pas pour demain. Malgré les moyens propagandistes massifs lancés par l’OGBL dans la campagne, le LCGB aura tenu le coup, de nouveau. Toutes entreprises confondues, le syndicat chrétien aura rassemblé 15,2 pour cent, contre 25,6 pour l’OGBL.

Commençons par les victoires : L’OGBL a gagné haut la main dans le secteur de la Santé (53 pour cent), où tant l’actuel que la future présidente de l’OGBL ont œuvré en tant que secrétaires centraux. Chez Cactus, après la Poste et les CFL, le principal employeur du pays, l’OGBL rafle tout ou presque (80 pour cent). Le LCGB enregistre lui un bon score chez Arcelor-Mittal, probablement le reflet de la grève annulé qu’y avait tenté de lancer l’OGBL début 2014. Le LCGB fait également un bon score chez Dussmann Service (55 pour cent), bien que, pour l’ensemble du secteur du nettoyage, l’OGBL fait le double des voix de sa concurrente.

Dans le secteur financier, l’OGBL visait la majorité. Avec 17 pour cent des votes, c’est raté. L’Aleba (trente pour cent) reste dominant. Le syndicat corporatiste fait un score soviétique à la KBL (82 pour cent), stagne à la BGL (16 pour cent), et perd deux sièges à la Bil. En règle générale, l’Aleba fait de bons scores dans les petites et moyennes banques, mais décroche dans les grandes banques de détail. À la Banque de Luxembourg, employeur du président démissionnaire, Roberto Scolati, une liste dissidente s’était créée autour d’anciens délégués Aleba. Elle a recueilli 67 pour cent des votes ; rappelant que l’assise de l’ex-président de l’Aleba était précaire jusque dans sa propre banque. Les résultats pour la Chambre des salariés tomberont dans les prochaines semaines. Ils décideront de la représentativité sectorielle de l’Aleba. Or, vu les résultats solides mais peu enthousiasmants lors de l’élection des délégués, il paraît assez improbable

in Luxemburg zugelassene Autos sind Oldtimer, beinahe jedes zwanzigste, wie das Mobilitätsministerium schätzt. Um als „véhicule historique“ zu gelten, muss die Erstzulassung so eines Autos mindestens 30 Jahre zurückliegen, die Produktion des Wagentyps muss ausgelaufen und das Fahrzeug im historischen Originalzustand erhalten sein, ohne dass wesentliche Änderungen an seinen technischen Charakteristika oder seinen Hauptbauteilen vorgenommen worden wären. Der LSAP-Abgeordnete Yves Cruchten wollte von Mobilitätsminister François Bausch (Grüne) über eine parlamentarische Anfrage erfahren, ob Luxemburger Oldtimern die Zufahrt zu deutschen Städten mit „Umweltzonen“ verwehrt werden könnte: In Deutschland erhielten Oldtimer sogar spezielle Kennzeichen, und eine Arbeitsgruppe des EU-Parlaments habe dafür plädiert, „historische Fahrzeuge“ von Umwelt-Einschränkungen auszunehmen: Einerseits gebe es nicht viele Oldtimer, andererseits seien sie ein Kulturerbe. Sollte die Luxemburger Regierung sich nicht für EU-weit einheitliche Festlegungen einsetzen? Bausch antwortete, die Oldtimer-Definition sei bereits EU-einheitlich. Die Einrichtung von Umweltzonen und die Festlegung der Einschränkungen sei in Deutschland Sache der Gemeinden. Schon möglich also, dass ein Oldtimer im Nachbarland nicht überall fahren kann. pf

que le syndicat y fasse plus de cinquantaine pour cent. bt

La renonciation

Jean-Christophe Burkel, le directeur de l’Union de l’économie sociale et solidaire (Uless), avait promis qu’il contesterait jusque devant les tribunaux l’annulation de sa liste aux élections pour la Chambre de commerce. Seulement voilà : son conseil d’administration ne semble pas prêt à le suivre dans cette escalation. Dans un communiqué envoyé à la presse vendredi dernier, le CA présidé par Robert Urbé explique ne pas vouloir mettre la Chambre de commerce dans « une impossibilité d’agir pour plusieurs mois [...] convaincu que cela aurait causé un grand tort à toute l’économie du pays. » Patriotisme économique quand tu nous tiens... bt

Les parkings



La galerie commerciale intégrée dans l’hypermarché Auchan, ce mammoth de la Cloche d’or qui ouvrira ses portes le 14 mai, embauche à tour de bras. L’Adem vient d’organiser, jeudi dernier, un « Job Day » à l’Hôtel Alvisse pour trouver pas moins de 700 vendeurs, réassortisseurs et caissiers. L’appel avait été relayé dans la Grande Région par l’Arbeitsamt allemand, le Pôle emploi français et le Forem wallon. La matinée avait été réservée aux résidents luxembourgeois (inscrits à l’Adem), les frontaliers n’étaient admis qu’à partir de l’après-midi. Environ 1 500 demandeurs d’emploi se sont pressés aux stands de 35 enseignes (sur un total de 142 qui s’installent dans le centre commercial). Parmi les employeurs, les multinationales du textile (H&M, Jack&Jones, Pull&Bear ou Zara) prévalaient. D’après nos informations, une doléance récurrente formulée par les candidats concernait l’absence de parkings pour les futurs salariés d’Auchan 3. bt

Fonds Kirchberg

Main publique entrepreneurante

Entretien : josée hansen

d'Land : *Le Fonds Kirchberg fonctionne depuis 58 ans (1961) dans sa forme actuelle, à savoir un établissement public avec un comité exécutif constitué de membres du CA, et un « président-directeur-général » qui assure de fait la gestion journalière. Le ministre de la Mobilité et des Travaux publics François Bausch (Déi Gréng) vient de déposer, début mars, un projet de loi réformant le Fonds et instaurant une fonction de directeur. Pourquoi cette réforme est-elle devenue nécessaire ?*

Patrick Gillen : Il s'agit d'une évolution tout à fait normale de la gouvernance. La plupart des établissements publics ont cette structure : un conseil d'administration, avec un directeur et du personnel exécutif. Lorsque j'ai repris la présidence du Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg (Fuak) en 2004, il y avait cinq employés, plus une auteure *free-lance* pour les relations publiques. Aujourd'hui, nous sommes 18, avec le recrutement d'un ingénieur supplémentaire qui est en cours, nous serons donc une vingtaine de personnes. Cela vous donne une idée de l'augmentation de la charge de travail à laquelle nous sommes confrontés. Il me semble donc évident qu'il faut aller vers une telle professionnalisation.

Ceci dit, en tant que directeur du Contrôle financier au ministère des Finances, j'ai toujours pu m'organiser de sorte à dégager assez de temps disponible pour pouvoir m'occuper de manière intense de la gestion du Fonds. Mais il se peut tout à fait que le prochain président n'ait pas autant de temps à consacrer à une telle présidence. En règle générale, il s'agit de hauts fonctionnaires qui sont déjà très pris par leurs charges au sein du ministère pour lequel ils travaillent.

Combien de temps resterez-vous encore en fonction ?

Je suis à la retraite depuis septembre 2016. Mon mandat à la présidence du Fonds a été renouvelé une troisième fois en septembre 2014. Il expire en juin de cette année, et cela suffit amplement. Il n'est pas usuel qu'on soit nommé à de telles charges en étant retraité. Et puis, je crois que ce ne serait que naturel que le ministre choisisse quelqu'un au sein de son département, qui serait plus à portée de main, alors qu'il est lui-même très impliqué dans le devenir du Kirchberg.

Que quelqu'un des Finances préside le Fonds était à l'époque un concours de circonstances : en tant que représentant du ministère des Finances, j'étais déjà le vice-président de l'ancien président Fernand Pesch, auquel j'ai succédé. La logique qu'un représentant du ministère des Finances soit vice-président du Fonds remonte à sa création, lorsqu'une de ses missions premières était d'acheter les terrains pour pouvoir aménager ce nouveau quartier.

Alors que le Fuak avait servi d'exemple à la création du Fonds Belval il y a presque vingt ans, c'est le Fonds Belval qui est désormais cité en exemple pour la restructuration du Fuak... Quelles sont les ressemblances et les différences entre ces deux fonds publics ?

Nous n'avons pas du tout la même mission. Le Fonds Belval construit des immeubles pour le compte de l'État, d'ailleurs ses directeurs – Alex Fixmer, Luc Dhamen – venaient de l'Administration des Bâtiments publics – et il finance ses activités via des dotations provenant du budget de l'État. Alors que notre mission à nous est l'urbanisation et l'aménagement du plateau du Kirchberg [comme le fait la société mixte Agora à Belval, ndlr.] : nous élaborons les plans d'aménagement et nous construisons le réseau routier, les espaces publics et les parcs, plus rarement des bâtiments comme notre propre siège ou plus récemment le pôle d'échanges du rond-point Serra. Tout cela, nous le finançons par nos propres moyens provenant de la cession des terrains acquis dans les années 1960 et 1970. L'État nous avait juste accordé un capital de départ et autorisé une ligne de crédit en 1961, afin d'acheter les terrains et financer la construction du pont Grande-Duchesse Charlotte.

Actuellement, le Fonds perd d'ailleurs se prévaloir d'une créance sur l'État de plus de quarante millions d'euros, parce que nous lui avons cédé les terrains viabilisés qu'il met à disposition des institutions européennes. C'est de coutume pour ces institutions, comme le Parlement européen, la Commission ou la Cour de justice : dans le cadre de la politique du siège, l'État luxembourgeois leur met à disposition le terrain en pleine propriété pour un euro symbo-

lique. Après leurs chantiers d'agrandissement en cours, toutes seront bien loties en termes d'espaces de bureau pour poursuivre à moyen terme leur activité à Luxembourg. Par ailleurs, pour chaque institution nous avons ménagé des terrains adjacents permettant à plus long terme des extensions supplémentaires.

Vous aviez 365 hectares de terrain à aménager en commençant en 1961... Combien en reste-t-il de libre ? Quelle proportion est achevée ?

En additionnant les terrains qui restent encore en notre possession et ceux cédés à l'État, nous disposons encore de 78 pour cent des 365 hectares de terrain que compte le Kirchberg. Les 22 pour cent restants sont entre les mains de propriétaires privés : commerces, banques, institutions comme la Chambre de commerce ou le Fonds de compensation de la Sécurité sociale et habitants particuliers...

Depuis quelques années, notre politique de vente a changé et nous ne procédons plus à des ventes en pleine propriété. Nous mettons désormais nos terrains à disposition via des baux emphytéotiques. Même pour le logement, que ce soit la tour Infinity Porte de l'Europe ou les quartiers résidentiels, nous recourons à l'emphytéose. Alors que pour les logements, les terrains font l'objet de baux sur 99 ans, pour les bureaux, les commerces et autres hôtels, les durées sont plus réduites : 75, cinquante ou même trente ans. À l'échéance, ces baux sont soit renouvelés, si les propriétaires le désirent, soit nous nous engageons à indemniser les propriétaires de la valeur résiduelle de l'immeuble – parce que nous voulons les motiver à les entretenir...

Est-ce que cela pourrait constituer un modèle pour réagir à la crise du logement ? Le Fonds aurait-il trouvé une réponse à la rareté du terrain et à l'augmentation exponentielle des prix en développant des stratégies alternatives ? Bref, la main publique peut-elle être un bon entrepreneur ?

Je crois pouvoir dire que ce que nous faisons dans le domaine de la création de logements est tout à fait exemplaire. En 2004, pour l'urbanisation du quartier Grünewald, nous avions commencé à réfléchir à de nouveaux modèles de limitation des prix en demandant que les binômes architectes/promoteurs indiquent aussi un prix moyen auquel les logements allaient être vendus, et ce prix faisait partie des critères de sélection. C'était le dernier lot où nous avons vendu en pleine propriété.

Depuis, nous avons mis en place un nouveau système, avec un cahier des charges très strict : les logements ne sont cédés que par emphytéose, chaque acquéreur, qui doit obligatoirement travailler en ville de Luxembourg, ne peut acheter qu'un seul logement et s'engager à y habiter, sans possibilité de le donner en location. Le Fonds bénéficiant d'un droit de préemption préférentiel sur toute la durée du bail au prix initial indexé, nous excluons ainsi la réalisation de toute plus-value à la revente. En revanche, le prix maximum auquel le promoteur peut vendre ces logements, que nous appelons « prix abordable », a été fixé trente pour cent en-dessous du prix du marché à l'époque, soit 4 200 euros le mètre carré, toutes taxes comprises. Bien qu'il soit indexé, nous constatons aujourd'hui, au rythme où évoluent les prix de marché, que nous sommes même devenus moitié moins cher. Mais attention : il s'agit là de la partie qui n'est pas du domaine du logement social ; nous n'exigeons aucune condition de revenu. Ce volet est assuré par la SNHBM (Société Nationale des Habitations à Bon Marché) à laquelle nous cédon des terrains au prix de leur seule viabilisation et qui, elle, vend ses logements aux bénéficiaires des aides au logement pour des prix qui avoisinent les 3 000 euros du mètre carré. En règle générale, nous avons pour le volet « prix abordable » 300 demandeurs pour cent logements. Il est vrai que, dans ce système très contraignant – nous gardons le terrain, nous désignons les équipes d'architectes/promoteurs, nous fixons les prix et nous désignons les acquéreurs par tirage au sort – le promoteur n'a pas beaucoup de libertés et ne peut pas générer les mêmes marges bénéficiaires que sur le marché libre. Mais en même temps, il n'a aucun risque commercial.

Ce modèle mis en place pour les quartiers Kiem et Réimerwee (1 300 logements) a même encore évolué pour le nouveau projet JFK Sud, le long du boulevard Kennedy (930 logements) : ici, nous sommes en train de développer les projets d'habitation en « cocréa-



Patrick Gillen au siège du Fonds Kirchberg, e.a. devant la grande maquette du plateau, lors de l'entretien mercredi



tion », selon les principes de l'économie circulaire (C2C), avec une « banque de matériaux » réutilisables, recours à des matériaux écologiques, etcetera. Cet appel à candidatures sera lancé bientôt.

Enfin, il ne faut pas oublier le volet location et à cet effet nous rachetons au minimum dix pour cent des logements construits pour les mettre en location à des loyers abordables : entre dix et vingt euros par mètre carré et par mois, en fonction des revenus des locataires. La gestion de ces locations sera confiée à la SNHBM.

Justement, en presque soixante ans, le Fonds a connu différentes modes en aménagement urbain : au début, tout était pensé pour la voiture et dans de très grands volumes, alignant les monolithes d'abord des institutions européennes, puis des banques et autres service financiers le long des grands axes routiers. Puis, au seuil du millénaire, la philosophie a changé, pour plus de mixité et une valorisation des transports en commun et de la mobilité douce... Quelle sera la prochaine « mode » ?

Oui, au début, tout le développement du quartier se basait sur les principes de la Charte d'Athènes (sous l'égide de Le Corbusier), qui préconisait une séparation des diverses fonctions et faisait la part belle à la voiture. L'idée de faire du Kirchberg un véritable quartier de ville n'est venue que beaucoup plus tard, avec le plan Jourdan et la volonté de densifier en construisant en front de rue (*Blockrandbebauung*). Ce n'est que depuis une quinzaine d'années que nous avons ainsi intensifié le rythme de construction et densifié le tissu urbain.

En quinze ans, 700 000 mètres carrés de surface construite brute (SCB) ont été construits au Kirchberg et plus de 600 000 mètres carrés de SCB sont en cours. Sur ces 1,3 million de mètres carrés, 220 000 mètres carrés seulement sont réservés au résidentiel. La prochaine « mode », sera donc d'intensifier la mise

La gouvernance du Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Kirchberg sera réformée, un poste de directeur étant créé. Un entretien-bilan avec son président Patrick Gillen

ce que vous avez désormais une idée du profil socio-professionnel des habitants du Kirchberg ?

Nous avons commencé à collecter ces données il y a peu. Je peux par exemple vous donner, à titre indicatif, les données sur les acquéreurs des 90 logements d'un des lots qui vient d'être livré dans le quartier du Kiem : il y a trente nationalités différentes, dont la plus importante communauté sont les Français (28 pour cent), suivis des Luxembourgeois, des Belges et des Portugais. Ils se situent dans la moyenne d'âge des 30-49 ans et travaillent pour moitié (53 pour cent) dans le secteur privé, dont beaucoup de banques et de sociétés d'audit, à 43 pour cent dans les institutions européennes et à quatre pour cent pour l'État luxembourgeois. Il y aura de nouveaux modes de vie à développer, en portant une attention particulière aux infrastructures communes dans les immeubles et dans l'espace public. D'ailleurs, nous avons décidé d'attendre que ces habitants aient emménagé pour planifier des aménagements publics (espaces verts et aires de jeux), selon leurs besoins.

Qu'est-ce que le tram, inauguré en décembre 2017, a apporté au quartier ? À terme, vous voudriez complètement bannir les bus et les voitures ?

Le tram a déjà beaucoup d'incidence, qui sera encore plus grande lorsqu'il continuera jusqu'au Findel, d'ici 2022 : nous pourrions alors vraiment réduire l'impact des voitures sur le quartier en permettant aux milliers d'automobilistes venant du nord et de l'est du pays d'opter pour le tram. Il s'avère aussi que le choix de construire un axe central assez large pour traverser le quartier d'est en ouest fut finalement judicieux, puisque que nous avons pu profiter de cette envergure pour y faire passer le tram sans problème, et, en supprimant les places de stationnement le long de l'avenue Kennedy, d'y instaurer des voies sécurisées pour la mobilité douce. On va voir de moins en moins de voitures et de plus en plus de piétons et de cyclistes au Kirchberg.

en place de l'habitat, et c'est ce qui apportera davantage de vie au Kirchberg. Aujourd'hui, nous comptons 1 500 logements sur le plateau et 5 500 sont en phase de construction ou de planification sur nos terrains. Avec les projets privés, comme celui du quartier Laangfur, nous estimons arriver à terme à 10 000 logements pour plus de 22 000 habitants.

Qu'en est-il de la mixité sociale au Kirchberg ? Jusqu'à présent, le quartier était marqué par des « projets de prestige » avec des appartements luxueux frisant le million d'euros, ou les projets type social, comme le projet de la SNHBM au Réimerwee par exemple. Est-

La Turquie et l’Europe

La fin de l’histoire ?

Laurent Mignon

Lors du « politischer Aschermittwoch », cette vénérable institution bavaroise, Manfred Weber a réitéré sa position vis-à-vis de la candidature turque à l’Union européenne. Bien que le Mercredi des Cendres soit traditionnellement le début du carême dans le monde catholique, le président du groupe PPE qui se verrait bien succéder à Jean Claude Juncker à la tête de la Commission européenne, n’a pas mâché ses mots. Face aux membres de l’Union chrétienne-sociale (CSU), réunis à Passau, il a annoncé que s’il était élu président de la Commission, il exigerait que soit mis un terme aux négociations d’adhésion de la Turquie. « La Turquie ne peut pas devenir membre de l’Union européenne », a-t-il déclaré à un public enthousiaste.

Weber a le mérite d’être constant. Le non à la Turquie a toujours été sa position et celle de son parti. Toutefois le fait qu’il rejette l’idée d’une Turquie européenne au nom des droits humains et non pas seulement avec un argumentaire culturaliste et identitaire est significatif de l’évolution de ces dernières années. Dans un communiqué de presse qu’il avait diffusé en avril 2017, Weber avait déjà expliqué que « les récents développements en Turquie montrent clairement que le président Erdogan ne respecte pas les valeurs européennes tels que l’État de droit, la démocratie et les droits de l’homme ».

Sur la question de l’adhésion turque, malgré certaines nuances et exceptions, l’échiquier politique en Europe a toujours été divisé en deux grands groupes : D’une part, des partis et des mouvements de centre-droite ou de droite qui avancent des arguments culturalistes pour s’opposer à l’entrée de la Turquie dans l’UE. D’autre part, des partis et mouvements centristes ou de gauche ouverts à l’adhésion d’une Turquie démocratique. Certes les conservateurs européens ont toujours fait les yeux doux aux Turcs comme consommateurs, mais ils les rejettent en tant que citoyens. Ce qui est nouveau, c’est que les mouvements politiques qui ont de par le passé soutenu l’adhésion de la Turquie adoptent aujourd’hui une approche similaire et renoncent à l’idée d’une Turquie démocratique au sein d’une Europe allant de Grenade à Gaziantep. Cependant ils veulent continuer à profiter du marché turc, de ses consommateurs et de sa main d’œuvre bon marché.

Emmanuel Macron est un parfait exemple de cette évolution. En janvier 2018 après avoir rencontré son homologue turc, le président français décrit son projet pour la Turquie dans des termes qui n’auraient pas déplu à Manfred Weber. Déplorant la situation

Il s’agit-là d’une trahison des combats de ceux qui luttent pour une démocratisation de la Turquie et payent pour cela un lourd tribut

politique en Turquie, Macron proposa de « repenser cette relation [entre la Turquie et l’Union européenne] non pas dans le cadre du processus d’intégration mais d’une coopération, d’un partenariat ». Tout comme le politicien de droite bavarois, Macron accepte le statu quo politique en Turquie et le règne de Recep Tayyip Erdogan comme une fatalité, mais désire toutefois développer des relations avant tout économiques et sécuritaires avec cet État autoritaire.

Il s’agit-là d’une trahison des combats de celles et ceux qui luttent pour une démocratisation de la Turquie et payent pour cela un lourd tribut et aussi de l’esprit qui animait la déclaration de Robert Schuman proposant la création de la Ceca le 9 mai 1950. Le but de l’unification européen n’était-il pas de « contribuer

au relèvement du niveau de vie et au développement des œuvres de paix », non seulement au sein de la Communauté, mais partout dans le monde ? C’est une renonciation à ce que les fondateurs de la Ceca considéraient, du moins en théorie dans le contexte très particulier de la guerre froide, parmi les tâches essentielles de l’Europe : faire de l’État de droit un modèle, une aspiration pour tous.

La montée de l’autoritarisme et du national-islamisme semble avoir éloigné la Turquie des principes fondateurs de l’UE. Toutefois Erdogan a bon dos. Son régime est un rêve devenu réalité pour les turcophobes d’ici et d’ailleurs et pour tous ceux qui s’opposent à l’adhésion de la Turquie à l’Union européenne. Il est vrai que les amis de la Turquie au sein de l’UE ont raté le coche il y a douze ans, en novembre 2007, quand la Commission européenne refusa de donner une date d’adhésion à la Turquie, alors que les négociations allaient bon train. Or il s’agissait d’un de ces moments charnières de l’histoire, le gouvernement turc de l’époque étant ouvert à la réforme et au changement sur toute une série de questions épineuses allant de la question kurde au génocide arménien, en passant par le problème chypriote. Aujourd’hui, abandonner l’idée de la Turquie au sein de l’UE pour faire face au danger populiste, en se cachant derrière le président turc, serait une erreur encore plus grave. On ne peut se dire européen et internationaliste et considérer Erdogan comme la fin de l’histoire.



Rencontre du président de la Commission européenne avec le président de la Turquie en octobre 2015

Zu Gast

Diversifier notre économie grâce aux crises (militaires) ?

Gary Diderich

En juin 2018, Etienne Schneider déposa le projet de loi 7325 qui vise à modifier trois lois en lien avec les opérations, l’organisation et le financement militaire. Après les élections, c’est au nouveau ministre de la Défense François Bausch de défendre le projet. Les changements proposés sont loin d’être cosmétiques, il s’agit d’un véritable changement de paradigme pour la politique de Défense du Luxembourg.

1. Le gouvernement veut déployer l’armée quand et où bon lui semble : La loi actuelle limite la participation de l’armée luxembourgeoise à des opérations de « maintien de la paix » effectués dans le cadre d’organisations internationales. La réforme prévoit de remplacer les « opérations de maintien de la paix » par des « missions de gestion de crises » et ceci « dans le cadre de coopérations bilatérales décidées par le Gouvernement ». Un mandat international n’est donc plus requis, permettant en théorie des interventions militaires offensives et même illégales en vertu du droit international.

2. La procédure pour déployer l’armée est raccourcie, les instances de contrôle démocratique sont court-circuitées : Selon la loi actuelle, le

Conseil d’État et la Conférence des Présidents de la Chambre des députés doivent donner obligatoirement leur avis sur chaque opération militaire ou civile à l’étranger. Désormais une simple consultation de la commission compétente de la Chambre des députés suffit.

3. Le gouvernement veut investir comme bien lui semble dans la militarisation : Avec les modifications, la quasi entièreté des dépenses militaires pourront être financées directement depuis le Fonds d’équipement militaire, dont la dotation est fixée chaque année par loi budgétaire. Tout nouveau projet (par exemple l’achat d’un avion) n’aura plus besoin d’une loi de financement spécifique et donc plus de débat au Parlement. Comme l’explique l’exposé des motifs, cela vise « à faciliter le développement d’une véritable politique économique et industrielle » dans le secteur de la défense.

Ainsi le gouvernement opère un revirement particulièrement dangereux dans sa politique étrangère. Dans l’exposé des motifs du projet de loi, il va jusqu’à déclarer obsolète le cadre des Nations-Unies et le droit international, défendant la nécessité de pouvoir agir en-dehors de tout mandat et

dans une multitude de types d’opérations pour « renforcer sa fiabilité envers ses alliés ».

S’y ajoute une constante augmentation du budget militaire : les 365 millions prévus pour 2019 sont plus que le double d’il y a dix ans et le budget militaire dépassera dans quelques années les sommes dédiées à la coopération internationale. Déi Gréng et le LSAP prônent les retombées civiles et économiques pour faire oublier que finalement tout investissement militaire sert à des fins militaires. Ainsi le Luxembourg participe à la renaissance de la militarisation des blocs. Le satellite Govsat par exemple est déjà utilisé par des drones qui effectuent des missions d’observation de la Russie. Pour déi Lénk, le Luxembourg devrait miser entièrement sur la diplomatie et la coopération. Les besoins en ressources et le changement climatique vont générer les conflits de demain. Investir dans ces défis actuels devra primer sur la tentation de se montrer bon élève de l’Otan.

Gary Diderich est porte-parole de déi Lénk

Die kleine Zeitzeugin

Frauentag, uff!, vorbei



Am Weltfrauentag gab es beim Offenen Editieren in der Stadtbibliothek in Stuttgart eine kleine Aufmerksamkeit für die Frauen

Michèle Thoma

Frauentag, ein bisschen wie Weihnachten, gut wenn es vorbei ist. Was frau an diesem Tag alles zu tun hat, zumindest das Gefühl hat, tun zu müssen. Wie soll sie diesen denkwürdigen Tag gebührend begehen? Mit Kampfgeist, Party aber auch, nur keine dröge Feministin sein, Spaßbremse. Beglückwünschen, sich und Mitfrauen, dass sie frau ist, obschon sie frau ist oder weil oder damit sie noch mehr frau sein kann. Frauwowwow! Likelikelike. Freundinnen anrufen, Frauentagsfrauenfrühstück, Frauentagsfrauenzuprosten, an einem Ort, wo frau Aufbauendes sagt. Powersisters empowern, dann tanzen alle wie die Wilden. Und ja, *a billion rising*, hätte ich fast vergessen, wo findet das statt? Bis man das alles rausgefunden hat. Da ist der Frauentag schon vorbei. Müsste man einen extra freien Tag kriegen, zum sowieso in kaum welchen Herren Ländern freien Frauentag.

Ah ja, *a billion rising*. Wegen gegen Gewalt. Das Wichtigste sowieso. Und das mit dem Lohn natürlich, puh, ist das erschöpfend, es gibt so viel, was es nicht gibt, oder kaum.

Das mit dem Lohn, meine Putzfrau putzt gerade, während ich das mit dem Lohn, wegen dem Lohn, aber ich tu das ja auch für sie. Und soll sie auf die Knete verzichten, sie braucht sie ja, sie ist ja nicht festangestellt. Wegen der Demo? Und ich brauch sie, so ergänzt sich das.

Ach, Frauen, vergessen wir das ganze Frauenzeug, frauen wir uns einfach

Zu allererst mal gedenken. Der Schwestern von gestern, aber auch derer von morgen. Und dann Hi Sisters von heute, Bio oder nicht Bio, es gibt so viele Sorten, alle denken ein bisschen anders anders. Was ist das überhaupt, so eine Fr-Au?! Da fängt es schon an, und es hört nicht auf, es gibt traditionelle Optionen, aber immer fällt einer was Neues ein, plötzlich erschienen uns Sternchenfrauen. Dann wieder Ururalt, Wurzelzeug, von grün bis bräunlich. Matriarchinnen buddeln Gebärmuttergöttinnen aus und die Ektogenese-Fan_innen vorfreuen sich schon auf Kinder, die nicht weh tun.

Ach, Frauen, vergessen wir das ganze Frauenzeug, frauen wir uns einfach. Bisschen an der frischen Luft sein, sich dabei Luft machen und auf die Pauke hauen. Aber niemand verhauen, bloß nicht Kinder und Männer traumatisieren! Niemand die Augen auskratzen, nicht mit Tampons schmeißen oder den Inhalt von Menstruationstassen über Schädel von welchen kippen, die unempathisch rüber kommen. Nur kein Blut an den Händen. Selbst wenn frau sich für die herbe Variante Frauenkampftag entscheidet, antikapitalista antirassista und zumindest ein Gender null *welcome* ist. Weil wenn frau in einer größeren Stadt lebt, hat sie ja auch noch die Frauentagsdemoqual, mit welchen Schwestern soll sie dämonstrieren?

In Berlin gibt es farbenfrohe-sinnlichen Karneval. Vulva und Klitoris paradiern, Schamlippenblütler_in promeniern, sogar ein Tampon stolziert herum. Nie-Mann-d muss sich das entgehen lassen, die Männer kriegen sogar frauentagsfrei. Die Frauen gendergerecht aber auch. Frauentagsfreiheit gibt es in einigen Weltteilchen ja schon. In der DDR selig gab es ihn, jetzt in Angola, Weißrussland, Kirgisistan. Unter anderem. Und in Berlin. In China ist frauennachmittagfrei.

Frau Frau Frau auf den Titelseiten, in den Frauentagssendungen, in den Frauentagsspezialsendungen voll von voll motivierten Frauen. Jungfrauliches, der Skalp alter weißer Männer wird gefordert, Altweiberrefrains. Immer noch eine Frau, die was zu Frau sagt oder klagt. Nimm Frau!, schluck Fr-au! *You too!* Es fraut einer während Tagen, sie kriegt ihre Dosis, schluckt Riesenportionen Frau, kriegt sie in allen Mäh-dien serviert, weil für Frauentag reserviert.

Frauen, echt jetzt, wirklich?, schreiben nämlich gleich ganze Literaturbeilagen voll. Sie sind im Weltraum und in der Wüste, sie womanagen Wirtschaftsimperien, danach wird die Hausaufgabe vom Nachwuchs korrigiert. Sie operieren, dirigieren, menstruieren.

Ein Blümchen in Empfang nehmen, dabei kämpferisch-frauentagsfraulich schauen, nicht allzu unversöhnlich. Die Töchter anstupsen, die Söhne auch, eine Ungenügend in Feminismus riskieren.

Dennoch, voll fraubefriedigt frau, war wieder echt super geil nett.

Wenn ich noch mal gläserne Decke höre, gehe ich die Wände hoch.

Il y a cent ans la république (5)

La révolte des volontaires

Henri Wehenkel

Emile Reuter était un homme respecté de tous. Tacticien prudent, diplomate habile, il conduisit le navire gouvernemental à travers la tempête sans jamais perdre son calme. Imperturbable et impénétrable, il avançait à coup de promesses alignées l'une à l'autre, chèques en blanc sur un avenir incertain.

Il promit de remettre le statut futur du pays dans les mains du peuple et de faire s'abstenir la Grande-Duchesse de tout acte souverain, promit la nationalisation des chemins de fer et la journée de huit heures. Et rien ne changea, ou presque rien.¹

La Souveraine continuait à signer, à recevoir et à se faire ovationner. Le traité des chemins de fer ne fut pas dénoncé, mais repris par la France. Les Allemands étaient toujours là, l'ambassadeur, le maréchal de la Cour, le directeur des Douanes, les chefs de service, les contre maîtres. La journée de huit heures était introduite, mais de façon provisoire et sous condition.

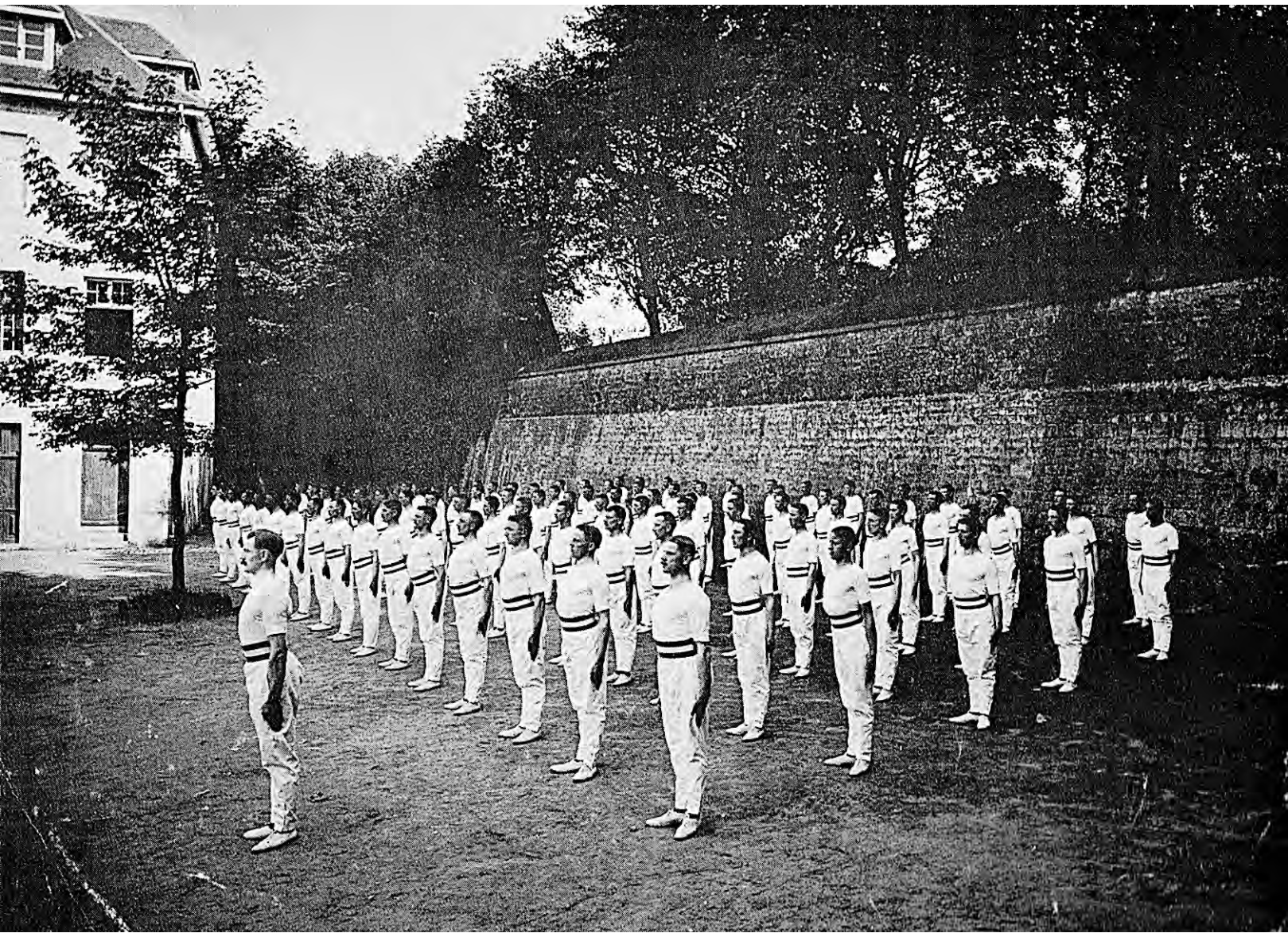
Le gouvernement Reuter devait assurer la transition, il ne fut ni un gouvernement de coalition ni un gouvernement d'union sacrée, mais un assemblage hétéroclite de prétendus hommes de confiance sans mandat et révocables à tout moment. Reuter manœuvrait, négociait, conciliait, en attendant que la tempête s'apaise.

Le parti socialiste fut le premier à perdre patience. « Le 25 novembre, selon le professeur Nic Welter, le parti socialiste qui m'a envoyé dans ce gouvernement de coalition comme son homme de confiance, m'invita à une réunion pour y discuter quelques points de la politique gouvernementale. Après un échange de vues le parti décida d'accorder au gouvernement un délai de quinze jours pour obtenir que la Couronne renonçât en bonne et due forme à l'exercice de ses droits souverains et pour introduire la journée de huit heures dans toutes les exploitations de la grande industrie et dans l'industrie du transport. »²

« Nos chefs ont introduit le drill prussien qu'ils ont fait exécuter avec le dernier raffinement d'abrutissement » (Lettre des révoltés de la Compagnie des Volontaires au maréchal Foch, 16 décembre 1918)

Le comité exécutif du Parti de la droite se réunit le 29 novembre et adopta un manifeste qui fut affiché le lendemain sur les murs de la Ville de Luxembourg. Sans ne citer nommément ni les socialistes ni les libéraux, il accusait les partisans de la république de haute trahison : « Eine kleine Minderheit wurde vom bolschewistischen Geiste erfasst. Nach russisch-preussischem Muster will sie die Regierungsform ändern. Da gerade unsere Dynastie unsere Unabhängigkeit verkörpert, fordern die Feinde der letzteren die Beseitigung des Herrscherhauses. Das Luxemburger Volk versteht sich nicht auf Verrat. Seine Verfahren haben ihm das Beispiel unentwegter Treue gegen seine Herrscher hinterlassen. Es wird diese Lehre befolgen und sich nicht zu der Treulosigkeit hergeben, zu der Verräter mit Hilfe von Lügen und Verleumdungen es drängen möchten. »³

Le même jour, le mouvement des associations catholiques sonna le tocsin et appela sous le titre « Erhebt Euch wider den Landesverrat » à organiser des manifestations patriotiques jusque dans les plus petits villages.⁴ De préférence le dimanche à la



La section de gymnastique de la Compagnie des Volontaires sur le Plateau Saint-Esprit. Son « moniteur-chef » était Emile Eiffes. Pendant la guerre, les démonstrations de force musculaire et de discipline librement consentie prenaient l'apparence d'un défi aux troupes occupantes

sortie des vêpres. Le journal des « Volksvereine » invoqua la main de Dieu pour expliquer que le pays avait été épargné par la guerre. « Ein neues reiches Kapitel in der Nationalgeschichte der 'Trösterin der Betrübten' darf nun geschrieben werden. Luxemburger, seid dankbar. Seid vertrauensvoll. Auch aus den letzten Ängsten wird Maria ihr Muttergottes Ländchen, ihr Volk, dessen Freiheit, dessen Dynastie glücklich herausführen. »⁵

Le 5 décembre, le Conseil d'État remit son avis sur la double proposition d'organiser un référendum et de suspendre la Grande-Duchesse. Il estimait que le référendum n'était pas prévu par la constitution, qu'il ne pouvait pas porter sur la question de la monarchie ni sur la personne de la Grande-Duchesse et que le pouvoir législatif dépassait ses compétences en proposant de suspendre la Grande-Duchesse, une mesure qui reviendrait à suspendre le pouvoir exécutif en tant que tel. La Chambre aurait sans doute dû nommer un conseil de régence et amender préalablement la constitution.

Tout compromis était devenu impossible, les promesses de novembre étaient déclarées nulles et non avenues. Pour les partis de gauche, il restait le sentiment d'avoir été dupés, d'avoir perdu un mois à tergiverser pour être finalement déclarés traîtres à la patrie.

Le 10 décembre, le parti socialiste décida de quitter le gouvernement. Le professeur Welter annonça sa démission à la Chambre, tira sa révérence après une dernière envolée lyrique : « Ich scheide von meinem Pochen mit einem langen Rückblick auf eine reiche Ernte, die meine Kräfte und mein Herz zu ruhen schien. Es ist mir kaum gestattet worden, aus all der Fülle eine erste Garbe zu binden. Aber ich scheide hohen Hauptes und ohne Bitterkeit. Ich habe einige Wochen erlebt, Wochen von besonderem Gewicht in dem Schicksal unseres Volkes und im Dasein eines Mannes. » Ensuite, il se tourna vers ses anciens amis : « Die Gegenwart ist wie Sie sehr wohl wissen, dem Internationalismus nicht günstig. Heute mehr als jemals muss jedermann ein Vaterland haben. » Il fut longuement applaudi par tous les « amis de la patrie ».⁶

Le lendemain, Auguste Collart et Léon Liesch, les hommes de confiance du parti populaire et du parti libéral, quittèrent à leur tour le gouvernement. Emile Reuter fut obligé de remettre la démission du gouvernement à la Grande-Duchesse. La Chambre pria le ministère défunt d'assurer la gestion des affaires

courantes. Au lieu d'une suspension de la Grande-Duchesse, on avait abouti à une suspension du gouvernement. À la perte de légitimité intérieure vint s'ajouter le refus de tous les gouvernements de l'Entente (France, Belgique, Angleterre, Italie et États-Unis) d'envoyer un ambassadeur à Luxembourg.

Le président de ce gouvernement fantôme n'avait pourtant pas l'intention d'abandonner. Il prit et obtint un rendez-vous pour le 16 décembre chez le maréchal Foch qui lui procura un laissez-passer et les moyens de se rendre à Paris. Reuter pria Welter et Liesch, les anciens hommes de confiance des partis socialiste et libéral, de l'accompagner. C'était une façon de recréer l'illusion d'un gouvernement d'union nationale qui avait cessé d'exister.

Le même jour, le maréchal Foch reçut une lettre de trois militaires luxembourgeois, E. Eiffes, A. Marson et P. Lauth : « Les soussignés délégués viennent au nom des soldats, caporaux et sous-officiers de la Compagnie des Volontaires pour vous soumettre ce qui suit : Nous tous, nous souffrons depuis bien longtemps sous un dur régime militaire allemand. Car il est incontestable que nos chefs à quelques exceptions près sont enthousiastes de tout ce qui est allemand concernant le militaire. Défiant toute la population luxembourgeoise et au défi même de la presse qui s'insurgeait contre cette façon de faire, ils ont introduit le drill prussien qu'ils ont fait exécuter avec le dernier raffinement d'abrutissement, ils se sont obstinés à donner l'enseignement en commandements allemands alors que la langue française comme langue officielle est employée dans toutes les administrations. » Les militaires luxembourgeois dirent qu'ils ne pouvaient plus supporter d'être traités comme des esclaves et qu'ils avaient décidé de « déclarer la déchéance de leurs chefs ». Ils assurèrent le maréchal que leur mouvement n'avait rien de bolchévique.

Le chef d'escadron Bontemps répondit que « le Maréchal traite avec l'ennemi, l'Allemagne » et qu'il n'avait pas eu le temps de prendre connaissance de la requête des militaires mécontents. Ceux-ci interprétèrent cette fin de non-recevoir comme un feu vert et déclenchèrent les hostilités envers leurs chefs. Dans la nuit du 16 au 17 décembre, 42 soldats et sous-officiers représentant les différents grades et secteurs se réunirent en secret dans une salle de la caserne gardée par des soldats en armes. Après avoir discuté et amendé un texte présenté par le sergent-major Eiffes, ils prononcèrent le serment de ne rien révéler de leur conspiration nocturne et de rester unis tant qu'ils n'auraient pas obtenu justice.

Emile Eiffes était âgé de 34 ans, il avait rejoint la Compagnie des Volontaires à l'âge de 17 ans et avait atteint le grade de sergent-major, le grade le plus élevé pouvant être atteint par un soldat du rang. Il n'avait pas d'opinions politiques précises. Il avait fréquenté les réunions républicaines. Le *Luxemburger Wort* avait signalé des contacts entre René Stoll, le président du Conseil ouvrier et paysan, et des éléments de l'armée, mais croyait que ce rapprochement avait échoué.⁷

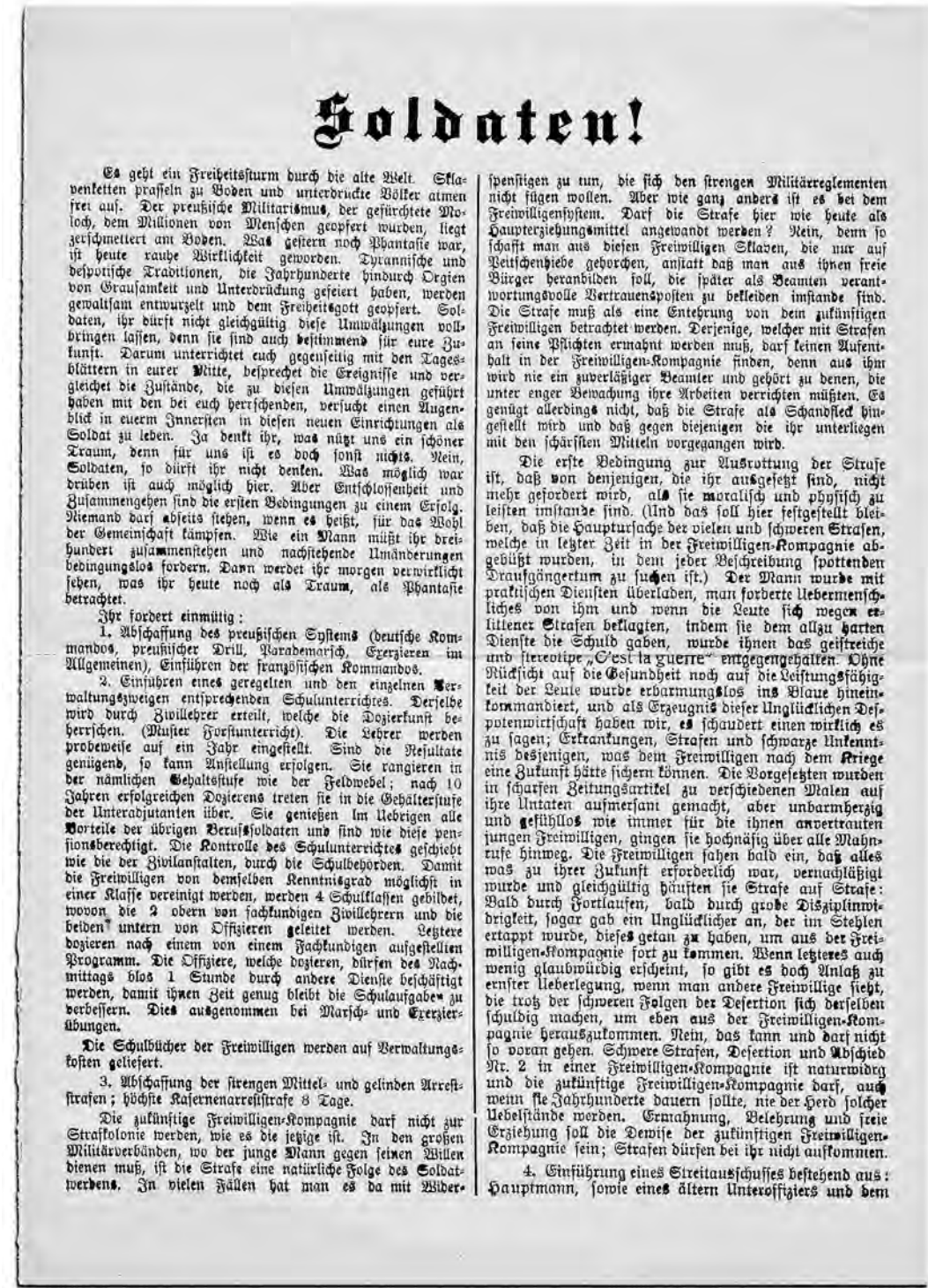
Eiffes était républicain de conviction et francophile par tradition familiale. Son grand-père, Michel Eiffes (1779-1845), originaire de Beaufort, avait été soldat de Napoléon. Appelé aux armes en l'an 8 de la République, il avait participé aux batailles de Wagram, de Leipzig, à la campagne d'Italie, avait combattu les Anglais, les Autrichiens et « ces maudits Tyroliens », s'illustrant bien malgré lui lors de l'exécution du héros populaire Andreas Hofer. Après quatorze années d'absence, il était retourné sain et sauf. « Dans mon cher Beaufort je fus reçu presque comme un être sur-naturel descendu du ciel. »

Il dut d'abord se cacher, puis fut repris sous le régime néerlandais comme capitaine de l'éphémère milice bourgeoise avant d'être nommé secrétaire communal puis bourgmestre de Beaufort de 1830 à 1842. Il ouvrit un bistro, eut neuf enfants, à qui il laissa son sabre, son casque de grenadier et un récit de ses aventures et exploits. Comme beaucoup des 6 000 survivants luxembourgeois, Michel Eiffes se consacra au culte du Grand Napoléon et de la « noble et brillante nation française ». Mais il eut chaque fois les larmes aux yeux lorsqu'il racontait les exploits et le calvaire d'Andreas Hofer.⁸

Michel Eiffes donna à l'un de ses fils les prénoms de Joseph et de Napoléon. Quatre des dix enfants de Joseph-Napoléon choisirent le métier des armes et s'engagèrent dans la Compagnie des Volontaires. Seul Emile Eiffes y resta. Il fut nommé chef des cours d'éducation physique et de l'école de natation installée sur les rives de l'Alzette à Stadtgrund.

La Compagnie des Volontaires avait ceci de particulier qu'elle n'eut jamais l'occasion de faire la guerre et que ses soldats se préparaient avant tout à devenir un jour gendarme, douanier, garde-forestier, gardien de prison ou postier. Leur vie quotidienne n'avait rien d'héroïque, elle se réduisait à la triste vie de caserne et à battre les pavés de leurs lourds souliers à clous.

À partir de l'hiver 1914-1915, on trouva Emile Eiffes comme instructeur des « Vorturner-Kurse »



« Es geht ein Freiheitssturm durch die alte Welt » – Catalogue de revendications de la Compagnie des Volontaires publié en décembre 1918

de la Fédération des gymnastes qu'Aloyse Kayser, jeune sous-chef de gare à Esch-sur-Alzette, avait créé en 1898. Cette activité sportive basée sur les exercices collectifs permettait aux jeunes des faubourgs d'échapper à l'étroitesse de leurs habitations sombres et insalubres. Pendant la guerre, les démonstrations de force musculaire et de discipline librement consentie prenaient l'apparence d'un défi aux troupes occupantes. Il n'y avait donc rien d'étonnant à retrouver Aloyse Kayser et Emile Eiffes à côté d'autres gymnastes dans l'aventure républicaine.⁹

Les six ou sept officiers de la Compagnie des Volontaires avaient de toutes autres ambitions. Lors des grandes occasions, comme la réception du Kaiser, ils avaient eu le droit de faire les honneurs aux côtés de la Grande-Duchesse. Ils piaffaient d'impatience dans l'espoir de pouvoir un jour accéder aux grades de général ou de colonel et de pouvoir aligner des bataillons sur les champs de bataille. Depuis qu'en 1905, de grandes grèves avaient secoué le Bassin minier lorrain, le gouvernement et l'état-major travaillaient à une réforme militaire avec 3 000 soldats et un service militaire obligatoire pour tous les jeunes du pays. Le dernier avatar de ce projet avait été soumis à une commission de la Chambre par le gouvernement Kauffman en juin 1918. Difficile de dire s'il s'agissait d'une réaction à la grève générale de juin 1917 ou à d'une demande de l'occupant en vue de l'annexion du Grand-Duché sous forme d'État fédéral allemand. Toujours est-il que ces projets refirent surface en décembre 1918 et faillirent aboutir dans les années qui suivirent.¹⁰

La différence des perspectives professionnelles fut à l'origine du clivage entre le corps des officiers et les hommes de troupe. Cette fissure s'aggrava pendant les quatre années d'occupation, où la petite armée luxembourgeoise dut faire face à de nombreuses missions de surveillance et de protection civile. La formation scolaire des soldats fut négligée et les conflits d'autorité se multiplièrent.

La conspiration nocturne du 16 décembre 1918 ne resta pas longtemps secrète. Dès le lendemain matin les officiers eurent vent de ce qui se tramait, mais les interrogatoires n'aboutirent pas et les conspirateurs eurent le temps de faire imprimer, diffuser et signer le catalogue de leurs revendications. Le 19 décembre à 15 heures, la pétition suivie de 193 signatures fut déposée à la Chambre des députés.¹¹

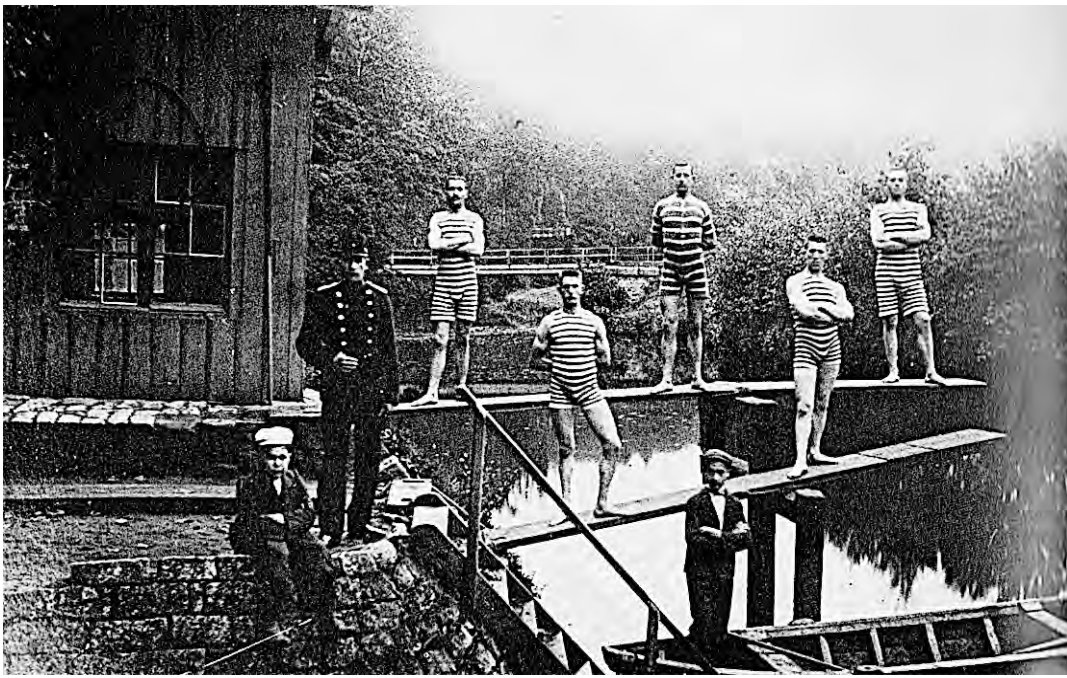
À la caserne, ce fut immédiatement le branle-bas général. Dans l'après-midi, le major-commandant Heckmann adressa l'appel suivant à la troupe : « Unteroffiziere, Soldaten! Ein verblendeter, gewissensloser Unteroffizier hat seine Autorität missbraucht, durch anscheinend harmlose Vorspiegelungen zu verblenden, Euch der Kriegs- und Manneszucht zu entfremden in einem Wahn, von dem nur er allein befallen ist. Mit dem Wort 'Forderungen' sucht er Euch zu locken auf den abschüssigen Weg, der zu Eurem Unglück führen würde. Forderungen stellt der Arbeiter dem Arbeitgeber, um seinen Kontrakt zu verbessern oder zu lösen. Ihr aber seid Soldaten! (...) Ich warne Euch alle. Bringt Euch nicht in Konflikt mit dem Militärstrafgesetzbuch und dem Disziplinar-Reglement. »

En s'adressant à la Chambre, les soldats n'avaient fait qu'utiliser un droit reconnu à tous les citoyens par la constitution. La pétition contenait des propositions générales s'inspirant très largement de ce qui était considéré comme allant de soi pour les ouvriers, les employés et les fonctionnaires : voies de recours contre les punitions abusives, libre choix du médecin, limitation des heures de service, renforcement de la formation scolaire, élection des officiers. Pourquoi les soldats devraient-ils rester des esclaves, pendant qu'un vent de liberté s'élevait partout dans le monde ? C'était le moment ou jamais d'agir.

Pendant le repas du soir, au réfectoire de la caserne, Eiffes fut convié à un entretien chez le commandant Heckmann. Au bureau de la Compagnie, il fut accueilli par un groupe d'officiers et de gendarmes, saisi par le bras et jeté dans une cellule. Sentant que tous ses efforts risquaient d'être perdus, Eiffes se démena, secoua les barreaux, cassa une vitre, appela au secours. Les volontaires accoururent, prirent un banc, enfoncèrent la porte et portèrent Eiffes sur leurs épaules à travers la caserne. Les officiers se retirèrent sans combattre et Eiffes fut prié de prendre, provisoirement, la tête de ce qui s'appellerait, à partir de maintenant, une École militaire. Vers 20 ou 21 heures, un détachement de soldats se rendit au siège du gouvernement pour fournir des explications sur ce qui venait de se passer.

Le gouvernement se composait de cinq ministres. Trois ministres étant partis à Paris, deux étaient restés à Luxembourg pour gouverner le pays. Ce fut au plus jeune, Auguste Collart, de diriger les opérations. Quand la délégation des soldats demanda à être reçue, Collart lui opposa un refus catégorique, vu l'heure tardive. Cela ne l'empêcha pas de se rendre à la caserne pour se concerter avec les officiers.

Dans son livre paru en 1959, Collart se rappela s'être adressé aux soldats en les traitant d'enfants gâtés :



L'école de natation au Grund en 1905. Emile Eiffes y était nommé chef des cours

« Glaubt Ihr, das Beispiel der deutschen Soldaten befolgen zu dürfen? Sie haben vier Jahre lang im Dreck gekämpft und gelitten, sie haben gehungert und gedürstet, sie waren ständig in Lebensgefahr und schlecht gekleidet und schlecht gepflegt: Ihr aber seid verwöhnt worden. Ihr habt keinen Krieg geführt, hattet zu essen und zu trinken, Ihr wart gut gekleidet und gut versorgt. Schämt Euch, Revolution machen zu wollen, und kehrt schnell in Eure Kaserne zurück! »¹²

Le lendemain matin, 20 décembre, Collart envoya un ultimatum aux soldats : « Die Regierung fordert hiermit die Mitglieder des Freiwilligen-Korps auf, innerhalb einer Viertelstunde nach Überreichung dieses Schriftstückes sich bedingungslos zu unterwerfen und ohne Waffen in den Kasernenhof zu treten. An eine Prüfung der vorgebrachten Beschwerden wird unter keinen Umständen herangetreten werden, bis die Ordnung restlos hergestellt worden ist. Gegen die Rädelsführer werden die strengsten Maßnahmen getroffen. » Un quart d'heure plus tard, un délégué du ministre constata l'absence de réponse et transmit un second ultimatum annonçant aux soldats une intervention militaire française.

Les menaces du ministre eurent le résultat inverse de l'effet escompté. Les soldats déclarèrent à l'envoyé du ministre que l'École militaire ne capitulerait pas et qu'elle attendait de pied ferme l'arrivée des soldats français. « Sodann liess ich das Pulvermagazin erbrechen, dasselbe durch zwei Mann bewachen und die Mannschaften mit Munition versehen. »¹³ Le commandant de l'armée française se garda d'intervenir. Il consigna seulement ses propres soldats pour éviter toute contagion et envoya une patrouille pour s'assurer que l'ordre public était bien respecté.

Dans l'après-midi, la Chambre des députés se réunit et constitua une commission comprenant des représentants de tous les partis avec la double mission de rétablir l'ordre dans la caserne et d'examiner les plaintes des soldats, ce que Collart considéra comme un désaveu : « Am selben Nachmittag fiel mir die Kammer in den Arm und wählte eine Kommission um die Angelegenheit in Ordnung zu bringen. »¹⁴ Le soir, il fit une dernière tentative de restaurer l'ordre ancien. Il fit venir une quarantaine de gendarmes qu'il consigna dans la caserne de gendarmerie.¹⁵ Les gendarmes montrèrent tellement peu d'enthousiasme qu'il fallut les renvoyer dans leurs stations dans les jours suivants.

Les soldats étaient euphoriques. Ils avaient eu gain de cause, du moins provisoirement et en principe. Les passants venaient les voir pour saluer leur courage. Les télégrammes de félicitations arrivaient du pays entier. Tous les journaux sans exception célébraient leur calme détermination et reconnaissaient le bien-fondé de leur action. Le *Luxemburger Wort* leur établissait un certificat de bonne conduite : « Nach bürgerlichen Begriffen lag formell in diesem Vorgehen nichts Umstürzlerisches. » La *Obermoselzeitung* estima que les soldats avaient gagné : « Man scheint tatsächlich an einer definitiven Beurlaubung der Offiziere nicht vorbeizukommen, es müsste denn sein, dass man eine andere fast unmögliche Lösung ins Auge fasste, nämlich die Entlassung sämtlicher Mannschaften. Die Leute versehen ihren Dienst so gut als ob sie beweisen wollten, dass die alten Offiziere recht überflüssige Herren gewesen sind. » La *Volkstribüne* constata l'absence de toute violence de la part des soldats qui faisaient leur service dans la bonne humeur. « Nur die Offiziere sah man in Zivil. »

On n'entendait plus les ordres criés en allemand. Le « système prussien » avait vécu. « Die Leute wollen nicht mehr angeschnauzt werden mit 'Rindvieh! Kamme!' » Seule la *Luxemburger Zeitung* trouva des circonstances atténuantes aux officiers : « In ihrer Erziehung lag es, dass sie Manneszucht und soldatischen Gehorsam als die unerlässliche Voraussetzung für die öffentliche Ordnung sahen. » Pour le reste, le journal libéral ne put que confirmer : « In der Mannschafskaserne herrscht tadellose Ordnung. Treppen und Gänge sind blitzblank gewaschen und von der Küche

herauf steigt ein einladender Geruch. Die Soldaten sind äußerst freundlich und voll stolzer Zuversicht. In der ganzen Kaserne herrscht ein Ton hilfsbereitsener Kameradschaftlichkeit, die den Besucher angenehm berührt. »

Auguste Collart avait réussi à transformer un mécontentement professionnel en une affaire d'État. À force de menaces, il avait épuisé tous ses moyens d'action. Les soldats étaient soudés comme un bloc, renforcés par une vague de sympathie et de solidarité. Les premiers à suivre l'exemple des volontaires furent les gendarmes. Le 21 décembre, 80 gendarmes se réunirent à Luxembourg à l'appel de N. Feydt. Ils élurent une délégation de six personnes pour négocier avec la commission parlementaire sur la base d'un cahier de revendications comprenant, à côté des questions de rémunération, d'avancement et de logement, la journée de huit heures ainsi que le droit de réunion et de parole. La pétition fut signée par 150 gendarmes sur 170.¹⁶ Le même jour, se décida dans l'usine Arbed-Esch le sort de la journée de huit heures. Ne pouvant compter sur l'appui de la force armée, le patronat de la sidérurgie fut obligé de s'incliner.

La commission d'enquête parlementaire proposée par le socialiste Blum était présidée par l'ancien bourgmestre libéral de la Ville de Luxembourg, Léandre Lacroix, un homme d'ordre et d'autorité. Lacroix proposa d'abord plusieurs formes de compromis qui avaient tous pour conséquence de rétablir l'ordre de subordination et étaient unanimement rejetés par les soldats. Un membre de la musique militaire résuma le dilemme. Il faudrait ou bien licencier quatre officiers ou bien renvoyer 200 soldats. La première solution serait la plus simple, elle permettrait aux officiers de s'adonner à la chasse.

La commission se réunit le 23 décembre pour écouter le capitaine Franck et le sergent-major Eiffes. Ce dernier s'était fait accompagner par un détachement de soldats pour faire face à un guet-apens éventuel. La commission décida d'enregistrer les plaintes des uns et des autres. Pour les officiers, le travail était vite fait. Pour les volontaires, c'était plus difficile. Plus de 200 militaires étaient concernés. On de-

« Ein gewissensloser Unteroffizier hat seine Autorität missbraucht, Euch [...] der Kriegs- und Manneszucht zu entfremden » (Le major-commandant face aux troupes, 19 décembre 1918)

manda une liste de griefs précis avec les noms des témoins éventuels. Ce travail occupa les soldats restés à la caserne pendant les jours de Noël. Une liste avec les noms de soixante témoins fut remise à la commission, le 27 décembre.

Pour compléter leur dossier, les membres de la Compagnie appelèrent leurs prédécesseurs à venir témoigner. Lors d'une manifestation qui eut lieu à la caserne le 29 décembre, entre 800 et 900 anciens militaires vinrent au secours des soldats. C'était l'ensemble de la force armée et les cadres inférieurs de la fonction publique qui étaient maintenant impliqués. Au cours de la réunion, Eiffes prit la parole pour se plaindre de manœuvres dilatoires et de combines d'avocats apparues au sein de la commission. Le président de la commission n'apprécia pas du tout ces récriminations et décida de se démettre de son mandat, bloquant la poursuite des travaux.

La révolte s'installait ainsi dans la durée. Pour organiser leur formation scolaire, les soldats firent appel à des enseignants bénévoles. Pour financer les dépenses imprévues, ils ouvrirent une souscription. Sans l'avoir voulu, les soldats étaient en train d'inventer une armée nouvelle, une armée basée sur le respect de chacun et la solidarité, une armée de citoyens conscients de leurs droits et refusant toute obéissance aveugle, s'engageant au service du pays sur la base d'une discipline librement consentie.

Ailleurs, la révolution commença avec la révolte des soldats et des marins. Au Luxembourg, la révolution se fit dans la salle et déboucha dans la rue avant d'embraser le monde du travail et de l'industrie. La révolte des soldats fut l'ultime étape de deux mois de colère sociale. Les soldats volontaires du Grand-Duché n'avaient d'abord rien remarqué derrière les murs de la caserne. Ils n'avaient pas eu l'envie d'arracher les épaulettes à leurs officiers, ils n'avaient pas compris que le monde était en train de changer. Ils restaient les instruments dociles du pouvoir, obéissants et muets. Il leur fallut faire l'expérience du mépris en la personne d'un jeune politicien ambitieux et de la sympathie générale du public pour qu'ils comprennent enfin que la défaite du système prussien les concernait. C'est alors que la caserne devint école et que les soldats se mirent à parler, à penser et à protester. Ce fut une expérience unique, exemplaire, inoubliable.

En 1968, pour son 75^e anniversaire, l'association des anciens militaires luxembourgeois demanda à Auguste Collart de leur raconter ce qui

s'était passé en décembre 1918. Voici le résultat : « Im Dezember 1918 meuterte die Freiwilligenkompanie und unterstellte sich dem Befehl eines übergeschnappten Unteroffiziers. Sie proklamierte die Republik und ihre Mitglieder fühlten sich als die Herren des Landes. [...] Endlich wurden sie von der Kommission, welche die Kammer mit der Lösung des Problems beauftragt hatte, nach Hause geschickt. Die unbeschreibliche Herzengüte unseres damaligen Ministerpräsidenten Herrn Emile Reuter erlaubte den Ex-Freiwilligen, welche ein diesbezügliches Gesuch einreichten, in die Kaserne zurückzukehren. »

¹ Pour ce chapitre nous nous basons essentiellement sur l'examen de la presse de l'époque, les comptes rendus de la Chambre des Députés et le livre d'Emile Eiffes, *Die revolutionäre Bewegung in Luxemburg 1918-1919*, paru en 1933. Nous avons trouvé un minuscule dossier aux Archives de la Chambre des Députés, Dossier A-CHD-FA : « La question dynastique ». Les Archives nationales sont apparemment vides, pas de rapports de police, pas de rapports de ministres, pas de rapports de la commission parlementaire, pas de rapports de procès. Même constat pour les Archives de la Ville de Luxembourg. Aux Archives Centre Jean Kill sont conservés trois documents concernant le mouvement militaire : appel « Soldaten ! » de sept pages, non signé du 12.12.1918 ; appel « Soldatenbewegung », deux pages, signé « Die Militärschule », début janvier ; appel « Soldaten ! », deux pages, signé Eiffes, mi-janvier 1919. Nous remercions MM. Denis Scuto et Claude Frenzt pour leur aide ainsi que Mme Paulette Grün pour les recherches généalogiques.

² Chambre des Députés, séance du 11.12.1918, compte-rendu, page 403, intervention de M. Nic. Welter.

³ *Luxemburger Wort*, 1.12.1918 : « Die Proklamation der Rechtspartei »

⁴ *Das Luxemburger Volk*, 30.11.1918 : « Erhebt Euch gegen den Landesverrat! »

⁵ Idem : « Gottes Hand »

⁶ Nikolaus Welter, *Im Dienste*, p.74-75

⁷ *Luxemburger Wort*, 19.11.1918 : « Luxemburgische Revolutionsgeschichte »

⁸ *Indépendance Luxembourgeoise*, 10.10.1891, 12.10.1891 et 13.10.1891 : « Récit d'un ancien officier de Napoléon I^{er} ». Voir également : François Decker, *Lettres de soldats luxembourgeois au service de la France*, 1971, p.114-116

⁹ Henri Wehenkel : « Aloyse Kayser » in : *FNCTFEL : 75 Jor Landesverband*, 1984, p. 209-232

¹⁰ Nous suivons l'historique de la réforme militaire présenté par Emile Reuter lors des débats parlementaires de 1921 et 1924. Compte rendu 1920-1921, p. 1811, séance du 11.3.1921 et compte-rendu 1923-1924, p. 778, séance du 8.1.1924

¹¹ Chambre des Députés, compte-rendu 1918-1919, p.599, séance du 19.12.1918

¹² Auguste Collart : *Sturm um Luxemburgs Thron*, p.260-264. Voir aussi Collart : « Wie vor 50 Jahren unsere Unabhängigkeit gerettet wurde », *An der Ucht*, 1968.

¹³ Emil Eiffes : *Die revolutionäre Bewegung*, 1933, p.70. Au moment des faits, Eiffes fit démentir la distribution de munitions (*Luxemburger Wort*, 23.12.1918)

¹⁴ Collart : « Wie vor fünfzig Jahren... », p.52

¹⁵ Cinquante selon l'*Indépendance luxembourgeoise*, quarante selon le *Tageblatt*, trente selon l'*Obermoselzeitung*

¹⁶ *Tageblatt*, 22.12.1918 ; *Volkstribüne*, 24.12.1918



Collision entre le tram et le « Charly » sur le boulevard Royal en 1918



Ezio d'Agostino (*1979) est un photographe d'origine italienne qui vit et travaille à Marseille et a décroché une résidence du Centre national de l'audio-visuel à Dudelange en 2017/18. Un pays dont, concèda-t-il dans une interview, il ne savait strictement rien avant de venir ici, « à part sa richesse ». Paysagiste ayant entre autres travaillé sur l'imaginaire des apparitions de saints en Italie, il arriva donc avec la tentation de chercher les traces de l'apparition de la richesse au Luxembourg. Demain, samedi 16 mars à 11 heures aura lieu le vernissage de son exposition personnelle *NEO's* (comme *Near Earth Objects*), au Pomhouse du CNA. D'Agostino a travaillé sur les retombées de la création de la richesse sur le paysage du grand-duché, dans le passé (la sidérurgie), le présent (la finance) et le futur (le *space mining*). Ses recherches visuelles formelles très contrastées ont déjà été publiées dans le *Financial Times* en novembre 2018 (jusqu'au 9 juin ; cna.public.lu). jh

Land-Art



Page blanche

La jeune artiste luxembourgeoise Nika Schmitt (*1992), qui a fait ses études à la Maastricht Academy of Fine Arts and Design et vit désormais à Rotterdam, a recours à toutes sortes de médias et de techniques (son, électromécanique...) afin de capter le temps, et les traces qu'il peut laisser. Au Luxembourg, on a par exemple vu son travail lors de la résidence *Antropical* en 2016 (*Steng si fort*) ou cette puissante installation intellectuelle compte peu, surtout par rapport aux forteresses et aux vieilles fermes. Mais dans quinze jours, le 1^{er} avril, les premiers livres de la vénérable Bibliothèque nationale devraient quitter leurs annexes dispersées à travers la ville pour être rangés dans les compactus du nouveau bâtiment au 37D avenue John F. Kennedy à Kirchberg. Une semaine plus tard débutera le déménagement à partir de l'ancien *Kolléisch* au boulevard Roosevelt (photo : rh.). À partir du 15 avril, la nouvelle salle de lecture sera aménagée avec dorénavant 200 000 documents en libre service. En tout, quarante kilomètres linéaires de documents ont dû être répertoriés, étiquetés, dépoussiérés et emballés et vont être acheminés vers Kirchberg pendant le printemps et l'été, non par la chaîne humaine imaginée par le Premier-ministre Xavier Bettel (DP) l'année dernière, mais par une association momentanée de cinq sociétés de déménagement. Sauf les samedis, la bibliothèque restera ouverte à ses lecteurs, bien que les collections luxembourgeoises seront partiellement inaccessibles à partir du 1^{er} juin et la médiathèque à partir de fin juillet. L'ouverture de la nouvelle bibliothèque à Kircherg est prévue pour fin septembre. rh.

Politique



En route !

Pendant des années et avec tous les projets avortés, on n'y croyait presque plus, dans un pays où le patrimoine intellectuel compte peu, surtout par rapport aux forteresses et aux vieilles fermes. Mais dans quinze jours, le 1^{er} avril, les premiers livres de la vénérable Bibliothèque nationale devraient quitter leurs annexes dispersées à travers la ville pour être rangés dans les compactus du nouveau bâtiment au 37D avenue John F. Kennedy à Kirchberg. Une semaine plus tard débutera le déménagement à partir de l'ancien *Kolléisch* au boulevard Roosevelt (photo : rh.). À partir du 15 avril, la nouvelle salle de lecture sera aménagée avec dorénavant 200 000 documents en libre service. En tout, quarante kilomètres linéaires de documents ont dû être répertoriés, étiquetés, dépoussiérés et emballés et vont être acheminés vers Kirchberg pendant le printemps et l'été, non par la chaîne humaine imaginée par le Premier-ministre Xavier Bettel (DP) l'année dernière, mais par une association momentanée de cinq sociétés de déménagement. Sauf les samedis, la bibliothèque restera ouverte à ses lecteurs, bien que les collections luxembourgeoises seront partiellement inaccessibles à partir du 1^{er} juin et la médiathèque à partir de fin juillet. L'ouverture de la nouvelle bibliothèque à Kircherg est prévue pour fin septembre. rh.



Politique



La satire a-t-elle des limites ?

Dans un pays toujours bien rangé, la provocation artistique atterrit vite devant la justice. Après le collectif *Richtung 22*, qui a dû justifier ses inscriptions à la craie devant la Philharmonie, voici le rappeur Turnup Tun (photo : Instagram) sommé de se présenter au pénal pour injure, le 28 mars prochain à 15 heures. En cause : sa chanson *FCK LXB* – comme « Féck Lëtzebuerg » – publiée en pleine campagne pour les élections législatives de 2018. Avec une franchise désarmante, le rappeur y fustige la cour grand-ducale et le discours de l'extrême-droite durant la campagne, discours qui, à ses yeux, dérapa vers le racisme et la xénophobie ([youtube.com/watch?v=ceLBM1cL2jk](https://www.youtube.com/watch?v=ceLBM1cL2jk)). Turnup Tun – Tun Tonnar de son vrai nom, le fils de l'auteur-compositeur Serge Tonnar auquel on doit cette belle rime riche « Leckt mech dach all am Aarsch / ech fueren op d'Belsch Plage » – s'en prend aussi nommément à plusieurs hérauts du nouveau patriotisme qu'il veut « baiser », et ce sont ceux-là qui ont fait plainte. Il s'agit, selon le service de presse de la justice, de plusieurs plaintes, à savoir de Fred Keup et Tom Weidig de Wee 2050 ainsi que de Joé Thein du parti Déi Konservativ. Le Parti pirate a fait un communiqué de soutien à l'artiste, au nom de la liberté d'expression. jh

Festival



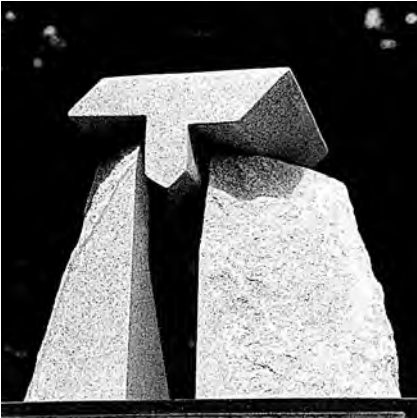
Éloges de la liberté

Le Luxembourg City Film Festival se termine en feu d'artifice ce week-end, à la fois côté programmations et en ce qui concerne les invités. Ainsi, les cinéphiles assisteront cet après-midi, vendredi 15 mars à 16h30 à Utopia à une *masterclass* du réalisateur mauritanien Abderrahmane Sissako, qui a obtenu un César pour son film *Timbuktu*, un ode aux actes de résistance contre le totalitarisme religieux. Au Limpertsberg, Sissako (photo : Cyril Duchene/Festival de Cannes) discutera avec le critique de cinéma Michel Ciment de la revue *Positif*.



Le lendemain, samedi 16 mars à 14 heures à la Cinémathèque, le même Michel Ciment débattrra avec le réalisateur britannique Mike Leigh, qui se verra remettre le prix d'hommage du festival 2019 (après Ray Liotta et Volker Schlöndorff). L'hommage officiel lui sera rendu lors de la soirée de remise des prix samedi soir à 19 heures au Kinepolis, à l'occasion de laquelle sera montré le très attendu *Tel Aviv on fire* de Sameh Zoabi (une coproduction de Samsa). La clôture du festival se fera dimanche soir avec *The Beach Bum* de Harmony Korine. jh

Disparition



Son viatique pour l'éternité

L'expression est du philosophe Vladimir Jankélévitch, dans son livre *L'irréversible et la nostalgie*, inscrite aujourd'hui sur une plaque sur la maison qu'il a habitée à Paris ; l'irréversible, la nostalgie, fait et sentiment qui ont assailli plus d'un à l'annonce de la mort de Liliane Heidelberger. Et si le philosophe n'énivage de la sorte que le seul fait d'avoir été, « fait mystérieux et profondément obscur d'avoir vécu », dans le cas d'un(e) artiste, autre chose s'y ajoute, la création avec les mêmes caractéristiques, au plus haut degré. Ce qui n'enlève rien, bien sûr, cela étant une autre question, à l'évidente clarté des sculptures de Liliane Heidelberger, leurs formes gagnées sur les matériaux les plus durs, les plus récalcitrants, formes s'organisant dans une extrême concentration, s'ouvrant comme après coup au temps, à l'espace, aux pays lointains, leurs civilisations, que l'artiste aimait à découvrir, à parcourir ; d'où elle tirait une bonne part de son inspiration. Dans ses sculptures, il est le beau traitement, des grès, marbre schiste, voire béton, et carton quand le travail était devenue trop pénible (photo : *Porte du ciel*, 1991). Une poésie rejoignait la force de leur architectonie. ik

Musiques



Incrédule

La Philharmonie convie The Cinematic Orchestra ce soir, vendredi 15 mars. Au fil des ans, le projet initial de Jason Swinscoe est devenu un pilier aguerri du label Ninja Tune grâce à un savant dosage de jazz des années 60 et 70, d'electronica feutrée et de musique de films. Les deux premiers albums (les mirifiques *Motion* et *Every Day*) ainsi qu'un album de relectures (*Remixes 1998-2000*) demeurent encore la meilleure vitrine de la magie générée par cette formation à son pic de forme tandis que le bancal *Ma Fleur*, datant de 2007, montre un versant mou et sirupeux qui prend trop souvent le dessus. Les deux singles avant-coureurs du nouvel album *To Believe* sortant le jour-même ne permettent malheureusement pas de dissiper entièrement ce funeste constat. da



Punk's net doud

La même soirée, Versus You étrennera son nouvel album *Worn and loved* à l'Atelier. Disposant dans ses rangs du *songwriter* le plus prolifique du Grand-Duché en la personne d'Éric Rosenfeld, le quartet de vétérans s'est toujours efforcé, depuis 2005, à peaufiner une écriture à cheval entre énergie punk et des *hooklines* hérités de la *powerpop*. Ce parti pris les situe à la croisée des Replacements, Hüsker Dü, Jawbreaker ou encore Big Star. Afin de chauffer le public à blanc, cette *release-party* pourra compter sur deux formations émérites, The Majestic Unicorns From Hell au métal instrumental couillu ainsi le trio de parigots, Guerilla Poubelle, chantre d'un *streetpunk* engagé et francophone. da

Luxemburgensia

Worte gewichten

Elise Schmit

2017 veröffentlichte Jhemp Hoscheit einen satirischen Jahresrückblick in Form eines kabarettistischen Programms mit zwei Sprecherrollen. Mit unlauteren Steuerrulings, *Panama Papers* und Diskussionen um die B-Movie-Methoden des Luxemburger Geheimdienstes gab es auf nationaler Ebene einiges zu bemängeln, mit dem anhaltenden Streit um Flüchtlinge, dem Einzug Trumps in das Weiße Haus und dem Auszug der Briten aus der EU bot die internationale Politik ohnehin übergenug Stoff für Kritik. Zwei Jahre nach *Sorry fir deen Duercherneen* ist dem Autor die Lust am Schimpfen nicht vergangen.

Märd alors!!! titelt Hoscheit auf dem Cover seines neuen Buches, in dem er einen satirischen Rückblick auf 2018 wirft. Die Schwerpunkte sind gleich geblieben. Wenn es um Politik geht, hat Hoscheit vor allem scheinheiliges Verhalten auf dem Kieker, ganz gleich, ob es um unlautere Wählerbeeinflussung in Remich geht, einen offen homophoben Parlamentarier der ADR oder um einen vor Putin katzbuckelnden Trump. *Nation Branding*, *Space Mining*, Kultur- wie Bildungspolitik (bzw. „Meischmasch“) bekommen ihr Fett weg. Was an der Neuauflage des Rückblicks hervorsticht, ist dabei Hoscheits Versuch, die angesprochenen Themen unter einem sprachkritischen Aspekt zu betrachten. Bereits indem er das vom Außenminister geliehene Zitat im Titel einer luxemburgischen Schreibweise anpasst, entlarvt er

Nicht in allem, was Jhemp Hoscheit in seinem „satirischen Rückblick“ *Märd alors!!!* kritisiert, wird man ihm ohne Weiteres folgen wollen



es als Phrase, die eher eine Haltung oder Stimmung trifft als eine haltbare inhaltliche Aussage pointiert abzuschließen. „D'Situatioun fir déi italesesch Awanderer vu virun honnert Joer ass dach net mat der Flüchtlingskris vun haut ze vergläichen“, lässt er einen der Sprecher ratlos feststellen. „Verstinn ech net.“ Auf ähnliche Weise kritisiert Hoscheit, dass Jean-Claude Juncker Victor Orban mit dem Satz: „Here comes the dictator“ begrüßt, die EVP sich aber nicht dazu durchringen kann, sich klar von dessen Partei zu distanzieren. „Vag Parole ginn net méi duer!“, heißt es da ganz unironisch. Oder auch: „Et geet scho laang net méi weder ëm eng gemeinsam europäesch Léisung an der Asylpolitik, nach ëm Mënschen. Just nach ëm déi richteg Semantik.“

Da es Hoscheit jedoch nicht um einen sprachkritischen Rückblick auf das Jahr 2018 zu tun ist, sondern um einen satirischen, kratzt diese Kritik nur an der Oberfläche. Sie wird ausgeglichen durch eine Sprache, die auch die einfachsten Wortspiele nicht auslässt, selbst wo irgendwelche Witzchen einfach nur möglich sind, aber keinen inhaltlichen Mehrwert ergeben. So ist vom „Gaapsereger Kräiz“ die Rede oder von *Joint-Ventures*, aus denen nichts wird, weil ja auch *Joints* schnell verrauchen (entgegen der Ver-

mutung des Autors tun sie das aber bestimmt nicht im Weltall). Wo Maggy Nagel erwähnt wird, muss gleich auch etwas „der Clou“ sein und wo der Wirtschaftsminister einen Verhandlungserfolg verbuchen kann, ist Luxemburg „aus dem Schneider“. Auch könnte man Hoscheit vorhalten, dass er im Gegenzug für die sprachliche Strenge, mit denen er anderen begegnet, auch seinen eigenen Text etwas sorgfältiger hätte Korrektur lesen können. Selbst wenn man Salvini verständlicher Weise nicht mag, kann man ihn in korrektem Italienisch zitieren.

Nicht in allem, was Hoscheit kritisiert, wird man ihm ohne Weiteres folgen wollen. Vergleichsweise viel Raum nimmt beispielsweise seine Auseinandersetzung mit Kommentaren auf der *Homepage* von RTL in Anspruch. Warum sich Hoscheit für diesen Meinungsbrei interessiert, verrät er nicht. Auch verwundern Aussagen wie die, niemand habe sich darüber aufgeregt, wie sich die Politik in die Planung von Esch 2022 eingemischt habe, oder wer sexistische Metaphern nicht unbedingt meterhoch an der Außenmauer seiner Schule lesen will und wer wehrlose Nacktheit als Ausdruck der Weiblichkeit in der Kunst unzeitgemäß findet, sei ein „Kultur-Taliban“. Überhaupt kommt die doch sehr akute Debatte um den Sexismus in allen Bereichen der Gesellschaft in Hoscheits Rückblick erstaunlich kurz, kürzer jedenfalls als die Niederlage der deutschen Nationalmannschaft (der Männer) bei der letzten WM. Die Behauptung, dass es keine Foren für Frauen gebe, die nicht „ënnert den Hollywood-Spotte stinn“, und dass „déi dominant patriarchalesch Muechtstrukturen“ nicht in Frage gestellt würden, trifft wohl kaum zu, auch wenn die entsprechende Frage in diesem Buch nur zu rhetorischen Zwecken gestellt wird.

In einem kurzen Hinweis am Ende des Buches wird *Märd alors!!!* dem Leser als Ausgleich zur literarischen Arbeit Hoscheits präsentiert. Warum der Autor seine Zeitkritik eigentlich nicht in seine Romanproduktion einfließen lässt, bleibt unbeantwortet.

Jhemp Hoscheit: *Märd alors!!! Satiresche Réckbléck op 2018*; Editions Guy Binsfeld, Luxembourg 2019; 84 Seiten, 15 Euro.

Exposition

Wabi Sabi Louvigny



Une des impressions en 3D de Serge Ecker devant les photos de Raoul Ries

Lors du lancement, fin 2018, de sa nouvelle librairie dédiée aux beaux livres, rue Louvigny, Hans Fellner avait annoncé qu'il ouvrirait le petit espace à l'arrière à des expositions d'art contemporain – comme André Simoncini combine arts plastiques et hôtellerie quelques mètres plus loin. De son activité comme curateur indépendant et son engagement au Cercle artistique durant une décennie, Fellner garde un excellent réseau d'artistes, qui lui ont fait une énorme fête lors du vernissage de la première exposition, *Luxembourg-Tokyo*, fin février. Il y a de toute évidence une vraie demande de la part de la scène artistique locale pour des expositions qui montrent et mettent en perspective leur travail, demande à laquelle les institutions nationales ne répondent pas.

Avec un concept « qui était prêt en un quart d'heure », Hans Fellner réunit sept artistes autochtones de plusieurs générations et différentes disciplines qui ont en commun d'avoir travaillé à Tokyo. On y découvre des photos inédites sur l'espace entre-deux de Christian Aschman, de grands dessins étonnants de Trixi Weis (qui montre aussi une vidéo) et de Stina Fisch ainsi que des peintures et collages d'Isabelle Lutz et de Flora Mar. Et on y retrouve les photos du Mont Fuji de Raoul Ries et les maquettes en impression 3D de Serge Ecker (déjà vues ailleurs), pour une exposition minimaliste à l'ambiance zen. Hans Fellner offre des visites guidées aux intéressés. *josée hansen*

L'exposition *Luxembourg-Tokyo*, avec des œuvres de Christian Aschman, Serge Ecker, Stina Fisch, Isabelle Lutz, Flora Mar, Raoul Ries et Trixi Weis, dure encore jusqu'au 13 avril chez Fellner Louvigny à Luxembourg-Ville.

Sept narrations « retour du Japon » chez Fellner Louvigny

Théâtre

« Trop de trop »

Godefroy Gordet

Ancré dans le projet de développement d'une stratégie au long terme pour la Kultufabrik et dans la stratégie culturelle de la ville d'Esch, en 2018, la Kufa avait amorcé son projet « Artistes-associés en résidence ». Une nouvelle forme de résidence à « bail long terme » et aux ambitions étendues, dans laquelle se sont installés en premier, les artistes Sandy Flinto et Pierrick Grobéty, pour une durée de trois ans. Sauf que, tout n'est pas toujours aussi beau en vrai que sur le papier. *Vanitas*, premier retour de résidence au Luxembourg montre une belle recherche documentaire et même stylistique, mais manque de rigueur dans la forme et nous pousse à croire que un ou deux mois de plus auraient peut-être permis de caler tout ça.

L'artiste Sandy Flinto questionne le rapport qu'entretiennent l'artiste performeur et le spectateur et décline une problématique entre « utilité » et « maîtrise » du corps dans l'espace. C'est sur ce point que le musicien et instrumentiste Pierrick Grobéty la rejoint. Lui-même s'intéressant au rapport son/espace et leur combinaison avec d'autres formes d'expression.

Réunis en 2012, le duo navigue depuis dans des eaux mouvementées, les menant à une approche de création couplant arts plastiques et spectacle vivant. Ensemble, ils font l'expérience du touche-à-tout, expérimentent sur des projets aux tessitures très différentes, en y alliant leurs atouts visuels et sonores, pour vagabonder aux frontières des genres et domaines. Profondément ancrés dans une recherche artistique pluridisciplinaire, Flinto et Grobéty développent des « concepts » qu'ils tentent d'interpréter en spectacles, performances, installations ou en appareillant tout ça. *Vanitas, live fast, never digest* est ainsi, en toute logique, un spectacle pluridisciplinaire.

Projet démarré en janvier 2018 au Trois CL, autour d'une recherche chorégraphique, *Vanitas* a pris petit à petit en substance, d'abord en trouvant une partition au concept sonore, puis dans des répétitions au Théâtre de L'Ouille à Avignon, dans la création lumière à Neimënster ensuite et enfin, à la Kufa, où le spectacle trouve son *final cut*, ou peut-être pas.

Vanitas dans le fond c'est le récit d'un homme livré à sa condition de mortel qu'il vient tout juste d'apprendre. Plongé dans notre contexte façonné aux valeurs consuméristes, performatives, technologiques et scientifiques, cet homme s'égare dans une quête de réponses. Devant lui, la mort le guide dans sa recherche de sens, lui donnant à voir et comprendre « l'éphémérité » de la vie.

Au plateau, au premier plan, un danseur occupe vaillamment la scène, derrière lui, s'étalent en toile de fond, « un acteur, un tatoueur, un coureur, deux chanteurs lyriques, une vio-

loncelliste et une machine médico-musicale », comme le dit le programme. À jardin, un bouquet de ballons gonflés à l'hélium, aux cintres, une devanture à l'esthétique empruntée au cirque règne sur la hauteur de la scène. On comprend assez vite qu'ici, tous les domaines vont se côtoyer, voire se bousculer.

Car en effet, comme on dit : trop d'idées tuent l'idée même. C'est un peu le syndrome de *Vanitas*, qui décline une myriade d'idées, parfois lumineuses, mais sans montrer de cohérence dans leur imbrication. Flinto et Grobéty ont certes des moments de génie, trouvant de belles choses et montrant de la nouveauté dans l'esthétique, mais à utiliser tous les domaines du spectacle vivant et plus encore, ceux des arts visuels, on se perd dans un trop-plein de choses qu'on a souvent du mal à associer. En fait, tous ces domaines artistiques, ces médiums ou outils, s'installent dans *Vanitas* assez aisément, sans pour autant qu'aucun n'y jubile vraiment.

Il y a à polir cet ensemble qui, sur le papier, est tout de même très alléchant. Là est le dommage, certaines choses marchent quand d'autres brisent les précédentes... Stefano



Vanitas, live fast, never digest est, en toute logique, un spectacle pluridisciplinaire

Vanitas de Sandy Flinto et Pierrick Grobéty montre une belle recherche documentaire et même stylistique, mais manque de rigueur dans la forme

Spinelli, par exemple, livre une prestation chorégraphique sublime, souvent justement accompagné par Valérie et Arthur Stammel au violoncelle et au chant. Mais, derrière, les bruits répétitifs et omniprésents des pas d'un marathonien sur un tapis roulant, couplés à ceux du pistolet du tatoueur, installé au centre du plateau, viennent gâcher les moments de grâce de cette pièce.

D'ailleurs, autant l'un que l'autre ne servent à rien. On comprend l'envie de montrer le « sport » qui fait sens dans le propos comme le « dépassement de soi et la quête de perfection et d'optimisation ». Dans la même idée, on admet tout à fait, dans le fond encore une fois, montrer la pratique du tatouage comme fixation de la temporalité ou encore, la transformation du corps. Néanmoins l'illustration même de tout cela, sert-elle vraiment le propos ou ne vient-elle pas justement le dégligner, l'éparpiller ou même le perdre ?

C'est en effet une des nombreuses questions que nous nous posons. Et là est la réussite de ce spectacle qui nous fait nous demander si cet aspect relativement brouillon, n'est pas une métaphore même de la vie ? Ça ferait sens, en tout cas. Pourtant ce qui pêche dans *Vanitas*, relève aussi de l'aspect moralisateur du propos qui en toute fin de compte, nous explique le monde qu'on vit comme a des enfants, tout juste propres. Du coup, *Vanitas* paraît joli à regarder mais, entre illustration et explication de ce qui se dit, n'insiste pas assez sur le fond des choses.

Vanitas, live fast, never digest, de Sandy Flinto (mise en scène) et Pierrick Grobéty (concept sonore) ; dramaturgie : Daniel Marinangeli ; avec: Stefano Spinelli (chorégraphie et danse), Denis Jouselin (acteur), Arthur Stammel (chanteur et compositeur), Valérie Stammel (chanteuse et violoncelliste), Vince (tatoueur) ; lumières : Petrit Jung ; conseillère en scénographie : Anouk Schiltz ; une production du Centre Culturel Kulturfabrik en coproduction e.a. avec Neimënster, où le spectacle sera donné les 5 est 6 avril ; neimenster.lu.

Theater

Staubwedel wider die Wilden



Die Hauptrolle des Abends hat ohne Zweifel das Bühnenbild von Andreas Kriegenburg

Claude Reiles

Der kleine blaue Globus passt in zwei hohle Hände. Ein Herr in beigefarbenem Siebzigerlook samt gestreifter Krawatte möchte den Versuch starten, die entzweiten Hälften wieder zu einen. Diese kleine handliche Welt im spießbürgerlichen Mobiliar eines Junggesellenzimmers ist aus den Fugen geraten. Es sind nicht die bekannten Fremden, jene Passanten also, die sich tagtäglich in sicherer Distanz ins anonyme Stadtbild fügen, es sind die „fremden Fremden“. Sie kommen. Und der deutsche Bürger muss aufrüsten, mit Molotow-Cocktail, von Fallersleben und Staubwedel.

Andreas Kriegenburg inszeniert Kafka im Berliner Gastspiel *Ein Käfig ging einen Vogel suchen* als Autor der Abschottung

Wer die Komik der Abschottung bisher nicht mit dem gebürtigen Prager Expressionisten Franz Kafka in Verbindung gebracht hat, kann dies seit Andreas Kriegenburgs dramaturgischer Collage von Klaus Wagenbachs Kafka-Sammlung *Ein Käfig ging einen Vogel suchen*. Darin werden insbesondere die *Erzählungen Schakale und Araber*, *Blumfeld ein älterer Junggeselle* und *Der Bau* mit einer ganzen Reihe musikalischer Intermezzi verbunden – vom Deutschlandlied über *Bohemian Rhapsody* bis hin zu *Stayin' Alive*. Andreas Kriegenburg spielt hier mit einer Fülle an Einfällen und Besonderheiten, deren umfassende Deutung diesen Rahmen zweifellos sprengen würde, die aber konsequent ums Fremde kreisen.

Die Hauptrolle des Abends, die Kulisse im Grand Théâtre, besteht aus mehreren aufeinander gestapelten, sich gegenseitig durchbrechenden, trapezförmigen Zimmern, allesamt versehen mit identischem Mobiliar. Je höher ein Zimmer, umso krasser die Schräglage. Kriegenburgs Bühnenbild ist eine Welt, die sich hinter Gewöhnlichem abschottet, im Abspulen tagtäglicher Arbeitsgriffe Sicherheit findet und bei geringster Störung ins Wanken gerät. Es ist die Geschichte des Herrn Blumfeld, die auf der Bühne Gestalt annimmt. Dem Geschehen gesellen sich, in den Nebenzimmern und in gleichem Kostüm, weitere Blumfeld-Klone hinzu. Alle tragen sie Masken, um das Einerlei dieses Stellvertretertyps zu unterstreichen.

In denselben Kontext wird der „Bau“ eingefügt. Darin werden Planung und Verteidigung eines Tierbaus geschildert, errichtet, um die Vorstellung eines Walls gegen äußere Feinde zu perfektionieren. Die Arbeit führt das Tier am Ende in die Paranoia. Ein kaum hörbares, lediglich erahntes Zischen in den Wänden provoziert die Wandlung zum notorischen Einheizer, der in allem Fremden eine feste Bedrohung sieht: ein klarer Hinweis auf selbst ernannte Bürgerwehren.

Auch die Kurzprosa *Araber und Schakale* treibt *Ein Käfig ging einen Vogel suchen* in eine Dimension allgemeiner Hysterie, wie sie immer mehr von geistigen Brandstiftern gezündet und von keifenden Massen gelebt wird. Elias Arens, Laura Goldfarb, Jörg Pose und der Rest des Ensembles verstecken sich weitestgehend hinter Masken, so dass der Mimik der Darsteller wenig Raum gewährt wird. Diese Produktion des Deutschen Theaters Berlin besticht durch eine originelle Kulisse, deren Effekt bisweilen verpufft, dann aber wieder durch die umfangreichen *Slapstick*-Einlagen auf den unterschiedlichen Stockwerken dieses Gehäuses an Profil gewinnt. Der *Slapstick* wirkt nur selten albern, ist aufgrund seiner rhythmischen Abstimmung durchdacht und bedient konsequent die Motivik des in seinem Alltag aufgestörten Spießbürgers. Herausragend ist die Szene, darin die fünf Blumfeld-Klone sich gegenseitig in ihren Krawatten verheddern, sie nahezu daran erwürgen und in diesem Schauspiel beruhigt befinden, in dieser Enge fände ein „Sechster“ keinen Zutritt mehr.

Technokratische Form, die auf grotesken Inhalt stößt: Teilweise lässt sich Franz Kafkas Werk so definieren. Dieser Kafka ist aber ungewöhnlich, weil die Regie ihn auf das brandaktuelle Thema der Flüchtlingskrise, ja vor allem der irrationalen Rezeption auf dieselbe, festnagelt. Dieser Kafka ist aber vor allem ungewöhnlich, weil Kriegenburg bei seiner Umwandlung der Prosa ins Dramatische eine gehörige Schippe drauflegt. Seine Inszenierung ist schräg, himmelschreiend zynisch, choreografisch bizarr. Ob Kafka-Puristen diesem Theaterabend etwas abgewinnen können, sei dahingestellt. Das Deutsche Theater Berlin liefert jedoch eine Bühnenarbeit, die mit einem interdisziplinären Kunstwerk auf eine Farce des *Clash of civilizations* unserer Zeit aufmerksam macht.

Ein Käfig ging einen Vogel suchen von Franz Kafka; eine Produktion des Deutschen Theaters Berlin; Regie und Bühne von Andreas Kriegenburg; Kostüme von Andrea Schraad; Dramaturgie von Juliane Koepp; mit Elias Arens, Laura Goldfarb, Moritz Grove, Bernd Moss, Jörg Pose, Nele Rosetz, Natali Seelig, Lisa Quarg. Premiere im Februar 2016. Keine weiteren Vorstellungen in Luxemburg.

Théâtre

« Y a plus grave dans la vie »

Godefroy Gordet

Rares sont les occasions d'entendre du théâtre contemporain à l'Opéra-théâtre de Metz Métropole. La ligne artistique du lieu n'en fait pas priorité, mais quand l'occasion se présente, c'est en tout cas souvent gage de vertu. Et puis, accueillir une création *made in Nest*, ce n'est pas rien. Jean Boillot a décliné une telle signature ces dernières années ; le public le suit, aveuglément. Bonne ou mauvaise chose, qu'importe, tant que le théâtre se fait avec réflexion, passion et dévouement.

Mise à la porte de son travail, après avoir giflé son patron, lâchée par son mari qui prend la garde de leur fils et forcée à déménager, Laura Wilson sombre dans un schéma de vie laborieux qui ne va pas aller en s'arrangeant. Citadine invétérée, vivant dorénavant dans une cage à poules, jeune chômeuse sans fric, dépouillée et alanguie, Laura Wilson survit grâce à ses proches, quelques rencontres et des petits boulots.

Face à un paysage sans horizon, cette madame-tout-le-monde des temps modernes va de mal en pis, jusqu'à ce qu'une révélation vienne à elle. C'est devant *La chute des anges rebelles*, un tableau de Pieter Brueghel, qu'elle va retrouver espoir, passant d'abattue à conquérante, ou du moins, optimiste... Sous le courroux d'une toile de Brueghel, Jean-Marie Piemme, l'auteur, fait de son antihéroïne à l'avenir déplaçant, une héroïne inépuisable, engagée, voire révoltée.

Ainsi, Dans *La vie trépidante* de Laura Wilson, le dramaturge belge répond à contrario du tragique, donnant à voir une femme qui se débat des violences sociales et psychologiques qu'elle subit. Au lieu de sombrer, elle s'acharne avec vigueur à récupérer sa vie ou à s'en trouver une autre, forgée par la démence ou la gentillesse des personnages qui gravitent autour d'elle. On croirait Laura Wilson capable de changer le monde. Piemme déçoit ainsi le format de la tragédie donnant à entendre des dialogues sincères, d'une cruauté ordinaire, dans cette histoire qui pourrait bien être vraie.



On croirait Laura Wilson capable de changer le monde. Piemme déçoit le format de la tragédie donnant à entendre des dialogues sincères, d'une cruauté ordinaire

Chez Boillot, cette peinture sociétale assez commune, dans le fond, prend un rythme effréné, fidèle à l'ironie de Piemme dans le titre, parlant d'une vie : « trépidante ». Les scènes s'enchaînent naturellement et d'ailleurs plutôt bien. Et même si le théâtre est montré aussi dans son aspect technique, rien ne vient perturber le déroulement du récit. Au contraire, cela ajoute au propos, stimulant la compréhension mais surtout créant des soupapes indispensables à l'idée commune qu'ont ici Boillot et Piemme de ne pas « tragédier ».

Dans ce sens, c'est plutôt une forme d'humour grinçant qui nous anime et pousse les comédiens à livrer une énergie communicative. Entre la guitare *rockabilly* d'Hervé Rigaud, les vocalises fleuries de Philippe Lardaud, la présence tonifiante de Régis Larochette et le style mordant d'Isabelle Ronayette, nous sommes ballotés entre mélodies et jeu, plongés dans une pièce pleine de mécanismes scéniques imbriqués les uns aux autres qui nous empêche presque de cligner des yeux.

Sous le courroux d'une toile de Brueghel, Jean-Marie Piemme fait de sa Laura Wilson une héroïne inépuisable, engagée, voire révoltée

Et puis, à vriller complètement dans le réel sur la fin, la pièce donne un nouveau niveau d'impact. Tournée vers nous, Laura Wilson scrute notre âme, pour juger si nous aussi, comme son ex-boss, on mérite une bonne claque, histoire de nous remettre les idées en place. Là, on nous lance en gros, « mon p'tit, y a quand même plus grave dans la vie que de perdre son job, divorcer ou cuver devant son gosse de six ans : Y a les migrants... » Et paf ! Sans prévenir, comme si on prenait un énorme soufflet, on nous parle « migrants ». D'abord pour nous faire la leçon, puis pour y élever le niveau critique et enfin pour nous faire comprendre que, finalement, on n'est pas si mal, assis là, au chaud, dans de jolis fauteuils rouges, sous un plafond tout en moulures...

C'est vrai qu'on était vraiment bien devant cette pièce. Jean Boillot utilisant tous les ressorts du texte de Piemme, nous offre du bonheur en barres et on ressort gonflé à bloc de cette histoire de « vie trépidante ». Ça commence mal, très mal même et pourtant même dans les histoires les plus merdiques, il y a de l'espoir, de la hargne, une justice sociale, de l'amour même. Purée, Laura Wilson, ça serait presque un personnage Disney ! Enfin là, y a encore du boulot... « Tchi tcha ! »

La vie trépidante de Laura Wilson de Jean Marie-Piemme, mis en scène par Jean Boillot, est une création du Nest ; toutes les dates : www.nest-theatre.fr

Art moderne

À visée universaliste

Lucien Kayser

Il s'en faut de peu, et vous comme moi aurions eu les honneurs des cimaises du Centre Pompidou. Car il se trouve sans doute l'un ou l'autre exemplaires de la collection Tel, de Gallimard, dans nos bibliothèques, Sartre, Foucault, Starobinski, je le mentionne en particulier parce que cet initiateur à la littérature du XVIII^e, et au-delà à l'histoire des idées vient de nous quitter ; les volumes, une petite centaine, de 1976 à 1985, en portaient en couverture des œuvres de Victor Vasarely, et ils sont là, accrochés dans une des salles de l'exposition. Comme les autres couvertures, de la collection *3D Classics*, de la Deutsche Grammophon, Strauss par exemple par Lorin Maazel et les Wiener Philharmoniker. À l'époque, on n'échappait pas aux sortilèges géométriques, aux effets grisants de couleur, de l'artiste d'origine roumaine.

Victor Vasarely dominait les années soixante à 80, à vérifier dans l'exposition du Centre Pompidou à Paris

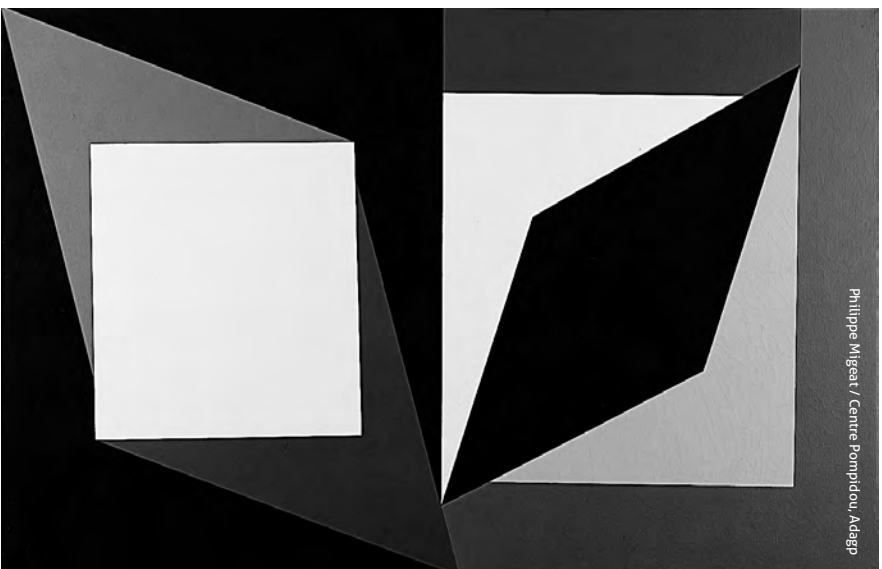
L'exposition du Centre Pompidou, vingt ans après la mort de Victor Vasarely, c'est donc aussi une remontée, ou descente, comme on voudra, dans le temps. Un peu une recherche du temps perdu, et de ses illusions, en matière esthétique et au-delà, en l'occurrence. Témoin le *Nouvel Observateur*, la couverture de son numéro 184, du 22 mai 1968, portant comme titre le grand chambardement. Et allez voir, peut-être que dans le garage, vous trouverez un Vasarely, le logo fait pour Renault avec son fils en 1972, le célèbre losange strié.

C'est à Budapest, au Műhely de Sandor Bortnyik, dans la suite du Bauhaus que Victor Vasarely s'est formé. Côté Beaubourg, on y passe assez vite, juste assez pour montrer ce qui était déjà en germe, dans tels *Zèbres*, de 1938, par exemple, entrelacés dans leurs rayures. On a laissé de côté le Vasarely politique, présent à Francfort, dans l'exposition du Städel, à la fin de 2018. Avant d'en arriver au Vasarely très, voire trop connu, on est des fois victime de son succès, d'une sorte de tsunami visuel, c'est du plaisir de s'attarder aux moments autour des années cinquante, les galets de Bretagne, les contrastes de lumière et d'ombre de *Gordes*, les carrelages craquelés de la station de métro Denfert-Rochereau. Des peintures d'une grande finesse, d'une belle musicalité, voici *Goulphar*, avec ses formes triangulaires arrondies, qui tire son nom d'un site de Belle-Île-en-Mer ; voici *Sauzon*, de 1950 précisément, avec ses formes dans leur agencement vertical, en altitude, en équilibre fragile, on part du noir pour aller au jaune et au rose. À la fin de l'exposition, on retrouve le même charme dans une série d'estampes, une édition quand même portée à 200 exemplaires, titrant sur le pays aujourd'hui martyr du Venezuela.

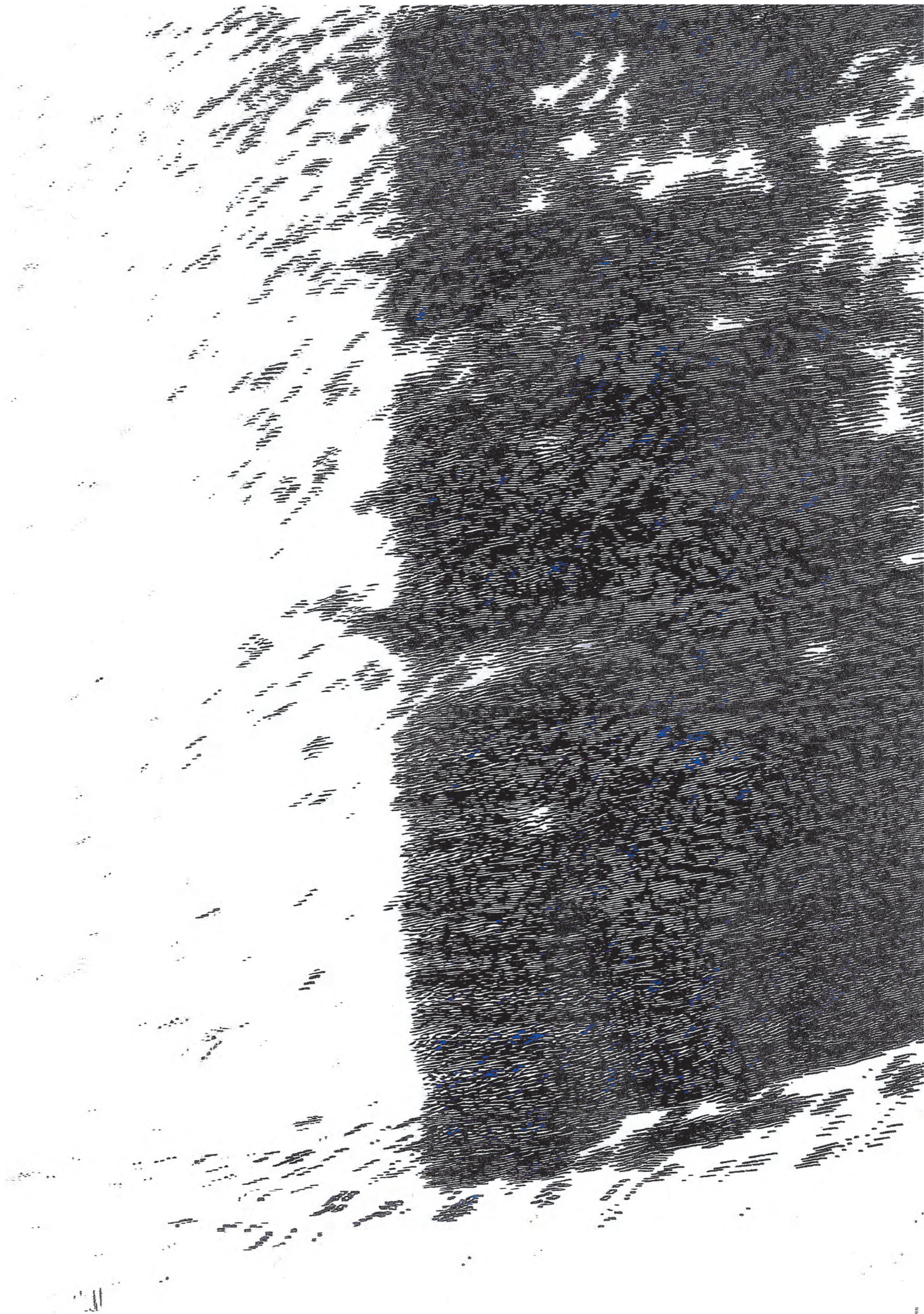
Entretemps, c'est du Vasarely qui vous en met plein les yeux, ça bouge, ça vit, ça permute, à un rythme tel que vous avez du mal à suivre. D'autant plus quand il franchit le pas de ce qu'il a appelé, avec l'unité plastique, un carré-fond qui accueille une forme géométrique d'une autre valeur chromatique, son espéranto visuel ; Et il ne s'agit plus alors seulement de démocratisation de l'art comme on l'entend d'habitude, de le faire entrer dans la vie de tous les jours, jusque dans l'architecture. Il est cette ambition-là bien sûr, mais Vasarely veut aller plus loin. Il voulait un langage plastique utilisable par tous. Tous artistes, créateurs, chacun à sa façon, combinant à son gré, un peu à la façon d'un jeu de construction, les jeux *Meccano* de notre enfance. Seulement, là, ça aboutit à la salle à manger du siège de la Deutsche Bundesbank, à la façade du siège social de RTL, au Centre architectonique, actuelle Fondation Vasarely, à Aix-en-Provence.

Ultime étape, l'élan se fait plus impétueux encore, la visée universaliste devient cosmique, avec les grandes séries des dernières années, des dernières salles où l'on ne peut que saluer l'exaltation. On est alors loin des aléas, des ennuis qui ont commencé en 1992 avec la querelle de l'artiste et de ses héritiers face aux administrateurs de la Fondation. Dix ans avant, le spationaute français Jean-Loup Chrétien avait emporté un ensemble de sérigraphies de Vasarely à bord de la station spatiale orbitale soviétique Saliout 7, une façon quand même de donner à cet art la dimension que son auteur ambitionnait.

Vasarely. Le partage des formes, exposition au Centre Pompidou, Paris, ouverte jusqu'au 6 mai 2019, tous les jours de 11 à 21 heures, fermé le mardi, nocturne le jeudi jusqu'à 23 heures ; centrepompidou.fr



À l'époque, on n'échappait pas aux sortilèges géométriques, aux effets grisants de couleur, de Vasarely. Ici : *Hommage à Malévitch, 1954-58*



Mitteilung

zur Jägerprüfung 2019/2020

Die Naturverwaltung organisiert demnächst einen neuen Zyklus zur Vorbereitung auf die Jägerprüfung, die zum Erhalt des ersten Jagdscheines erforderlich ist.

Somit werden die Interessenten/innen gebeten, ihre Kandidatur zur Teilnahme an der Jägerprüfung vor dem 1. April 2019 bei der Naturverwaltung einzureichen.

Die Einschreibformulare sowie genaue Informationen über die Modalitäten und den Ablauf des Praktikums, der Vorbereitungskurse sowie der Prüfung sind bei der
Naturabteilung der Naturverwaltung,
81, avenue de la Gare
L-9233 Diekirch
Tel.: (+352) 247-56600
Fax: (+352) 247-56651
E-mail: chasse@anf.etat.lu
erhältlich oder können unter folgender Adresse heruntergeladen werden:
<http://www.guichet.public.lu/citoyens/fr/loisirs-benevolat/permis-licences/pratique-chasse/certificat-aptitude-chasse/index.html>

Mitteilung an die Öffentlichkeit

Vorentwurf einer großherzoglichen Verordnung zur Festlegung der Grenzen von Jagdlosen

Die Öffentlichkeit wird darauf hingewiesen, dass gemäß den Artikeln 21 und 88 des Jagdgesetzes vom 25. Mai 2011 die derzeitigen Jagdlose ab der nächsten Verpachtungszeit durch neue ersetzt werden.

Zu diesem Zweck wird die Öffentlichkeit eingeladen, den Vorentwurf der großherzoglichen Verordnung zur Festlegung der neuen Grenzen für Jagdlose vom 15. März 2019 bis 16. April 2019 einzusehen:

- in digitalem Format auf der Website www.emwelt.lu (Einzelheiten zu den Grenzen können auch direkt auf der Website www.geoportail.lu eingesehen werden);
- während den Öffnungszeiten in folgenden Büros der Naturverwaltung:
 - Region Nord:
27, rue du Château
L-9516 Wiltz
 - Region Zentrum-Osten:
81, avenue de la Gare
L-9233 Diekirch
 - Region Zentrum-Westen:
1, rue du Village
L-7473 Schoenfels
 - Region Ost:
Empfangszentrum „A Wiewesch“
12, Syrdallstrooss
L-6850 Manternach

- Region Süd:
Maison forestière „Ellergronn“
L-4114 Esch/Alzette

Begründete schriftliche Stellungnahmen können bis zum 16. April 2019 direkt auf der Website www.geoportail.lu (Consultation relotissement) oder bei der Naturverwaltung eingereicht werden:

- per E-Mail: carto@anf.etat.lu
- per Post an folgende Adresse: Naturverwaltung
Jagdlose
81, avenue de la Gare
L-9233 Diekirch

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 11.04.2019
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Administration des bâtiments publics
10, rue du Saint-Esprit
L-1475 Luxembourg

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux d'assainissement des polluants du terrain à exécuter dans l'intérêt de la Maison pour jeunes adultes à Pétange.

Description succincte du marché :
Excavation des sols et sous-sols pollués et élimination sur décharges au dehors du Luxembourg incluant sécurisation des fouilles, rabattement de la nappe et traitement d'eau sur site.
Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.
La durée des travaux est de 30 jours ouvrables à débiter au courant du 3^e trimestre 2019.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics conformément à la

législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
11.03.2019

La version intégrale de l'avis n° 1900344 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Ponts et Chaussées
Division des travaux neufs

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 24.04.2019 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture :
Administration des Ponts et Chaussées
Division des Travaux Neufs (DTN)
21, rue du Chemin de Fer
L-8057 Bertrange
dans le bâtiment H1 au 2^{ème} étage

Intitulé :
Nouvelle N3 – Phase 2 / Démolition du hall à marchandises CFL à Bonnevoie

Description :
Démolition du hall à marchandises CFL sur le Centre de Remisage et Maintenance (CRM) à Bonnevoie, dans le cadre de la construction de la nouvelle route N3 sur le tracé de laquelle le hall se trouve.

Le bâtiment à démolir a une largeur moyenne de 15 m pour une longueur cumulée approximative de 320 m ; il comporte un sous-sol sur la quasi-totalité de sa longueur, ainsi qu'un étage sur sa moitié avant.

Compte-tenu du type de bâtiment et de son affectation précédente (surfaces administratives et zones d'entreposage), le marché de démolition comprend notamment les postes suivants :

- Désamiantage
- Curage et tri des matériaux non structurels
- Dépollution (revêtement de dalles en béton)
- Élimination des déchets
- Démolition, concassage et remblai avec produit de concassage

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Les documents de soumission peuvent être téléchargés à partir du portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des offres :
Les offres portant l'inscription « Soumission pour : Nouvelle N3 – phase 2 / Démolition du hall à marchandises CFL à Bonnevoie » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission, conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics, avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Date de publication de l'avis 1900377 sur www.marches-publics.lu :
14.03.2019

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 16.04.2019
Heure : 10.00 heures

Lieu :

Administration des bâtiments publics
10, rue du Saint-Esprit
L-1475 Luxembourg

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de stores extérieurs à exécuter dans l'intérêt du réaménagement et mise en sécurité du dernier étage de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA – Direction à Luxembourg.

Description succincte du marché :

- Travaux de fabrication et de pose des lamelles en aluminium (protection solaire) : +/- 116 m

La durée prévisible du marché est de 20 jours ouvrables à débiter pour le 2^e semestre 2019.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu). La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics confor-

mément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
14.03.2019

La version intégrale de l'avis n° 1900354 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

LE FONDS BELVAL

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 18.04.2019
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Le Fonds Belval
1, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette
Tél. : +352 26840 1
Email : soumission@fonds-belval.lu

Section II : Objet du marché

Description succincte du marché :
Soumission relative aux travaux de menuiserie décorative (lambriassage) dans l'intérêt de la construction du Bâtiment Laboratoires aile Sud à Esch-Belval.

Brief an die Redaktion

Schlag unter die Gürtellinie

Frau Kurschat,

Sie schrecken also nicht davor zurück, fachlich und pädagogisch gut ausgebildete junge Frauen (!), die Kindern und Jugendlichen mit viel Feingefühl eine positive und verantwortungsvolle Sexualerziehung anbieten, mit Verbrechern zu vergleichen, die mit „anonymen Tarnfirmen Milliardenbeträge vor dem Fiskus verstecken“. Dieser infame Schlag unter die Gürtellinie verstößt aufs Gröbste gegen die Deontologie Ihres Berufes. Unverzeihlich für die Präsidentin des Presserats!

Fast schlimmer ist allerdings die Gesinnungsschnüffelei, mit der Sie das Script, das Schulministerium und zuletzt gar die Gemeinde Düdelingen bewegen, kompetenten Gesundheits- und Sexualpädagoginnen nicht nur einen Maulkorb zu verpassen, sondern ihnen erst einmal den Zutritt zu den Schulen zu verwehren.

Der Grund Ihres Zorns: Sie waren einer Einladung der Vereinigung Vie Naissante gefolgt, um dem Publikum ihre Arbeit vorzustellen, und (pfui!) benutzen den „Jargon der Lebensschützer“, bei dessen Gebrauch Zensor,“innen des Cesas sie ertappt haben sollen: „die Empfängnis, das Wunder des Lebens...“.

Das hat Ihnen, Frau Kurschat, gereicht, um sie zu diskreditieren, zu denunzieren und zu demolieren.

Die betroffenen Frauen sind natürlich in der Lage, sich selbst zu verteidigen. Doch kein Anlass zur Sorge: Es handelt sich hierbei um völlig unabhängige Organisationen, die den Kindern und Jugendlichen nun mal eben die schönen Seiten der Liebe, der Weitergabe des Lebens und der Mutterschaft vermitteln wollen und nur das Pech hatten, in einem freien Land freiwillig und vorurteilsfrei einer offenen Einladung gefolgt zu sein. Offshore-Papers hatten sie keine dabei.

Und das Vergehen der Vie Naissante? Die Zahl der Abtreibungen verringern zu wollen!

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Les conditions de participation sont précisées au dossier de soumission.

Réception des offres :
La remise électronique des offres sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu) est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
11.03.2019

La version intégrale de l'avis n° 1900334 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Zum Leitartikel „Camouflage“ im Land vom 8.3.2019

Ich rufe in Erinnerung, dass dieses Anliegen nicht nur ethisch mehr als legitim, sondern absolut gesetzeskonform ist. Ich kann mir nicht vorstellen, dass das Planning Familial etwas gegen den Rückgang der Abtreibungszahlen hätte. Oder ist es der Satz, dass Abtreibung niemals Ausdruck der Würde der Frau sei, der Sie auf die Palme getrieben hat?

In ihrer historischen Rede vom 24.11.1974 sagte Simone Veil, die damalige Ikone des Feminismus, Folgendes: „Aucune femme n'avorte de gaieté de cœur (...), l'avortement est un échec quand ce n'est pas un drame (...), la loi ne crée aucun droit à l'avortement“. Veil sprach sich sogar für die Unterstützung von Organisationen aus, „qui font tout pour permettre à ces femmes d'assumer leur maternité“. Ferner richtete sie eine psychosoziale Beratung ein, „pour dissuader les femmes d'avorter en leur apportant un soutien de nature à leur faire changer d'avis“.

Wetten, dass Sie, Frau Kurschat, nunmehr Herrn Macron auffordern, die Gebeine der Académicienne aus dem Panthéon zu entfernen und in die Seine werfen zu lassen! Und noch eins: Wenn Sie an die weltanschauliche Neutralität des Staates glauben, glaube ich an den Osterhasen. Und die Hühner lachen. André Grosbusch, Präsident der Vie Naissante

P.S. Wenn Sie nachgeforscht hätten, wüssten Sie, dass Vie Naissante weder politisch noch konfessionell gebunden ist. Sie steht jedem offen, der ihre Zielsetzung teilt. Daher lade ich Sie herzlich zu einem Meinungsaustausch „um leschte Steiwer“ ein. Man,**frau weiß ja nie ...

d'Lëtzebuenger Land

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983

Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant, rédacteur en chef** Romain Hilgert (48 57 57-22; rhilgert@land.lu), **Rédaction** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), Josée Hansen (48 57 57-26; jhansen@land.lu), Ines Kurschat (48 57 57-28; ikurschat@land.lu), Michèle Sinner (48 57 57-20; msinner@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu) **Photos** Sven Becker (sbecker@land.lu) **Administration** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Publicité** Maison Moderne Media Sales 10, rue des Gaulois Luxembourg; boîte postale 728, L-2017 Luxembourg (27 17 27 27-32 ; francis.gasparotto@maisonmoderne.lu) ; **Impression offset** Imprimerie Saint-Paul **Prix par numéro** 4,00 € **Abonnement annuel** 140,00 € **Abonnement étudiant/e** 75,00 € **Comptes en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLULL : IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGLULL : IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEELLULL : IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELLULL : IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXLULL : IBAN LU59 0080 0484 9600 1003

Relecture d’un classique à l’ère du #metoo

Faut-il bannir l’œuvre d’André Gide ?

Tom Reisen

À l’interrogation, notre époque préfère les points d’exclamation et le tout, de préférence, en majuscule. ALL CAPS !!! Non seulement faut-il avoir une opinion, sur tout, mais encore faut-il la crier sur tous les toits. André Gide, dont le style et le raisonnement restent un modèle de subtilité, s’y serait sans doute senti mal à l’aise. Le malaise serait-il réciproque ?

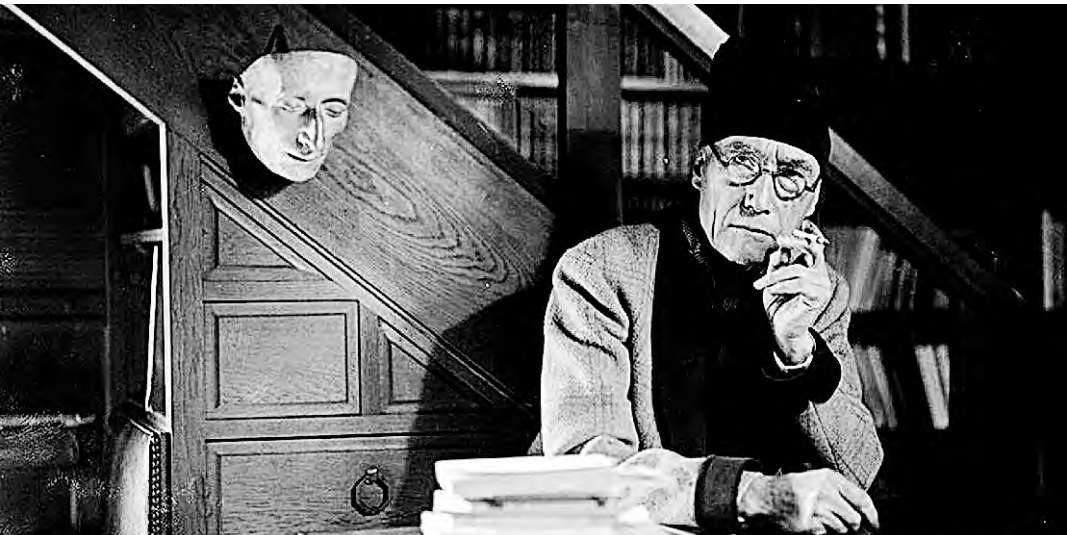
André Gide, dont on fête cette année le 150^e anniversaire de la naissance, fut, pendant près d’un demi-siècle, l’écrivain français le plus célèbre et célébré, au point qu’on ne peut plus le nommer sans lui accoler le titre de *contemporain capital* que forgea pour lui André Rouveyre. Sa probité intellectuelle et son esprit critique, héritages de son ascendance protestante, l’ont amené à remettre en question bon nombre de préjugés de son temps. Gide, le bourgeois, scandalise sa caste en soutenant au début des années 1930 le communisme et l’Union soviétique de Staline, avant de clamer son désenchantement en 1936 dans *Le Retour de l’U.R.S.S.* au grand dam de ses anciens compagnons de route qui y voient une trahison. Un brûlot qui n’est pas sans rappeler son *Voyage au Congo* (1927), dans lequel Gide dénonçait l’exploitation brutale du travail indigène par les grandes compagnies concessionnaires en Afrique-Équatoriale française et ce à une époque où l’idée d’une prétendue mission civilisatrice des puissances coloniales était encore bien ancrée dans les esprits, de droite comme de gauche d’ailleurs.

André Gide était donc, à de nombreux égards, le défenseur des causes nobles et justes, doublé d’un auteur dont la langue classique était appréciée même par ses plus virulents critiques. Le fait que l’ensemble de son œuvre ait été ajouté à l’*Index librorum prohibitorum* après sa mort peut passer pour un gage de crédibilité littéraire. Pour un esprit libre, figurer à l’*Index*, ça a du panache, il faut bien l’avouer ! Et s’il l’avait su, Gide en eût été flatté. Mais, parmi toutes les causes qu’André Gide a défendues, il en est une qui lui tenait particulièrement à cœur et qui, de fait, traverse toute son œuvre. C’est aussi celle qui est la plus problématique pour notre époque. Il s’agit de la cause de l’homosexualité.

Faut-il le préciser ? Ce n’est évidemment pas la défense de l’homosexualité en soi qui pose problème. Elle serait au contraire dans l’ère du temps. Mais elle reste en l’occurrence problématique, parce que l’homosexualité gidiennne est pédérastique, au sens étymologique du terme. Gide aimait, comme on disait pudiquement, les jeunes garçons. Bref, Gide était pédophile.

Confesser, expliquer, illustrer, plaider cette attirance sexuelle pour les enfants aura été pour Gide le projet de toute une vie. Il procédera cependant prudemment, par étapes, d’une part parce que son époque n’était pas encore mûre pour un tel débat et, d’autre part, parce qu’il craint les répercussions qu’une confession de cette nature pourrait avoir sur sa cousine Madeleine qu’il a épousée en 1895. La pédérastie est ainsi d’abord transposée et romancée dans *L’Immoraliste* (1902). Si l’œuvre peut blouser le public, c’est parce Gide aborde la question de l’immoralité sous l’angle philosophique et dans le prolongement de la réflexion nietzschéenne sur la morale chrétienne. Mais les initiés comprennent les allusions qui jalonnent le texte, à commencer par la dédicace à « Henri Ghéon, son franc camarade ». La correspondance avec Ghéon ne laisse pas de doute que ce terme de camarade, que Gide emprunte à Walt Whitman (« Here to put your lips upon mine I permit you/With the comrade’s long-dwelling kiss, or the new husband’s kiss »), fonctionne comme un code de reconnaissance. Par la suite, la question de l’homosexualité sera traitée de plus en plus ouvertement dans l’œuvre de Gide, pour culminer dans *Les Faux-Monnayeurs* où elle occupe une place centrale et structurante, ainsi que dans son autobiographie *Si le grain ne meurt*.

C’est ensuite dans son *Journal* que Gide consigne ses rencontres dans les mauvais lieux. Ces passages seront chirurgicalement supprimés de la première édition de la Pléiade de 1939, parue du vivant de l’auteur. Ils seront rétablis dans l’édition en deux volumes qu’Eric Marty et Martine Sagaert publieront en 1996/1997. Le journal, pour Gide,



André Gide

Gide aimait, comme on disait pudiquement, les jeunes garçons. Bref, Gide était pédophile

c’est une sorte de laboratoire d’idées où il n’aura de cesse de développer des réflexions esthétiques et morales. En 1918, il note ainsi : « J’appelle pédéraste celui qui, comme le mot l’indique, s’prend des jeunes garçons. J’appelle sodomite [...] celui dont le désir s’adresse aux hommes faits. J’appelle inverti celui qui, dans la comédie de l’amour, assume le rôle d’une femme et désire être possédé. Ces trois sortes d’homosexuels ne sont point toujours nettement tranchées ; il y a des glissements possibles de l’une à l’autre ; mais le plus souvent, la différence entre eux est telle qu’ils éprouvent un profond dégoût les uns pour les autres ; dégoût accompagné d’une réprobation qui ne le cède parfois en rien à celle que vous (hétérosexuels) manifestez âprement pour les trois. Les pédérastes, dont je suis [...] sont beaucoup plus rares, les sodomites beaucoup plus nombreux, que je ne pouvais croire d’abord. [...] Quant aux invertis, que j’ai fort peu fréquentés, il m’a toujours paru qu’eux seuls méritaient ce reproche de déformation morale ou intellectuelle et tombaient sous le coup de certaines des accusations que l’on adresse communément à tous les homosexuels. »¹

On aura compris au passage que Gide n’était pas à proprement parler un défenseur de ce qu’on nommerait aujourd’hui la communauté LGTBI ! La déformation morale, comme l’enfer, c’est les autres.

Enfin, c’est surtout dans *Corydon* que Gide développera *in extenso* le thème de la pédérastie pour tenter de lui donner une justification éthique et esthétique, sociologique et historique. Si l’antiquité sert volontiers de cadre à ce livre-manifeste – tant pour le titre (le berger Corydon apparaît dans *Les Bucoliques* de Virgile) que pour la démonstration (les vertus de la Grèce antique) – son propos est pour Gide d’une pressante actualité. Corydon est d’abord publié anonymement à 21 exemplaires en 1911 sous le titre C.R.D.N., les voyelles ainsi laissées de côté (oyo) formant une sorte de calligramme. Plus tard, en 1924, lorsque la publication de *Sodome et Gomorreh* de Marcel Proust risque de déflorer le sujet, Gide rééditera une version enrichie de son manifeste, cette fois signée de son nom.

La pédérastie de Gide, pleinement revendiquée, est-elle aujourd’hui problématique ? Le documentaire *Leaving Neverland*, relatant les abus sexuels de Michael Jackson sur deux garçons mineurs, a déclenché une vive polémique dans le monde anglo-saxon conduisant certaines stations de radio au Canada, en Nouvelle-Zélande et en Australie, à boycotter les disques du roi de la pop. De même, après les accusations de harcèlement sexuel à l’encontre de Kevin

Spacey, Netflix a décidé de mettre fin à sa collaboration avec l’acteur. Risque-t-on de voir un jour l’auteur des *Caves du Vatican* au pilori ?

C’est peu probable. Un auteur comme Lionel Labosse estime qu’il ne faut pas juger « André Gide à l’aune des lois ni des mœurs actuelles » et de rappeler que la majorité sexuelle a évolué en France (en fait par le biais de l’attentat à la pudeur), passant de onze à treize ans en 1863, puis à quinze ans en 1945. C’est juste, mais qui pourrait affirmer aujourd’hui, avec certitude, que parmi les petits Arabes dont Gide aimait à s’entourer en Algérie, il n’y en ait pas eu un de moins de treize ans ? Là où Labosse a raison, c’est de souligner l’hypocrisie de l’époque qui reprochait à Gide ses inclinaisons parce qu’il s’agissait de garçons et non pas parce qu’il s’agissait de jeunes garçons. En clair, l’opprobre portait sur l’homosexualité et non sur la pédophilie. Si Gide avait eu une attirance pour des jeunes filles de douze-treize ans, personne n’y aurait trouvé à redire.

Mais si la mémoire de Gide n’a rien à craindre, c’est, croyons-nous, essentiellement en raison de la disparition des victimes qui auraient pu témoigner contre Gide. Victimes ? Ce terme est rarement employé par la critique gidiennne qui, si elle ne nie pas son penchant pour les jeunes garçons (et comment le pourrait-elle ?), ne porte en général pas de jugement moral sur la question. On prend pour acquis qu’il y a toujours eu une sorte de consentement tacite de ces jeunes garçons.

Or, c’est là que le bât blesse. D’abord, parce l’évolution récente de la psychologie rend la notion de consentement problématique en la matière. La tendance actuelle serait plutôt de considérer qu’un enfant ne peut jamais donner un consentement éclairé à des relations sexuelles avec un adulte. Ensuite, il y a un déséquilibre social qui soulève également des questions. Car si on connaît à Gide des relations de nature amoureuse avec des fils de la bonne bourgeoisie, Maurice Schlumberger en 1904 par exemple ou Marc Allégret plus tard, la correspondance et le journal de Gide montrent un fort penchant pour des relations furtives avec des figures marginales ou socialement inférieures dont la fréquentation ne tirait pas à conséquence et dont le « consentement » a pu être fort bien influencé par des facteurs extérieurs – quelques pièces d’argent, un repas offert.

Pour un lecteur moderne, sans être pudibond ni bigot, il est donc tout à fait possible d’éprouver un certain malaise en ouvrant un livre comme *Corydon*, *Les Faux-Monnayeurs* ou *L’Immoraliste*, non pas tant en raison de la biographie de leur auteur, mais parce qu’y sont théorisées et justifiées des pratiques que notre sensibilité moderne réprouve. Personne ne peut plus croire aujourd’hui qu’un éducateur ait comme mission pédagogique d’initier un enfant à la sexualité ou que la grandeur de la Grèce antique puisse être expliquée par les pratiques homosexuelles de ses grands hommes ou que la masturbation des jeunes garçons puisse être « guérie » par une relation avec un homme adulte ; arguments que Gide développe cependant.

Alors ? Faut-il bannir l’œuvre de Gide, la retirer des manuels scolaires ? Non, bien sûr, pas plus qu’il ne faut cesser de lire Céline en raison de son antisémi-

Musique classique

Quatre mains et deux pianos

José Voss

Affiche concertante pour le moins alléchante que celle concoctée, le 8 mars, par Gustavo Gimeno à la tête des forces maison, dans le cadre de la série « Grands rendez-vous » de la Philharmonie.

Première grande attraction de la soirée : les *Métaboles* d’Henri Dutilleux. Devenu de plein droit un classique du XX^e siècle, le chef-d’œuvre absolu de l’un des grands créateurs de notre temps dépeint un univers mouvant, aux contours insaisissables et aux étranges fragrances sonores, riche de mille timbres raffinés, de mille nuances subtiles. De cette magistrale page dutillesque, l’OPL, irisé de coloris insolites, se fait l’interprète étincelant et parfois bouillonnant. Et ce, sous la baguette avisée et innervée de son chef attiré, qui prouve par A plus B les atomes crochus qu’il entretient avec l’écriture quintessenciée du musicien de la « joie du son ».

On reste en France avec le *Concerto pour deux pianos et orchestre* de Francis Poulenc, qui constitue assurément le clou de la soirée. Musicien qui se disait « sans étiquette », fort d’une sincérité qui le mettait à l’abri des engouements de la mode et du snobisme des avant-gardes, compositeur qui avait fait sienne la fameuse devise de Pierre Boulez « autodidacte par volonté et non par hasard », et qui se targuait de composer en dehors de toute obédience à une quelconque école, Poulenc proclamait haut et fort dans son credo esthétique qu’il écrivait ce qui lui chante et qu’il continuerait d’écrire do-mi-sol-do. Compositeur et kaléidoscopique, marqué par Stravinski dans le premier mouvement et par Mozart dans l’*Andante* central, le *Concerto* se hisse à la hauteur de ces prestigieux modèles.

On attendait beaucoup de la prestation des deux monstres sacrés que sont les célèbres sœurs Katia et Marielle Labèque. Or, le moins que l’on puisse dire, c’est que les « Dioscures du piano » ne nous ont pas déçus. Vivacité, musicalité, virtuosité et synchronicité sont au rendez-vous dans ce festival de pyrotechnie pianistique polychrome, vivante et coruscante. Tout comme la symbiose entre le duo sororal et le National, qui brille par ses « violons séraphiques, clarinettes amoureuses, hautbois doux et gais », pour le dire avec les mots élogieux par lesquels l’auteur salua la première qui eut lieu à Venise, le 5 septembre 1932, avec l’orchestre de la Scala de Milan, et à l’occasion de laquelle lui et Jacques Février étaient aux claviers. Pourtant, Poulenc n’est pas si facile à jouer. Il requiert, derrière une apparente légèreté qui cache en réalité une grande richesse harmonique, un équilibre très subtil entre classicisme formel et sensibilité romantique. Et surtout pas de *rubato*, que l’auteur des *Dialogues des Carmélites* détestait cordialement, lui qui répétait sans cesse qu’« il faut jouer tout droit ». Cerise sur le gâteau : le bis, extrait du *Concerto pour deux pianos* que Philip Glass composa pour les Labèque en 2015, et dont elles assurèrent la création mondiale avec le Philharmonique de Los Angeles sous Gustavo Dudamel.

C’est sur un rythme dansant d’une énergie bondissante que s’acheva la soirée, avec les trois *Dances symphoniques* de Rachmaninov, l’une des partitions préférées du compositeur et sans doute l’un de ses chefs-d’œuvre. Des danses ? Oui, mais « fantastiques », comme l’indiquait le titre originel, c’est-à-dire empreintes d’épanchements lyriques et d’évocations nostalgiques du pays natal, où l’orchestre, sur fond de combinaisons conflictuelles d’harmonies et de timbres bigarrés, flamboie sur le thème de la vie et surtout de la mort, ô combien présente dans le *Finale*, sorte de *memento mori* du compositeur, où au motif médiéval du *Dies irae* répond un autre thème religieux, « Béni sois-tu, Seigneur », emprunté à la liturgie orthodoxe.

De la sublime première danse (*Jour*), immédiatement électrisante avec ses accents incisifs et ses débâches rythmiques, jusqu’à la sombre et terriblement touchante troisième (*Nuit*), en passant par la deuxième (*Crépuscule*), sorte de mouvement lent aux allures de valse, tendre et ténébreux soliloque intérieur du compositeur, et porté par une mélancolie pensive, Gimeno parvient à maintenir de bout en bout la tension dramatique, imprimée par des tempos inflexibles, tandis que l’OPL, chauffé à blanc, se défonce pour notre plus grand plaisir, sonne plus russe que nature.

bonne littérature qu’avec les mauvais sentiments. [...] Mais c’est fausser le jugement que coter l’art d’après son rendement moral. »²

Sachons donc coter l’art en fonction des valeurs de son époque, mais vivons avec les exigences morales de la nôtre.

¹ *Journal*, tome I (1887-1925), Edition établie par Eric Marty, Bibliothèque de la Pléiade, pp. 1092
² *Journal*, tome II (1926-1950), Edition établie par Martine Sagaert, Bibliothèque de la Pléiade, pp. 728-729

Tom Reisen est l’auteur d’une thèse de doctorat sur André Gide, intitulée *L’Immoraliste d’André Gide : une édition critique et génétique*, dont les conclusions ont été reprises pour l’établissement des notes et des variantes de ce texte dans l’édition de la Pléiade sous la direction de Pierre Masson (*Romans et récits* I et II, Gallimard 2009).

STIL

Résister à la tentation ?



Salomé Jeko

Aujourd'hui, les jeûnes se font sur mesure, adaptés à chacun, et prennent alors une dimension plus spirituelle qu'alimentaire

Salomé Jeko

« Il y a deux tragédies dans la vie : l'une est de ne pas satisfaire son désir et l'autre de le satisfaire ». La citation est d'Oscar Wilde mais cette conclusion pourrait venir à l'esprit de n'importe qui ayant un jour été confronté à la tentation.

Et cette notion de tentation m'a tout particulièrement interpellée ces derniers jours, notamment lorsqu'une de mes amies a poliment décliné mon invitation à goûter. « Tu comprends, jusqu'à Pâques, je ne mange plus rien de sucré. Et si je vois ton gâteau, je ne pourrais pas y résister ». Stupéfaction dans ma tête : comment ça tu ne manges plus rien de sucré ? Et pourquoi devrais-tu résister à mes pâtisseries ? Ils ne sont pas bons mes gâteaux ?!

Et c'est là que *bim !*, le mot est tombé : « Carême ». Ou plutôt jeûne, a-t-elle rapidement rectifié. Car athée revendiquée, mon amie a simplement choisi cette période bien pensée, entre beignets de Carnaval et lapins en chocolat, pour « détoxifier » son organisme. Tiens donc. Je pensais ce mot dépassé de mode, les excès des fêtes ayant depuis longtemps été digérés, puis je me suis rappelé l'avoir récemment revu en couverture d'un magazine féminin, associé au fameux concept du « body bikini à préparer avant l'été ». Hum...

Reste que l'idée de jeûne m'a interpellée. Et me détachant de cette image d'Épinal d'assiette désespérément vide, j'ai eu envie de me replonger dans ces pratiques antiques de Carême, Ramadan et autres Yom Kippour, bien au-delà des religions. Quels seraient les bienfaits de ces jeûnes, autres que du point de vue de la balance, et surtout – concept quasi incompréhensible pour l'épicurienne que je suis – pourquoi s'imposer de résister à la tentation quand il est si bon d'y succomber ?

Quelques lectures plus tard, j'apprends ainsi que si de prime abord, le jeûne fait pour beaucoup référence à une privation de nourriture, ce dernier peut être pratiqué tout différemment. Car s'il y a

bien ceux qui optent pour une solution drastique, se limitant à un modeste repas par jour, d'autres, un peu à l'image de mon amie, choisissent uniquement de vider leur quotidien de tout ce qui leur fait très plaisir – chocolat, confiture, saucisson, vin – ou plus généralement loisirs, plaisirs, sorties et habitudes bien ancrées, comme l'utilisation des réseaux sociaux et de leur téléphone portable. Bref, des jeûnes sur mesure, adaptés à chacun, qui prennent alors une dimension plus spirituelle qu'alimentaire et de fait, bien plus percutante selon moi.

Imaginez-vous vous alléger de vos addictions quotidiennes... Poser un temps son téléphone, le soir en rentrant du travail, délaisser Facebook et s'intéresser à ce(ux) qui vous entoure(nt). Manquer l'*afterwork* arrosé du vendredi, ne pas en subir les conséquences le lendemain et profiter la tête claire du week-end. Troquer une onéreuse virée *shopping* pour une simple promenade en forêt. Oublier le pot de glace qui vous sert de dessert chaque soir pour simplement retrouver le plaisir de vous en délecter dans quelques semaines...

Trop souvent perçu comme une purification corporelle, le jeûne entre alors dans une dimension spirituelle qui inviterait au repli sur soi et à l'analyse de nos besoins et envies... et des émotions et sentiments qui les motivent. Le pratiquer inciterait donc tout un chacun à prendre du recul sur son existence et ses habitudes, à s'offrir un temps de pause dans le quotidien qui défile à toute allure et plus globalement : à revoir sa vie. Au-delà toute conviction religieuse, renoncer un temps aux tentations, apprendre à taire ses désirs impulsifs, faire abstraction des plaisirs que parfois vous ne percevez même plus comme tels, nous permettraient de modérer votre faim, dans le sens large du terme, de discipliner votre mode de vie et de gagner en maîtrise de soi. In fine, jeûner nous offrirait en fait l'opportunité d'assainir notre appétit en creusant notre soif. Et force est de constater que vu sous cet angle, le jeûne a de quoi me tenter



L'endroit

Au départ, il y a à peine cinq ans, le restaurant Koeppchen à Wormeldange était devenu l'étendard d'une nouvelle société, Concept&Partners, qui allait se multiplier de façon phénoménale en créant plus d'une douzaine d'endroits à travers le pays. À la tête de cette brasserie de tradition, le jeune Mathias Krack réussit en un rien de temps à donner une nouvelle âme à ce lieu de pèlerinage pour amateurs de poisson frit, en le transformant en resto bistronomique. Entre-temps, le **Koeppchen** (photo : GD) est redevenu un lieu individualisé, le jeune patron n'ayant visiblement pas voulu faire partie d'un groupe à franchisage massif. Chose compréhensible lorsqu'on se rappelle que Mathias, après des études en économie à Innsbruck et une *master class* chez Lenôtre, a officié au Frenchy de la rue du Nil à Paris, devenu pour tous les guides le fleuron de la bistronomie parisienne. Passage court mais qui lui aura appris ce qu'il faut savoir pour allier qualité, simplicité et convivialité. Au Koeppchen, tous les ingrédients sont réunis pour vous faire passer un excellent moment. Au déjeuner, dans une salle archi-comble dès midi trente, le ballet des serveuses et serveurs est impressionnant, tellement il reste gracieux. Le sourire aux lèvres, on vous sert un petit blanc issu d'une carte qui réunit toutes les meilleures caves du pays. Vous grignotez avec ça des éperlans hyper-croustillants, avant vos burgers, steaks ou poissons, servis avec générosité et aux sauces bien relevées. Un petit parfait Grand-Marnier avant le départ et vous y envisagerez déjà la prochaine agape. GD



L'endroit

Voilà donc la brasserie la plus énigmatique du centre-ville de la capitale une nouvelle fois réouverte. Il s'agit de l'ex-Club 5, ex-Colors, ex-Colisée, qui vient de retrouver cette dénomination après avoir affiché « tartinerie » sur sa devanture sans jamais avoir ouvert boutique en tant que telle. Il faut savoir aussi que le nom de « **Colisée** » n'est qu'un nom d'emprunt qui devrait disparaître sous peu, le temps que le nouvel exploitant ait trouvé ses repères (photo : GD). En attendant, on fera avec, mais des changements considérables ont déjà été réalisés en cuisine, de jolis panneaux en bois ont été installés le long des murs au rez-de-chaussée, et la grande terrasse à l'étage va aussi connaître un lifting important. Sur les panneaux en bois, des stickers ludiques indiquent la nouvelle direction : la viande y sera à l'honneur, et on pourra choisir dans les grillades entre des pièces de 300 ou de 500 grammes. Le nouveau gérant, Arnaud Gautier, est en fait un boucher-charcutier français dont la réussite est d'avoir importé le charolais en Thaïlande. À Bangkok, les boucheries Gargantua font depuis quelques années le bonheur des nombreux expatriés, ce qui a permis au sieur Gautier de prendre des parts dans une série de restaurants. C'est en visitant un ami, principal actionnaire du restaurant de la rue Chimay, qu'il est tombé amoureux de ce lieu culte ayant perdu un peu de son lustre. À espérer qu'il remontera vite la pente avec son bœuf pour les carnivores et ses galettes pour les végés. GD



L'endroit

Pour une fois, ce ne sera pas principalement pour l'assiette qu'on vous le recommandera. Non pas qu'on y mange mal, mais ici, c'est vraiment le lieu qui étonne. Autant par son intérieur frais et chaleureux que par son côté cool et sans prétention. **Café by the Office** (photo : GD) est d'abord le bistro d'une pépinière de *start ups* et de créatifs indépendants qui partagent un superbe loft. Installé dans un ancien parking en retrait du boulevard Grande-Duchesse Charlotte, The Office permet la location de box de travail, de bureaux et de salles de conférences. Le concept en est aussi décontracté que l'intérieur. Il présente une belle alternative à ces lieux un peu trop léchés ou figés et souvent empreints du perfectionnisme bourgeois par lequel s'affiche le luxe du pays. On y loue un espace pour quelques heures, plusieurs jours ou semaines, à des prix qui sont à la mesure des besoins de l'occupant. Une aire de relaxation avec des « fat boys » et une cuisine bien équipée sont à disposition de tous. Et puis il y a ce douillet café-resto, dont l'étage supérieur est occupé par la rédaction du site récréatif *Supermiro*. Le temps d'un petit déj, d'un repas ou d'un café, on s'y détend parmi des têtes au look de créatifs. On se sentirait presque à Amsterdam ou à Londres, dans une ambiance qui fait oublier le côté commercial du lieu. Et les prix y sont calculés au minimum. Le café est ouvert aux non membres. Un second The Office vient d'être réalisé au boulevard Prince Henri. Avec un habillage un peu plus *business*, mais toujours très cool. On y attend avec impatience l'ouverture de son bistro : *theoffice.lu*. GD



Piccolo Teatro

Deux ans de rencontres théâtrales au Luxembourg

Un livre de Josée Hansen, avec des images d'Eric Chenal

Éditions d'Étzebuurger Land / 320 pages, 29 euros / ISBN : 978-99959-949-5-2

En vente en librairie, sur www.land.lu

ou en le commandant via courriel land@land.lu ou téléphone : 48 57 57-1

Durant deux ans, Josée Hansen et Eric Chenal ont écouté et observé les gens de théâtre autochtones, acteurs et metteurs en scène, auteurs et dramaturges, scénographes et costumiers, directeurs de théâtres et techniciens, politiques et critiques : les personnalités qui peuplent ce microcosme sont aussi passionnantes que leurs métiers sont divers.

Ce livre est une tentative de capter cet instant précis de l'évolution du théâtre au Luxembourg, où les pionniers ont laissé la place à une nouvelle génération, qui trouve normal de faire du théâtre non seulement son métier, mais sa vie.

SCHULEN BRAUCHEN FREIRAUM
ERZIEHUNGSMINISTER WILL DIE DIGITALISIERUNG VORANTREIBEN, ABER NICHT UM JEDEN PREIS

ELTERN SENSIBILISIEREN FÜR CHANCEN UND RISIKEN
EINE HOTLINE SOLL ELTERN HILFEN BEI DER FRAGE, WIE VIEL ONLINE GUT IST

KLEIN, ABER OHO
EIN MULTIMEDIA-PROJEKT AUS KLEINBETTINGEN ZEIGT: INTERNET UND I-PAD KÖNNEN AUCH IN GRUNDSCHULEN PÄDAGOGISCH SINNVOLL EINGESETZT WERDEN

DIE DIGITALE AKADEMIE KOMMT
DIGITALE VORZEIGEPROJEKTE SOLLTEN DEN STAAT ALS ARBEITGEBER FÜR ITC-FACHKRÄFTE ATTRAKTIVER MACHEN

UNTERSCHÄTZTES POTENZIAL
WIE VIDEOSPIELE HELFEN KÖNNEN, SCHÜLER ZU MOTIVIEREN UND IHNEN GANZ NEBENBEI NOCH ETWAS BEIBRINGEN

ANTI-DEMOKRATISCHE
IN DAS ZEITALTER DES ÜBERWACHUNGSKAPITALISMUS SCHILBERT SHOSHANA ZUBOFF WIE INTERNETRIESEN DATEN SAMMELN, UM UNSER VERHALTEN KONTROLLIEREN UND WIR BEREITWILLIG MITMACHEN

MEDIEN IN DER DNA
EIN MEDIENTEAM HILFT LEHRERN BEIM DIGITALEN UNTERRICHT

GELD ALLEIN REICHT NICHT
FÜNF MILLIARDEN FÜR DEN DIGITALPAKT SIND EIN ANFANG. ES FEHLT KNOWHOW



land

éducation

Digital natives

Ines Kurschat

Der Umgang mit Computer, Tablet und Smartphone ist für die meisten Kinder eine Selbstverständlichkeit. Viele von ihnen können schon im Grundschulalter Spiele bedienen, Bilder hochladen, Sprachnachrichten aufnehmen. Manche können mit etwas Hilfe komplexere Anwendungen vollziehen und kleinere Geschichten erzählen, wie sich beim diesjährigen Wettbewerb *Jeune Journaliste* zeigte. Die Koordinatorin der Schulbeilage saß für den Presserat in der Jury und hat sich zwei Sieger-Schulen genauer angesehen. Eines fiel bei den 44 zugesendeten Beiträgen ins Auge: Waren es früher Jugendliche der Sekundarstufe, die Bild, Ton und Text zu komplexeren Produktionen zusammenfügten, so liefern heute dank Tablet und immer einfacher zu bedienenden Apps schon Grundschüler umfassende Multi-Media-Projekte ab.

Erziehungsminister Claude Meisch (DP) hat mit dem Programm *Digital-4Education*, das die Digitalisierung im Bildungswesen vorantreiben soll, 2015 eine Entwicklung angeschoben, die sichtlich Früchte trägt, wie sich nicht nur in der wachsenden Präsenz von Kommunikationstechnologien und Internetprojekten in den Schulen ausdrückt. Inzwischen nutzen immer mehr Lehrer digitale Medien im Unterricht. Es gibt Online-Plattformen, auf denen neue Lernformen getestet werden, Lehrer tauschen sich über Fächergrenzen hinaus aus, wie sie Laptop und I-Pad am besten einsetzen. In Medien-Einführungskursen und auf Konferenzen werden Aspekte wie Datenschutz, der Schutz der Privatsphäre, Urheberrechte, Verhaltensregeln im *World Wide Web* vermittelt und vertieft.

Was fehlt, ist ein Rahmen, der Grundsätze und Ziele für die Medienerziehung formuliert und dafür sorgt, dass alle Kinder die Schule mit ei-

nem gefüllten Rucksack an ITC-Fertigkeiten verlassen; auch wenn sie sich selbst nicht immer die neueste App leisten können. Noch hängen Qualität und Quantität digitaler Unterrichtseinheiten zu sehr vom Engagement der einzelnen Lehrkraft ab. Es gibt Schulen, die sind von Anfang an digital unterwegs, andere wagen jetzt mit den I-Pad-Klassen die ersten Schritte, reale und virtuelle (Schul-)Welt stärker miteinander zu verbinden. Es sind vor allem jüngere Lehrkräfte, die hier neue Wege gehen.

Nahezu abwesend in der allgemeinen Aufbruchsstimmung ist jedoch ein digitalkritisches Bewusstsein, das über die Sorge vor Sicherheitslücken, Gesundheitsrisiken und Cyberkriminalität hinausgeht. Das SchülerInnen und Schülern die Funktionsweise der digitalen Welt bewusst macht, in der Internetfirmen riesige Datenmengen sammeln, Vorlieben, Interessen, Konsumverhalten online ausspähen (wenn diese Informationen nicht freiwillig hergegeben werden), in einem unfairen Tausch gegen auf den ersten Blick kostenlos erscheinenden Dienstleistungen. Wie die Firmen aus den Datenbergen Informationen filtern, um uns andere Apps zu verkaufen, die uns weiter ausforschen. Wie sie sogar Gesetze ignorieren, um an diese Datenschätze zu kommen.

Die Schule macht hierbei nicht nur mit, sondern setzt sich an die Spitze: Tablets stammen von Apple, *Cloud*-Systeme von Microsoft, viele nutzerfreundliche Anwendungen von Google, Adobe und anderen Firmen. So wird nicht nur die Chance vertan, mittels *Open-source-Software* die Datensammelei zu umgehen und Schülern Alternativen zu bieten. Sie lernen produktspezifisch und werden zu Konsumenten erzogen in einem nicht enden wollenden Kreislauf der digitalen Produktion.

Index

23

Klein, aber oho

Ein Multi-Media-Projekt aus Kleinbettingen
Ines Kurschat

24

Edublog

Nachrichten aus der digitalen Schulwelt
ik

25

„Schulen brauchen Freiraum“

Erziehungsminister Claude Meisch im Gespräch
Ines Kurschat

Digitale Akademie geplant

Fragen an Marc Hansen, delegierter Minister für Digitalisierung
Ines Kurschat

26

Medien in der DNA

Lycée Aline Mayrisch: Digital zu unterrichten, will gelernt sein
Ines Kurschat

27

Unterschätztes Potenzial

Videospiele können pädagogisch wertvoll sein
Sven Wohl

Daten-Behaviorismus

Lesetipp: *Das Zeitalter des Überwachungs-kapitalismus* von Shoshana Zuboff
Ines Kurschat

28

Geld allein reicht nicht

Ein *Digitalpakt* soll die Digitalisierung deutscher Schulen vorantreiben
Martin Theobald

Es braucht Regeln

Ein Ratgeber gibt Tipps über sicheren Internetzugang im Kindergarten
Ines Kurschat



Ein Multi-Media-Projekt aus Kleinbettingen zeigt, wie neue Medien bei Grundschulern sinnvoll eingesetzt werden können

Klein, aber oho

Ines Kurschat

Der Bauernhof der Zukunft ist groß, kommt ohne Umweltgifte aus, seinen Strom bezieht er von Solarplatten auf dem Stalldach – und er bietet viel Freilauf für allerlei Tiere, von Schweinen über Kühen und Pferden; Esel, Hund und Katze nicht zu vergessen. Und Papageien. So großzügig stellen sich Leandro, Mara und Theo aus dem vierten Zyklus der Grundschule Kleinbettingen bei Steinfurt die Landwirtschaft im Jahr 2222 vor.

„Es ist uns wichtig, dass der Bauernhof viel Licht hat“, sagt eine Kinderstimme im Hintergrund. Unter www.luxregional.wordpress.com kann man sich ein Video zum Hof anschauen: Erstellt haben es die Fünftklässler mit Hilfe des Online-Spiels *Minecraft*. Spielende können aus würfelförmigen Klötzen Gebäude nachbauen oder selbst planen und so ganze Welten per Mausklick erschaffen. Weshalb Kühe und Schafe etwas eckig aussehen.

Virtuell und real

Ebenfalls eckig – allerdings klein und eng, mit zwei bis drei Ställen – ist der Bauernhof von heute, den die Klassenkameraden Lana, Lea und Felix aus Legosteinen nachgebaut und dann fotografiert haben. Als Vorbild dient ein echter landwirtschaftlicher Betrieb in der Region, den der Vater von Felix bewirtschaftet und den Kinder im Rahmen ihrer journalistischen Recherchen zu Lebensmitteln und Landwirtschaft besucht haben. *Regional – aber nicht banal* heißt das Multi-Media-Projekt, das der vierte Zyklus der Grundschule für den vom Erziehungsministerium, dem Zentrum für politische Bildung und Presserat gemeinsam ausgetragenen Wettbewerb *Jeune journaliste* einreichte und für den es diese Woche einen Preis überreicht bekam.

Die Kinder wollten herausfinden, welche Bedeutung die regionale Landwirtschaft hat. Zwei Monate lang haben sie dafür gelesen und geforscht, über Massentierhaltung und Bio-Landwirtschaft. Sie befragten Bauern vor Ort, welche Tiere sie halten und wie mühsam die Hof-Arbeit ist, besuchten echte Ställe, waren auf dem Wochenmarkt einkaufen und haben schließlich alles zusammengetragen. Dabei war der klassische Stift und Notizblock zum Notieren von Rechercheergebnissen gerade so im Einsatz wie Mikrofön und I-Pad-Kamera.

Herausgekommen ist eine ausführliche Arbeit, die via Radio, Video, Zeitung und Blog ihre Erkenntnisse nacherzählt: Wie wichtig es sei, Landwirte in der Nachbarschaft zu unterstützen, um unnötige Transportwege zu vermeiden. Mit Regionalität hatten sich die Schüler in einer früheren Unterrichtseinheit befasst. Als sie berieten, welches Thema sie unter *So du mol eppes. La liberté d'expression est un droit fondamental* behandeln könnten, entschied sich die Klasse mehrheitlich für das Umweltthema: „Ich habe gelernt, dass ich, wenn ich regional einkaufe, die Umwelt weniger belastet“, sagt Louis. Wir sitzen im Klassenraum; die Kinder erzählen eifrig, wie ihr Projekt langsam Gestalt annahm.

Wie die Großen

Hilfe und Unterstützung in der Planung und Umsetzung bekamen sie von ihrer Lehrerin Renée Schaber: „Mir macht Medienarbeit Spaß“, sagt die Grundschullehrerin, die schon im vergangenen Jahr mit einer Klasse am Wettbewerb teilgenommen hatte. Dafür bildeten die Schüler zunächst Arbeitsgruppen, in denen sie einen Aspekt vertiefen



Arbeiten wie die Großen: Der Umgang mit digitalen Medien gehört in der Grundschule Kleinbettingen bei Steinfurt zum Unterricht dazu

Medien als Gemeinschaftserlebnis: Jeder kann sich mit seinen Interessen und seinem Talent einbringen und lernt Neues hinzu

sollten. „Wir konnten unsere Gruppen frei wählen“, erzählt Lea. Je nach Vorliebe oder Talent wurde ausgesucht: Die einen schreiben gern, die anderen lesen lieber. Den größten Andrang gab es beim Videospiel *Minecraft*. „Da waren wir zu viele.“

Klassenkameradin Luisa hat sich in ihrer Gruppe Gedanken über die Folgen von Massentierhaltung und unbedachtem Konsum gemacht und mit einer Klassenkameradin ein Plakat entworfen. Ihre Rechercheergebnisse flossen auch in den Radiobeitrag an, die Kinder im Studio des gemeinnützigen Sen-

ders Ara im Rahmen der Jugendsendung *Graffiti* aufnehmen. „Den Text haben wir vorher auf den I-Pads geübt“, erzählt Justin. Seine Eltern sprechen kein Luxemburgisch, aber seine große Schwester hat ihm geholfen, dass er seinen Beitrag ohne Versprecher aufsagen konnte. Und zum Glück gibt es im Radio eine Software, mit der sich die größten Pannen heraus schneiden lassen.

Eine andere Gruppe bereitete Fragen für Interviews mit zwei Bauern vor: Was will die Klasse wissen, was interessiert die Zuhörer? Und wie ist das, wenn man selbst in ein Mikrofön hineinsprechen muss? Außerdem haben sich die Kinder drei Werbespots zum Konsum nicht-regionaler Produkte ausgedacht, die sie ebenfalls im Studio aufgenommen haben, und das in zwei Sprachen: Luxemburgisch und Französisch. Anne-Marie hat das Projekt so viel Spaß gemacht, dass sie sich vorstellen kann, später einmal selbst Journalistin zu werden. „Ich konnte am Anfang Netflix auf den Computer einschalten. Jetzt kann ich verschiedene Anwendungen auf dem Computer bedienen und zum Beispiel Fotos hochladen“, freut sich Mara. Im Klassenzimmer stehen sechs Computerterminals, auch I-Pads standen zur Verfügung.



Neue Rolle für die Lehrkraft

Dass die Lehrerin im Bereich der Medienpädagogik Vorerfahrung hat, half enorm. Aber weniger wegen der Technik: „Ich kannte *Minecraft* vorher nur vom Hörensagen, Leandro hat uns eingeweiht.“

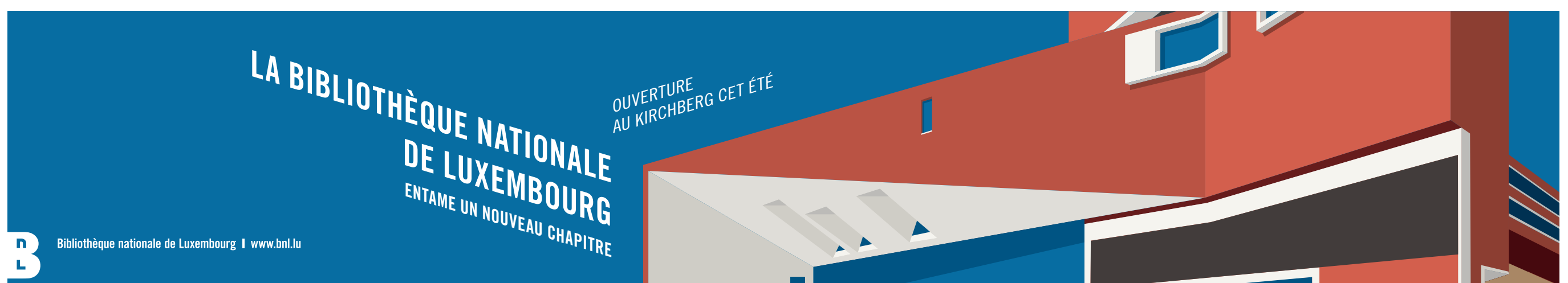
Dass die Fünftklässler auch mal die Nase vorn hatten bei der Bedienung bestimmter Apps, verunsichert die Lehrerin nicht: „Meine Aufgabe ist, die Schüler zu beraten, wenn sie nicht weiter wissen. Ich koordine und strukturiere.“ Auch Hintergrundwissen über Datenschutz und Risiken vermittelt sie, und das quasi nebenbei: Dass Fotos nicht einfach ins Internet gestellt werden können, sondern Kinder dafür die Genehmigung ihrer Eltern brauchen. Dass vor dem Drücken auf den Auslöser die jeweilige Person auch einverstanden sein muss, dass von ihr ein Foto gemacht wird.

Schabers Aufgabe bestand darin, das Projekt zusammenzuhalten, die Gruppen anzuleiten und Input zu geben, wenn es mal irgendwo hakte, Methoden zu vermitteln, mit denen die gesammelten Inhalte überprüft und in verständliche Formate ge-

bracht werden konnten. Lernen als Gemeinschaftserlebnis: Jeder und jede kann sich mit seinem/ihrer Talent und Können einbringen. Die eine weiß, wie man Fotos zurechtschneidet, der andere, wie man *Screenshots* aus *Minecraft*-Szenen erstellt. Die Elemente der Zeitung, Titel, Text, Foto hatte die Lehrerin den Schülern vorher erklärt. Auf dem Blog www.luxregional.wordpress.com, den die Klasse mit der kostenlosen Web-Software angelegt hat, ist das Endprodukt zu sehen.

Teamwork will gelernt sein

Nicht alles klappt auf Anhieb, auch Diskussionen gab es, weil man sich untereinander in einigen Arbeitsgruppen nicht gleich einig wurde: „Manchmal mussten wir länger reden und dann wurde am Ende das gemacht, was die Mehrheit in der Gruppe wollte“, erinnert sich Justin. Wichtig sei, „den anderen zuzuhören und sie zu respektieren“. Die Kinder nickten bekräftigend. Und wenn gar nichts mehr geht, ist ja noch die Lehrerin da. Dann kann sogar etwas richtig Tolles entstehen. „Wenn wir alle konzentriert arbeiten, dann kommt am Ende so etwas heraus“, freut sich Anne-Marie.





édu blog

ITC-bezogene Schulungen sind gefragt: In den Jahren 2016/2017 waren 50 100 Lehrkräfte in ITC-Kurse am Lehrer-Fortbildungsinstitut Ifen in Walferdingen eingeschrieben, ein Jahr später 45 640 und 2019 sind es bisher (bis 8. März) schon 27 769. Insgesamt machten ITC-Kurse rund ein Siebtel aller Einschreibungen der vergangenen zwei Schuljahre aus. Auch im *Stage* sind ITC-Module vorgesehen, sowohl obligatorische fachbezogene mit Fokus auf die jeweilige Didaktik, als auch freiwillige. Der Kurs Medienerziehung ist für alle verpflichtend und behandelt den Schutz der Privatsphäre, der Urheberrechte, deontologische Aspekte und die sozialen Netzwerke. Rund ein Fünftel der Lehrer*innen schreibt die Abschlussarbeit im Bereich Medienerziehung. 24 Dozent*innen vermitteln am Ifen digitale Kompetenzen, hinzu kommen für schulinterne Weiterbildungen freigestellte Lehrer. Sie alle haben Zugriff auf die Lernplattform *eduMoodle*, auf der Dokumentationen, Evaluationen und Prüfungen gespeichert sind. Seit 2016 kümmert sich ein Ifen-Mitarbeiter um die Führung der Plattform, ein weiterer um die Planung der Schulungen zur Digitalisierung. [ik](#)

Sven Becker

Hardware

Software

Planung

Handwerk

Netzwerk

Training

Technikfans gesucht

One2one heißt das Programm, über das das Erziehungsministerium binnen sechs bis acht Jahren alle Schülerinnen und Schüler der Sekundarschulen mit Tablets oder Laptops ausrüsten will. Seit dem Startschuss 2017 wurden 10 440 Tablets ausgeteilt und 489 Laptops. Für die Ausstattung der Schulen ist das Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) zuständig. Die genauen Ausgaben für die Digitalisierung zu beziffern, ist schwierig: Seit 2016 bis Ende 2018 hat das CGIE für Laptop, Computer, I-Pads, „informatische Ausrüstung“ und „IT-Entwicklung“ 16,44 Millionen Euro ausgegeben. Während also die informatische Ausrüstung zügig vorankommt, hapert es an manchen Schulen offenbar an technisch geschultem Personal, das den wachsenden Maschinenpark instandhalten, warten und gegebenenfalls auch reparieren kann. Während manche Sekundarschulen dafür spezielle Technikteams zur Verfügung haben, sind es an anderen Schulen ein oder zwei technikbegeisterte Lehrkräfte, die das nebenher machen. Das kann in einer Anfangszeit gut gehen, spätestens wenn ganze Jahrgangsstufen mit I-Pads ausgerüstet werden, stoßen diese an Grenzen. [ik](#)

Microsoft als Partner

Direktionen, Lehrkräfte und Schüler können seit 2017 die Office-Plattform 365 von Microsoft für den schulischen Gebrauch mit dazugehöriger *Cloud* nutzen – und tun das auch eifrig: Rund 15 000 NutzerInnen werden pro Tag gezählt. Drei Viertel davon sind Jugendliche. Die *Cloud OneDrive* wird von 11 000 Nutzenden täglich frequentiert, seit Januar sind es insgesamt 36 400 pro Tag. In der *Cloud* von Microsoft sind 130 Terabyte gespeicherte Daten, vornehmlich pädagogisch-didaktisches Material, wobei sich dieses aufgrund von Datenschutzbestimmungen auf europäischen Servern befindet. Außerdem haben 38 100 Nutzer auf privaten Geräten mindestens eine „Office Pro Plus Lizenz“ installiert. Im November hatte eine Untersuchung des Software-Pakets „Microsoft Office ProPlus“ im Auftrag des niederländischen Justizministeriums für Aufregung gesorgt, weil ihr zufolge Microsoft gegen die neue Datenschutz-Grundverordnung verstoßen haben soll. Ein Sprecher von CGIE versicherte, die Software sei mittlerweile „datenschutzkonform“. [ik](#)

Medienrahmenplan kommt

Der Service de Coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (Script) hat zusammen mit Schulen, Direktionen und Wissenschaftlern einen Medienrahmenplan entwickelt, der am 4. November vorgestellt werden soll. Der Plan, der zum Ziel hat, die „Bedeutung der Digitalisierung in zukünftigen Bildungs- und Arbeitswelten Rechnung zu tragen“ sowie „eine einheitliche Umsetzung“ zu fördern, basiert auf dem *Europäischen Referenzrahmen für digitale Kompetenzen*. Der zwölfseitige Plan definiert die „digital literacy“ als 21 transversale, fächerübergreifende ITC-bezogene Grundtechniken in fünf Bereichen: Information und „data literacy“, Kommunikation und Zusammenarbeit, Kreation digitaler Inhalte, Sicherheit und Problemlösung. Diese Kompetenzbereiche sollen in bestehende Lehrpläne einfließen, so das Script. Demnach wird es kein eigenes Unterrichtsfach Medienpädagogik geben (die LSAP hatte das im Wahlkampf gefordert). Pilotschulen sollen Indikatoren und *Best practises* entwickeln, die anderen Schulen als Vorbild zur Umsetzung dienen können. [ik](#)

Teilnehmerrekord



73 Grund- und Sekundarschulen beteiligten sich am diesjährigen Wettbewerb *Jeune Journaliste*, den der Presserat, das Zentrum für politisches Bildung und das Erziehungsministerium gemeinsam austragen. Thema der fünften Ausgabe war „So Du emol eppes. La liberté d'expression est un droit fondamental“. 44 Schulen reichten Medienprojekte ein, die von Zeitung über Video und Radio bis hin zum Blog reichten und von einer sechsköpfigen Jury, bestehend aus Vertreter*innen der drei austragenden Stellen, begutachtet wurden. Am Montag wurden die Gewinner ausgezeichnet: Zu Gast beim Vorjahressieger, dem Lycée Josy Barthel im Mamer, bekamen sie Urkunden und jeweils eine kleine finanzielle Anerkennung überreicht (Foto: Didier Sylvestre). Es gewannen die Grundschulen Bettemburg (zum Thema Armut) Kleinbettingen (Multi-Media-Projekt zu Regionalität) und Colmar-Berg (Video zu Krieg und Flucht). Das Lycée Aline Mayrisch gewann in drei Kategorien (mit den Themen Geschlechter, Klimawandel und Mobbing), das Lycée Nic-Biever in Dülédingen ebenfalls mit einer Arbeit zu Mobbing. Auch Schüler der ehemaligen *Éducation différenciée* waren mit Zeichnungen erfolgreich. [ik](#)

Digital unterrichten

English is it, jedenfalls in der digitalen Welt. Folglich hieß das erste Netzwerktreffen am 8. März im Lënster Lycée in Junglinster für Lehrer, die an ihrer Schule ein *one2one*-Projekt begleiten, *Te@chmeet*. Das Konzept der Teachmeetings kommt aus den USA und es handelt sich um organisierte, aber informelle Treffen von Schulen und Lehrern, die sich dort über *Best practises* und Herausforderungen austauschen. Am Freitag waren rund 15 Schulen anwesend, so Luc Weis, Leiter des Script. Jede Schule habe 15 Minuten Zeit gehabt, um ihren Ansatz vorzustellen.

Wer den Austausch über digitalen Unterricht vertiefen will, kann das diesen Samstag, den 16. März, auf dem Campus Edupôle in Walferdingen im Rahmen der anmeldepflichtigen *Edusphere*-Konferenz tun. Gastrednerin ist Laurence Corroy, Professorin der Universität Paris-Sorbonne, die sich auf digitale Medienerziehung spezialisiert hat. Nach ihrer Intervention werden in thematischen Werkstätten Aspekte vertieft, wie zum Beispiel „smart Games“, Videospiele mit pädagogischer Mission, Filmen mit dem I-Pad oder Einführung in die Lernkonzepte von Lego Education, die Kinder früh an Naturwissenschaften (und Lego) heranführen sollen. Die Veranstaltung wird vom Weiterbildungszentrum Ifen in Walferdingen organisiert. [ik](#)

Fit für den Arbeitsmarkt

Learning to work: my first job experience in Tech heißt ein Programm der Luxembourg Tech School (LTS), das internetaffine Schüler auf den Arbeitsmarkt vorbereiten will. Dafür entwickeln sie ein eigenes Projekt und werden von „Digital Coaches“ der LTS betreut. Außerdem bekommen sie 100 bis 200 Arbeitsstunden bezahlt. Geldgeberin ist die Investmentbank State Street. Laut Pressemitteilung sollen die außerschulischen Projekte „an element of social impact/ or sustainability“ haben. „These projects will be overseen by an LTS coach as their 'line manager' and delivered to the market“. Luxembourg Tech School (www.techschool.lu), startete mit 30 Schülern von drei Schulen, erreicht heute 120 Schüler von sieben Lyzeen und organisiert Workshops und Wettbewerbe für junge Computercracks außerhalb der Schule. Gründer ist „Digital Leader“ Sergio Coronado, der im Rahmen der „Digital Strategy“ der Regierung entdeckt und gefördert wurde. LTS wird vom Schulministerium finanziell unterstützt und gilt als digitales Vorzeigeprojekt von Minister Claude Meisch. Das Schulcredo passt in die liberale Logik: „LTS wants to (...) open the doors of the work environment to the students as quickly as possible.“ [ik](#)



„Schulen brauchen Freiraum“

Digitalisierung ist in aller Munde. Was macht der Bildungsminister Claude Meisch, um Schulen und Lehrer auf das digitale Zeitalter einzustellen?

Fragen: Ines Kurschat

D’Land: Herr Minister, Sie haben 2015 das Aktionspaket Digital4education angekündigt. 2017, das ist mehr als 40 Jahre nach dem Start des ersten Internets. Warum dauert es so lange, bis Veränderungen in der Schule ankommen?

Claude Meisch: Die Schule hat oft eine gesunde Skepsis und läuft nicht jedem Trend nach. Inzwischen hat sich gezeigt, dass die Digitalisierung die Gesellschaft und unsere Gewohnheiten revolutioniert. Sie bietet auch der Schule Chancen. Was den Unterricht betrifft, aber auch was die Kommunikation zwischen Lehrern und Eltern, Schülern und Lehrern angeht. Wir müssen diese Entwicklung aber so begleiten, dass sie niemanden überfordert.

Die Regierung will allen Sekundarschülern ein Tablet an die Hand zu geben. Das Tablet sei aber kein Selbstzweck, betonen Sie. Was ist es dann?

Das I-Pad ist ein Instrument und seine Nutzung macht pädagogisch Sinn, wenn es für das Lernen etwas bringt. Wenn ich im Geschichtsunterricht neben dem Text ein Originaltondokument abrufen kann, dann schafft das Mehrwert. Ebenso, wenn ein Lehrer digital nachvollziehen kann, ob ein Schüler Fortschritte macht, oder wenn ihm digitale Anwendungen helfen, zu differenzieren und individuell auf den Lernprozess eines Schülers einzugehen. Oder wenn sich über Cloud-Systeme die Kommunikation und der Austausch zwischen Schülern und Lehrern vereinfacht.

„Auch Videospiele können mit Lernen verbunden sein“

Wenn es um digitale Kompetenzen geht, geht es meist um die Schüler. Aber wie steht es eigentlich um die Lehrer?

Das Gros der Lehrer hat einen selbstverständlichen Umgang mit Medien, weil sie sie beruflich in der Schule, aber auch privat nutzen. Und weil die meisten Medien inzwischen so nutzerfreundlich sind, dass man nicht Informatik studiert haben muss, um sie zu verstehen. Medien pädagogisch sinnvoll zu nutzen, ist aber nicht so einfach. Da werden sicher noch Weiterbildungen und Erfahrungswerte benötigt. Für den Lehrer bedeutet der Umgang mit Medien im Unterricht auch, dass sich seine Rolle ändert: Es geht nicht so sehr um Wissensvermittlung, sondern um die Analyse, Anwendung und Vernetzung von Informationen.

Immer mehr Schulen starten eigene IT-Projekte von unterschiedlicher Qualität. Wäre ein Rahmenplan Medienkompetenz, der Leitlinien vorgibt, sinnvoll?

Wir sind gerade dabei, einen solchen Rahmenplan zu formulieren. Er soll als Handlungsanleitung dienen. Ansonsten wollen wir den Schulen aber Freiraum lassen, denn an den Schulen geschieht sehr viel. Vor zwei Jahren haben wir das Label Future Hub eingeführt, um innovative Sekundarschulen im Bereich der ICT anzuerkennen.

Informatik wird bisher vorrangig in klassischen Lyzeen unterrichtet. Talent gibt es aber auch auf anderen Schulstufen.

Darum haben wir es zur Bedingung gemacht, dass die Future-Hub-Lyzeen Ausbildungen auf den unterschiedlichen Schulzweigen anbieten sollen. Es gibt eine IT-Ausbildung innerhalb des DAP und des Technikers. Bisher sind die drei Future-Hub-Schulen ein Pilotprojekt, aber wir möchten das Konzept auf andere Schulen ausdehnen.

Mit Luxembourg Tech School unterstützt das Ministerium ein weiteres IT-Projekt, allerdings außerhalb der regulären Schulzeit. Weil es nicht in den herkömmlichen Stundenplan passt?

Das Angebot der Luxembourg Tech School ist schulbegleitend und richtet sich an talentierte Jugendliche, die meist sehr gute Mathe- und Englischkenntnisse haben. In Ateliers und Arbeitsgruppen programmieren und entwickeln sie gemeinsame Projekte. Und was dabei herauskommt, lässt einen den Mund offen stehen. Mir auch.

Viele Computercracks eignen sich ihr Wissen selbst an. Ist die Schule mit ihren Fächern und Abschlüssen den Herausforderungen der Digitalisierung und neuen Arbeitsformen gewachsen?

Cracks, die in der Schule Probleme haben und trotzdem groß rauskommen, gab es schon immer, siehe Albert Einstein oder Bill Gates. Deshalb muss ich nicht gleich alle Schulen niederreißen. Schulen brauchen sicherlich mehr Freiraum. Schauen Sie beispielsweise den Erfolg der Makerspaces an, die es in mehr als der Hälfte der Lyzeen gibt, dann ist das eine Form eines kreativen Freiraums, in dem sich Schüler ausprobieren und eigene Ideen entwickeln können. Früher haben Kinder in der Garage mit dem Vater oder Opa geschraubt.



Erziehungsminister Claude Meisch (DP) will den verantwortungsbewussten Umgang mit Kommunikationstechnologien fördern

Schön wäre, wenn sie das auch in von Frauen geführten Garagen könnten ...

Stimmt, es ist eine Herausforderung sicherzustellen, dass diese Bereiche nicht nur Jungen offen stehen und Mädchen außen vor bleiben. Studien belegen: Mädchen haben dieselben technischen Fähigkeiten; es ist ihr Umfeld, das ihnen einredet, sie könnten etwas nicht. Das müssen wir ändern.

Wie steht es mit den gesundheitlichen Risiken von Smartphone und Tablet?

Die Beratungsinitiative Bee Secure klärt über Risiken im Internet und in den sozialen Netzwerken auf, warnt vor Abzocke und Grooming, berät zu Filtern, damit Kinder nicht Inhalte sehen, die nicht für ihr Alter bestimmt sind. Eltern treibt heute die Frage um, wie viel Zeit vor dem Bildschirm gesund,

sinnvoll und altersgerecht ist. Ein Kleinkind vor ein Tablet zu setzen, macht nicht viel Sinn. Sein Gehirn ist noch nicht so weit entwickelt. Videospiele können für Kinder und Jugendliche mit Lernprozessen verbunden sein, allerdings kann zu viel Zeit vor dem Bildschirm zur Spielsucht führen. Kinder müssen wissen, dass viele Spiele und Anwendungen so konzipiert wurden, dass wir möglichst viel Zeit mit ihnen verbringen. Das gilt auch für uns Erwachsene. Wir werden Eltern sensibilisieren und müssen Vorbild sein und selbst das Handy aus der Hand legen.

Was war die letzte App, die Sie auf Ihr Handy geladen haben?

Privat lade ich vor allem Musik aus dem Internet. Die letzte App, die ich auf mein Handy installiert habe, war RunKeeper (eine kostenlose Jogging-App, die gelaufene Kilometer auswertet, die Redaktion).

„Wir planen eine Digitale Akademie“



Marc Hansen (DP), Minister für Digitalisierung

Fragen: Ines Kurschat

D’Land: Herr Minister, der Run um die klugen IT-Köpfe ist im Gang und das weltweit. Wie will Luxemburg mithalten?

Marc Hansen: Luxemburg ist nicht nur attraktiv wegen der politischen Stabilität und der hohen Löhne. Es ist gut aufgestellt in punkto Infrastrukturen, siehe Datenzentren. Wir machen große Fortschritte bei der Planung zum Hochleistungsrechner, unsere

Forschungszentren stehen sehr gut da. Wir haben ein Programm Digital Strategy aufgelegt, das wir umsetzen. Wir gehen in Richtung E-Government und werden dabei vom Centre des technologies de l’information de l’État (CTIE) unterstützt. Und das dem Premierminister zugeordnete Ministerium für Digitalisierung beweist: Es ist der politische Wille da, die Digitalisierung voranzubringen. Das merken die Leute in der Branche, das zieht sie an.

In der Privatwirtschaft entstehen Start-ups, mit flexiblen Arbeitsbedingungen und Löhnen auf Verhandlungsbasis. Beim Staat gelten starre Gehältertabellen. Kann er ein attraktiver Arbeitgeber für Kreative sein?

Die Regierung hat sich die Digitalisierung auf die Fahnen geschrieben. Wir werden neue Projekte anschieben und haben es auch schon, siehe Open data, in der künstlichen Intelligenz, in der Cyber-Sicherheit. Das ist auch für junge Leute spannend. Seitdem es das Ministerium für Digitalisierung gibt, bekomme ich viele interessierte Anfragen auch aus dem Ausland.

Welche Berufsprofile sucht der Staat?

Das CTIE sucht Webentwickler, Programmierer, Spezialisten für Infrastrukturen und Maintenance. Wir benötigen in Zukunft hochspezialisierte Datenanalytiker und Programmierer, die sich mit künstlicher Intelligenz auseinandersetzen. Das CTIE hat derzeit 450 Mitarbeiter und steuert, zählt man die externen Mitarbeiter hinzu, auf die 500 zu. Es bemüht sich zudem, sich stärker für Profile mittlerer Laufbahnen zu öffnen. 2018 wurden dort 16 Personen eingestellt, die jetzt on the job ausgebildet werden.

In Schule und Uni zählen Zeugnisse und Diplome. Computercracks eignen sich ihr Wissen jedoch oft selbst an und haben nicht unbedingt Informatik studiert, sondern vielleicht ein Start-up gegründet und so Erfahrungen gesammelt.

Bisher war es öffentlichen Verwaltungen überlassen, ob sie vorherige Berufserfahrung anerkennen oder nicht. Mit der Abschaffung der 80-80-90-Formel planen wir eine Reform des Beamtengesetzes, mit dem die Anerkennung voriger Berufserfahrung obligatorisch wird. Das soll den Übergang zwischen Privatwirtschaft und Staat erleichtern, und zwar nicht nur für Menschen aus der IT-Branche.

Das Institut national d’administration publique (Inap) bildet Beamte aus. Sein IT-Kursangebot besteht aus klassischer Verwaltungssoftware, wie Excel und Webcontent-Managementsysteme. Das ist dünn.

Dass der Minister der Digitalisierung zugleich Minister für den öffentlichen Dienst ist, geschieht nicht ohne Hintergedanken. Viele Kompetenzen, die wir für digitale Anwendungen brauchen, kennen wir heute noch nicht. Fest steht: Wir müssen unsere Beamten in der Grundausbildung, aber auch im Laufe der Karriere fortlaufend auf digitale Entwicklungen vorbereiten. Ich habe das Inap beauftragt, eine digitale Akademie aufzubauen. Dabei geht es nicht nur darum, digitale Schulungen für Führungskader zu entwickeln, die sie in Innovationsgeist schulen, damit sie von Anfang an lernen, digitale

„Die Regierung wird neue digitale Projekte anschieben. Das ist auch für junge Leute spannend“

Formate mitzudenken, ob bei juristischen Texten oder für konkrete Projekte. Sondern auch um digitale Formate wie das E-Learning und Online-Module.

Frauen sind im IT-Sektor unterrepräsentiert. Was tun Sie, um sie zu fördern?

Im Women in Digital-Index belegt Luxemburg in der EU den dritten Platz. Frauen haben hierzulande also fast so gute Basiskompetenzen im Umgang mit den neuen Technologien wie Männer. Das kann sich sehen lassen. In den Berufsfeldern spiegelt sich das noch nicht so wider. Alle Angebote, die wir unseren Beamten machen, richten sich selbstverständlich an Frauen und Männer. Wir kooperieren mit Women in Digital Empowerment, um Frauen für IT-Berufe zu gewinnen. In den Schulen gibt es ähnliche Projekte für Mädchen.

Tauschen Sie sich systematisch mit anderen Ministerien über die Digitalisierung aus?

Ich bin jetzt fast drei Monate im Amt. Wenn ich jetzt schon von Systematisierung reden würde, wäre das wenig glaubwürdig. Aber für die Digital Strategy besteht eine interministerielle Arbeitsgruppe. Eine meiner Aufgaben wird sein, mich mit anderen Ministerien zusammenzusetzen und Projekte wie das E-Government voranzutreiben. Das machen wir auch im Regierungsrat. Wir werden ein Hohes Kommissariat einrichten, in dem wir mit allen Schlüsselakteuren über die Herausforderungen beraten werden. Aber geben Sie mir etwas Zeit, wir sind ja eine Art Start-up-Ministerium und müssen uns erst aufstellen.

Um Projekte wie die künstliche Intelligenz oder E-Government weiterzuentwickeln, braucht es Kompetenzen und Ressourcen. Wie ist Ihr Ministerium aufgestellt?

Das CTIE stärkt mir den Rücken, der Direktor ist bei allen entscheidenden Sitzungen dabei und bringt das nötige Knowhow mit. Ansonsten sind wir dabei, uns gerade aufzustellen. Es sind Leute im Team dabei, die bereits am Aufbau der Digital Strategy mitgewirkt haben, die an den Beratungen zum Hochleistungsrechner oder zur künstlichen Intelligenz beteiligt sind. Wir greifen zudem auf die juristische Kompetenz des CTIE zurück.

Die Jugend denkt bei Karrieren im IT-Bereich eher nicht an den Staat, sondern an Internettriesen oder Start-ups. Andere sammeln Erfahrungen in offenen Formaten wie Hacker-Plattformen oder interesselgeleiteten Chat-Gruppen.

Wir sind Partner des Hackathon, den wir vergangene Woche eröffnet haben, diese Tüftlerplattformen sind interessante Formate für uns. Die Jugendlichen heute wachsen wie selbstverständlich in das digitale Zeitalter hinein, für sie ist die Nutzung von Smartphones Alltag. Deshalb müssen wir offen sein.

Medien in der DNA

Ines Kurschat

Es hat mehrere Preise gewonnen und die Nase in Sachen Medien vorn. Frotzelnd könnte man sagen: Das Lycée Aline Mayrisch auf dem Campus Geesseknäppchen ist so etwas wie der Streber der schulischen Medienerziehung. Auch dieses Jahr räumten die Schüler beim Wettbewerb *Jeune Journaliste*, den der Conseil de presse zusammen mit dem Erziehungsministerium und dem Zentrum für politisches Bildung austrägt, in drei Altersstufen ab. Selbst dem Bildungsminister ist das konstant hervorragende Abschneiden nicht entgangen: Das Lycée Aline Mayrisch sei „auch im internen Betrieb weiter in Sachen Digitalisierung, weil sie früh ihre eigene Hardware aufgebaut hat.“ Da drängt sich die Frage auf: Wie machen die das?

„Uns hilft sicherlich, dass wir von Anfang an als Laptop-Schule gegründet wurden und der Umgang mit den neuen Technologien daher nicht neu ist“, erinnert sich Carole Chaîne. Schulleiterin Chaîne ist Kunstlehrerin und war eine der digitalen Pionierinnen. „Ich habe im Kunstunterricht digital gearbeitet und musste mich damals auch erst herantasten.“ Um Medien in der gesamten Schule den Stellenwert einzuräumen, den sie laut Schulprofil haben sollten, hat das Lyzeum früh ein Medienteam auf die Beine gestellt: Fünf Lehrkräfte aus mehreren Fachdisziplinen (Französisch, Deutsch, Geschichte, Mathe, Wirtschaft und Soziales) sind stundenweise freigestellt und stehen ihren Kollegen nach Bedarf mit Rat und Tat zur Seite.

Eine davon ist Judith Reicherzer, sie hat die Medienoption ins Leben gerufen. „Ich wusste vorher auch nicht viel über Medienpädagogik. Das Wissen habe ich mir im Laufe der Jahre angeeignet.“ Eingestellt wurde die ehemalige Journalistin, die für namhafte deutsche Zeitungen geschrieben hat und vor 17 Jahren ins Lycée Aline Mayrisch einzustieß, zunächst, um die Schülerzeitung *Periscope* zu begleiten und Schülern journalistisches Handwerk, wie das Recherchieren, Einordnen und Überprüfen von Informationen, zu vermitteln. Bald fiel ihr auf: Viele Schüler machten mit ihrem Smartphone lieber Fotos von der Zeitung und schickten die Beiträge dann per soziale Plattform herum. „Judith hat antizipiert, dass die Zukunft nicht dem Papier, sondern anderen Formaten gehört“, erzählt Carole Chaîne. Wir sitzen am Konferenztisch im aufgeräumten hellen Direktionszimmer.

Bevor es losgehen konnte, erzählen die beiden, mussten die Wahlluxemburger und ihre KollegInnen ein pädagogisches Konzept entwickeln, das Unterstützung der Lehrer bekam. Zur Orientierung half ein Rahmenplan Medienerziehung, der landesweit aber nie verbindlichen Charakter hatte. Ziel sollte sein, den Schülerinnen und Schülern „einen verantwortungsbewussten Umgang mit elektronischen Medien und ihren Inhalten zu vermitteln“. Ein Medienteam bietet für



Die Rolle des Lehrpersonals ändert sich: Es wird weniger oft frontal vorgetragen, so bleibt freie Zeit, um Schüler individuell zu beraten

Jugendliche von der 7^e bis zur 1^{ière} Wahlkurse und außerschulische Projekte an, sie lernen wie journalistisches Arbeiten geht, produzieren Radiosendungen und Kurzfilme (siehe *d'Land* vom 23.3.2018). Schnell kam die Idee auf, neben einem Team von – freiwilligen – Medienexperten eine Online-Plattform *E-lam1* aufzubauen, von der Lehrkräfte pädagogisch-didaktische Inhalte abrufen können. So lassen sich gemeinsame fächerübergreifende Projekte organisieren. Denn das ist eine weitere Spezialität im Aline Mayrisch: Dass oft mehrere Lehrer unterschiedlicher Fachdisziplinen gemeinsam ein Projekt planen und durchführen. Diejenigen, die nicht so technikaffin sind, können sich vom Medienteam einweisen lassen und lernen so, die Scheu vorm Unterricht mit Laptop oder I-Pad zu verlieren.

Funktionieren kann diese Zusammenarbeit deshalb, weil ein kompetentes Team von Technikern die Infrastruktur und den Maschinenpark aufgebaut hat und aus dem FF kennt. Ein Anruf reicht, wenn ein Beamer nicht funktioniert oder eine Applikation partout nicht starten will. Inzwischen hat

das Lyzeum ein regelrechtes Medienlabor, mit Radio- und Fernsehstudio und Kameras, mit denen es Videos und Beiträge fürs Schulfernsehen in fast professioneller Qualität produziert, mit Unterstützung eines technischen Dienst. Schüler können die Option Medien wählen; der Andrang ist groß.

Bevor die Kamera läuft, das Mikro aufzeichnet oder die Suchmaschine beim Recherchieren hilft, erhalten alle 7^e-Schüler eine Einführung in Mediennutzung. Dabei wird nicht nur notwendiges technisches Knowhow vermittelt, sondern zudem Basiswissen zu Datenschutz und Cybersicherheit. Denn wer nicht in der Medienwerkstatt ist, arbeitet im Unterricht mit dem Laptop oder mit dem I-Pad. Mittlerweile haben landesweit alle Schüler und Lehrer ein Online-Konto in einer *Cloud*. Sie ermöglicht es, Dateien online zu speichern und auf diese zu jeder Zeit von jedem Ort zuzugreifen. „Es ist wichtig, dass die Schüler wissen, dass sie nicht einfach Fotos nehmen und in die Cloud laden oder ins Internet stellen können“, betont Schulleiterin Chaîne. Die Internet-Berater von BeeSecure sind gern gesehene Gäste in der Schule.

Auch mit Hilfe von Schulkonferenzen vertiefen Schüler, Lehrer und Eltern ihr digitales Wissen. Gegenstand der letzten Konferenz waren Urheber- und Autorenrechte. „Das war schon recht technisch“, sagt selbst Reicherzer. Weil sich die Jugendlichen der Medienoption über neueste Trends und Hoax austauschen, hält sich die Aufregung über Meldungen, das *Momo-Challenge* würde in den Netzwerken, auf *Youtube* und sogar in Online-Videospielen erneut die Runde machen, am Lycée Aline Mayrisch in Grenzen. „Wir wissen davon, seit es das erste Mal aufkam und nicht klar war, ob es sich um einen schlechten Scherz handelte oder ein ernstzunehmendes Phänomen“, so Reicherzer. *Momo-Challenge* soll ein Spiel sein, bei dem Spieler Mutproben bestehen müssen und an dessen Ende die Aufforderung stehe, sich selbst zu töten. Ein Schüler in Frankreich soll, das meldeten Medien im Winter, sich deswegen umgebracht haben. Doch Recherchen seriöser Nachrichtenorganisationen haben bis heute nicht nachweisen können, dass das „Spiel“ wirklich existiert, trotz angeblicher Todesmeldungen. Und UK Safer Internet, eine Fachstelle für Internetsicherheit, meldete Ende Februar: Bei

Damit Jugendliche Medien sinnvoll und verantwortungsvoll nutzen lernen, sind alle gefragt: Eltern, Lehrer und die Schüler selbst

Momo handele es sich um *Fake News*, und es sei die Hysterie Erwachsener, die die eigentliche Gefahr darstelle. Mit manipulierten Informationen haben sich Schüler intensiv auseinandergesetzt, sogar ihre eigene *Fake News* produziert. Mittlerweile sei das Thema „durch“, sagt Reicherzer. „Das können viele Schüler nicht mehr hören.“

Während für die meisten Schüler der Umgang mit sozialen Netzwerken, Applikationen zum Alltag gehört, ist das für Lehrer nicht immer der Fall. Manche haben anfänglich Hemmungen. „Mit den Medien verändert sich die Beziehung zum Schüler. Es geht weniger darum, Wissen zu vermitteln, als mit den Schülern gemeinsam Lösungen zu entwickeln und ihnen zu helfen, wie sie Informationen bewerten“, sagt Reicherzer. Der Lehrer sitzt nicht mehr vorne und die Schüler hören zu, sondern betreut individuell: Die Zeit, die er gewinnt, weil er keine Vorträge mehr hält, kann er anders nutzen. Inzwischen kämen immer mehr Lehrer auf den Geschmack. „Die merken auch, dass der Gebrauch von I-Pads für viele Schüler eine zusätzliche Motivation ist, sich einzubringen.“ Und dank des Medienteams und der Erfahrung, die viele KollegInnen schon gemacht haben, wird der Einsatz von I-Pad und Smartphone immer mehr zur Routine.

Nicht immer hinterherkommen die Eltern. Mütter und Väter hätten oft Schwierigkeiten, die richtigen Grenzen zu setzen, erzählt Carole Chaîne. „Es ist wichtig, dass Eltern wissen, wie ihre Kinder I-Pad und Smartphone nutzen.“ Die Schulleiter sieht auch die Eltern in der Pflicht, wenn es um einen altersgerechten, verantwortungsvollen Umgang mit Internet und Handy geht: „Medienerziehung geht uns alle an.“ Eltern müssten klare Regeln haben – und sich auch selbst dran halten, sagt Reicherzer. Mancher Vater, manche Mutter waren anfänglich skeptisch, ob der Medienswerpunkt ihren Sohn oder Tochter nicht überfordern werde.

Dann erklärt die Schulleiterin oder jemand vom Medienteam geduldig, dass I-Pad, Laptop und Smartphone auch im Aline Mayrisch keineswegs immer und zu jedem Zeitpunkt zugänglich sind, dass es guten Unterricht gibt, der auch gänzlich ohne neue Technologien auskommt – und Schüler dies auch einsehen: Insbesondere bei älteren Schülern, die Smartphones besitzen und I-Pads regelmäßig nutzen, machen im Laufe der Schulzeit irgendwann die Erfahrung, dass die ständige Präsenz des Handys auch belastend sein kann, weil es ablenkt und im schlimmsten Fall die Schulleistungen darunter leiden. In vielen Klassen werden deshalb vor der Stunde die Mobiltelefone eingesammelt. Rausgeholt werden dürfen sie nur, um etwas für den Unterricht nachzuschauen. Peer-Mediatoren gehen in den Pausen umher und sprechen (jüngere) Schüler auf ihre Handynutzung an. Von einem allgemeinen Mobiltelefonverbot, wie im Sommer in Frankreich für Vorschulen, Grundschulen und weiterführenden Schulen beschlossen, halten Chaîne und Reicherzer nichts: „Wir können ihnen das Smartphone wegnehmen – aber dann wüssten sie immer noch nicht, wie sie es sinnvoll nutzen können.“



Sven Becker



Schulleiterin Carole Chaîne (links) und Medienexpertin Judith Reicherzer vom Lycée Aline Mayrisch: Ein Expertenteam unterstützt Lehrer, die digitale Medien im Unterricht nutzen wollen

Während Schüler wie selbstverständlich mit Laptop, I-Pad, Smartphone aufwachsen, tun sich Lehrer mit dem Einsatz von Medien im Unterricht schwerer

Gute Videospiele können motivieren, zum Lernen anhalten und für Technik begeistern

Unterschätztes Potenzial



Gütesiegel sollen Eltern und Jugendlichen die Suche nach pädagogisch sinnvollen Videospiele erleichtern

Sven Wohl

Vor 30 Jahren erschien mit *SimCity* ein Computerspiel, wie kein anderes. Gewinnen konnte man hier nicht, sondern man erhielt die Möglichkeit, die Stadt seiner Träume zu bauen. So weit, wie es die Spielregeln und Systeme erlaubten. Diese erschlossen sich Spielende nach und nach. Gleichzeitig lernten sie die Herausforderungen moderner Städteplanung kennen. Von der Energie- und Wasserversorgung hin zum Verkehrsmanagement, inklusive öffentlichen Transports und einer vereinfachten Aufteilung von Residenz-, Kommerz- und Industriezonen. Mit den Jahren folgten mehr Ebenen, weshalb Spieler und Spielerinnen sich in immer komplexere Systeme hineinarbeiten mussten. Und dadurch mehr lernten.

Dieser Lernprozess liegt zahlreichen Videospielen zu Grunde. Wie andere Medien auch, kann dieses nicht anders, als die Realität in ihren Systemen widerspiegeln. Auch Kreativität gehört zu diesen Lernprozessen hinzu. Wenn Kinder und Jugendliche mittlerweile direkt mit *Minecraft* angesprochen werden, lassen sich daraus mehrere Schlüsse ziehen. Zum einen erlaubt es *Minecraft*, sich ähnlich wie bei *SimCity* auszudrücken. Zum anderen kann die Gestaltung zusammen mit anderen Spielern geschehen. Das gemeinsame Erschaffen eines Projektes fördert hier soziale Komponente. Das Zusammentragen und Verplanen von Ressourcen runden die gemeinschaftliche Erfahrung ab.

Während Systeme und Spielmechaniken immer mehr Inhalte – und damit Botschaften – transportieren können, leisten traditionellere Elemente wie das Setting oder die Erzählung das ihrige. Tatsächlich profitieren sogenannte „Educational Games“ von zusätzlicher Kontextualisierung. Der Klassiker unter den Lernspielen ist *Oregon Trail*: Während die Mechaniken des Spieles versuchen, die verschiedene sozioökonomischen Aspekte eines Pionier-Treck zwischen den 1840-er und 1860-er zu erfassen und zu vermitteln, sind es das Setting und die Texte, welche den historischen Hintergrund vermitteln.

Das hat seine Grenzen. Zum einen können Spielmechaniken überbetont werden, wodurch die Kontextualisierung und die Wissensvermittlung leiden. Andererseits kann sich die Wissensvermittlung so sehr in den Vordergrund schieben, dass der Spaßfaktor verloren geht. Wenige Spiele schaffen diese Balance, was durch den Graben zwischen Edutainment und reiner Unterhaltungssoftware unterstrichen wird. Wie bereits erwähnt bildet das direkte Beibringen von Lerninhalten nur einen Aspekt dar: Der Blick über den thematischen Tellerrand hin zum modernen Videospiel lohnt sich hier. Tangentiales Lernen spielt eine wichtige Rolle: Die meisten

Videospiele werden oft als reine Unterhaltung abgetan. Dabei können sie direkt und indirekt pädagogisch wertvoll sein

Seit einem guten Jahrzehnt haben sich unabhängige Entwickler fern von Electronic Arts, Ubisoft oder Activision/Blizzard daran gemacht, ein breites thematisches Spektrum abzudecken. Tangente Lernerfahrungen gibt es hier zuhauf. *Gone Home's* Erkundungstour vermittelt Offenheit, die aktuelle spanische Entwicklung *Gris* lässt eine/n Traumabewältigung hautnah miterleben und *Celeste* lässt die Spielende mit der von Panikattacken geplagten Protagonistin mitwachsen. Spiele wie diese sind mehr als bloße Mechanik, mehr als Storytelling. Sie versuchen, Erfahrungen zu vermitteln und Spielende an ihnen teilnehmen zu lassen. Als solches sind sie pädagogisch wertvoll, ohne dass dabei der Spaßfaktor oder die Herausforderung verloren geht.

Andere Spiele wagen sich vor, direkt politische Inhalte zu thematisieren. In „Papers, Please“ beispielsweise übernehmen die Spieler/innen den Grenzkontrollleur einer pseudo-sowjetischen Nation. Die Obrigkeit gibt einem klare Regeln, wer herein zu lassen ist, und wer nicht. Mit jedem Tag ändern diese Regeln, teilweise durch internationale Entwicklungen. Als Passkontrollleur/in wird man jedoch mit unmöglichen Situationen konfrontiert. Beispiel: Lässt man sich bestechen, um jemanden durchzulassen, dessen Papiere nicht in Ordnung sind? Falls ja, riskiert man damit Strafen, wodurch Geld für Medikamente für die eigenen Kinder fehlt. So erfährt man die Kaltblütigkeit eines faschistischen Systems. This *War of Mine* setzt ebenfalls auf gewichtige Entscheidungen. Im Gegensatz zu anderen Spielen erlebt man hier Kriegsgräuel aus der Perspektive der Zivilisten. Als Zivilist/in wird man hier ganz anderen Szenarien ausgesetzt, als bei einem üblichen Egoshooter der „Call of Duty“-Reihe. Hier steht nicht mehr der Kampf im Mittelpunkt, sondern das nackte Überleben. Allein diese Wahl der Perspektive ermöglicht neue Lernerfahrungen.

Man sollte den großen Herstellern hier kein Unrecht tun. Ubisofts *Assassins Creed*-Reihe beispielsweise spielt je nach Titel in den unterschiedlichsten Epochen der Geschichte. Die Entwickler geben sich hier redlich Mühe, Städte aus den Epochen wiederaufleben zu lassen. Aus den Spielenden werden virtuelle Zeitreisende, die Rom, Alexandria oder andere Lokaltäten und ihre historischen Persönlichkeiten im Vordergrund der Geschichte sind. Ähnliches ergab sich bereits bei der Welle von Spielen, die im Zweiten Weltkrieg stattfinden und dabei mal mehr, mal weniger historische Details und Kontexte miteinbauen. Dass zahlreiche Videospiele mittlerweile digitale Nachschlagwerke enthalten, ist eine große Chance. Sie können als zusätzliches Sprungbrett für weitere, eigene Recherchen dienen.

Spiele vermitteln Wissen oder Inhalte nicht direkt. Stattdessen schüren sie Interesse an einem Thema. Dieses Phänomen ist kein Neues und begrenzt sich nicht auf Videospiele, sondern ist in fast allen anderen Medien anzutreffen. Videospielen bieten jedoch den Vorteil, dass sie von Natur aus interaktiv sind und Spielende die Themen direkter berühren.

Es lohnt sich also, die thematischen Paletten der modernen Videospielindustrie zu betrachten und ihre Methoden, diese Inhalte zu vermitteln. Fernab des Klischees des blutrünstigen und sich im plakativen Sexismus wälzenden Mediums hat sich eine Vielzahl an Tendenzen etabliert.

Pflichtlektüre für Medienpädagogin

Daten-Behaviorismus

„Wir thematisieren die Risiken der Medien. Nur nicht mit erhobenem Zeigefinger. Wir wollen zum Nachdenken anregen.“ Das sagte Marc Schoentgen, Leiter des staatlich finanzierten Zentrums für politisch Bildung, das Jugendlichen (und Erwachsenen) einen verantwortungsvollen Umgang mit Medien nahebringen will, dies im Rahmen der *Europäischen Woche der Medienkompetenz*, die vom 18. bis 22. März stattfindet.

Nachdenklich klingt auch Schulminister Claude Meisch (DP), der im *Land*-Interview daran erinnert, Videospiele, Apps und soziale Netzwerke würden so konzipiert, „dass wir möglichst viel Zeit mit ihnen verbringen“. Ähnlich der Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (Script) in einem Papier zur Digitalisierung: Die vom US-Bildungsforscher Marc Prensky geprägte Bezeichnung der „digital natives“ verweise nicht darauf, dass „Kindern und Jugendlichen der kompetente und sinnvolle Umgang mit Medien in die Wiege gelegt wird“. Im Gegenteil: Den meisten Schülern blieben die „technischen und ökonomischen Gesetzmäßigkeiten des digitalen Kapitalismus verborgen, wenn Schule sie nicht aufgreift und thematisiert“.

Die Gefahr ist da: Schulen thematisieren wohl die Manipulation von Informationen und den Schutz der Privatsphäre. Seltener wird sich mit den Funktionsweisen von Computer- und Smartphoneanwendungen auseinandergesetzt, die Teil des neuen „Überwachungskapitalismus“ sind. Den Begriff hat Shoshana Zuboff geprägt, eine emeritierte Ökonomin, die als eine der ersten von *Dark Google* sprach und vor totalitären Aspekten der Digitalisierung warnte. In ihrem neuen Buch *Zeitalter des Überwachungskapitalismus* beschreibt sie, wie die Digitalisierung den Menschen verändert, wie Google, Facebook und Amazon mit ihrer Datensammelwut so weit in unsere Leben eingedrungen seien, dass sie die Kontrolle und Steuerung des Verhaltens ganzer Bevölkerungen ansteuerten. Sei es in der Freizeit durch Jogging-Apps, die Daten zur Laufleistung an Fitnessfirmen schicken, sei es durch Musik-, Buch- und Film-Onlineangebote, die Hör-, Lese- und Sehgewohnheiten ermitteln, sei es durch Erfindungen wie das „smarte Haus“, das mithilfe von Verhaltensdaten technische Geräte zuhause an- oder ausschaltet. Das Ziel dahinter ist der „kommerzielle Imperativ“: Firmen saugen unsere Daten ab, um Produkte zu verfeinern, Anwendungen zu erfinden und zu verkaufen, die Einfluss auf unser Verhalten nehmen. Der Clou: Im totalitären Überwachungskapitalismus sind wir es selbst, die wir unsere Daten freiwillig an unsere Überwacher abgeben und damit den Schlüssel, unser (Konsum-) Verhalten bis ins Detail zu kontrollieren.

Zuboff geht auf die Risiken ein, die die Ansammlungen riesiger Datenmengen für die Demokratie und für die eigene Entscheidungsgewalt bedeutet – und ihr Buch müsste Pflichtlektüre in jeder Schule sein, die zu einem kritischen Umgang mit Online-Medien und Kommunikationstechnologien erziehen will. Denn außer der Initiative BeeSecure, die Online-Sicherheit vorrangig aus dem Blickwinkel des Schutzes der Privatsphäre betrachtet, gehen Inhalte, die im Rahmen von Medienoptionen an Schulen vermittelt werden, kaum auf den Überwachungskapitalismus ein – und auch nicht darauf, wie wir alle Teil dieser Maschinerie sind. Kritische Beiträge, die aufzeigen, wie letztlich auch (von Microsoft gesponserte) pädagogische Apps dazu beitragen, Verhaltensweisen von Kindern und Jugendlichen zu kontrollieren und zu steuern, sind Fehlanzeige. Dabei tragen die Apps, streng betrachtet, das Ihrige dazu bei, Schüler an das Überwachungs-diktat zu gewöhnen, statt Gegenstrategien und Alternativen aufzuzeigen. Ines Kurschat

Das Zeitalter des Überwachungs-kapitalismus von Shoshana Zuboff

Digitalpakt in Deutschland

Geld allein reicht nicht

Martin Theobald, Berlin

Bildungspolitik gleicht in vielen Aspekten der Entwicklungshilfepolitik. Mit viel Aktionismus, noch mehr Geld und wenig Nachhaltigkeit werden Projekte gestartet, die schnell drängende Probleme lösen sollen, auf lange Dauer aber mehr Schwierigkeiten bereiten – als zuvor. Gerne werden in der wirtschaftlichen Zusammenarbeit, wie die Entwicklungshilfe heute heißt, beispielsweise Schulen gebaut. Über deren Ausstattung, über die Bezahlung und Ausbildung des Lehrpersonals oder die Erreichbarkeit der Schulen, den Zugang zur Bildung wird sich zuvor wenig Gedanken gemacht. Steht das Gebäude, reisen viele Politikerinnen und Politiker aus fernen Ländern an, um mit schönen Fotos, Berichten und Blumensträußen, Schulterklopfen vor allen Dingen sich selbst zu feiern. Wenig später verfallen oftmals die Gebäude, da sich die Empfängerländer den Unterhalt dieser nicht leisten können, oder das Lehrpersonal hat längst besser bezahlte Jobs gefunden.

So ähnlich nimmt es sich mit dem Digitalpakt an, den die Bundesregierung nun mit den Bundesländern geschlossen hat. Er soll die digitale Wende an den Schulen bringen, von der Schülerinnen und Schüler profitieren und lernen sollen. Rund fünf Milliarden Euro werden nun in die IT-Ausstattung von Schulen fließen und in digitale Geräte für Klassenräume gesteckt, nicht unbedingt in neue Smartphones für die Kids. Auf die Zahl der Schüler umgerechnet, ergeben sich Investitionen von etwa 500 Euro pro Kind. Das alles, damit Deutschland nicht den Anschluss verliert. Gefördert werden vor allem kabellose Internet-Verbindungen und die Vernetzungen im Schulgebäude sowie Lernplattformen und etwa interaktive Tafeln. Schulen, die bei Wifi und Vernetzung schon gut ausgestattet sind, können auch Endgeräte wie Laptops oder Tablets beantragen. Dabei ist allerdings der Betrag auf 25 000 Euro pro Schule gedeckelt. So soll ausgeschlossen werden, dass beispielsweise ein Schulsatz an I-Pads gekauft werden kann.

Doch all das Geld kann nicht darüber hinwegtäuschen, dass die Pädagogen auf die digitale Investition in die Klassenzimmer nicht vorbereitet sind. Eine Bestandsaufnahme des Branchenverbands Bitkom belegt zwar, dass die Gelder unbedingt Not tun, denn viele Lehrkräfte bewerten die Anzahl der Endgeräte in ihren Schulen, aber auch die Geschwindigkeit bei der Behebung technischer Probleme nur mit „ausreichend“, die Aktualität



Glasfaserkabel sorgen für schnelle Internetverbindungen. Luxemburg steht in Sachen Internet-Infrastrukturen gut da. Deutschland muss aufholen

der vorhandenen Geräte und der Software sowie die Geschwindigkeit der Internetverbindung mit „befriedigend“. Das ergab eine Umfrage des IT-Branchenverbands Bitkom unter 500 Lehrerinnen und Lehrer. Die Pädagogen setzen in ihrem Unterricht regelmäßig Beamer, in geringerem Maße auch Notebooks, stationäre PCs oder Whiteboards ein. Dass diese in einem Klassenzimmer überhaupt vorhanden sind, sei die absolute Ausnahme.

Ein Tablet setzt nur ein Drittel der Befragten Lehrkräfte im Unterricht ein, die Hälfte davon regelmäßig. Smartphones der Schüler werden praktisch nie verwendet – lediglich von acht Prozent der Befragten. Dieser Wert ist bedenklich, denn vor der Poli-

tik wurde oft die Devise „Bring Your Own Device“ propagiert, nach der die Jugendlichen auf ihren eigenen mobilen Geräten geschult und unterrichtet werden sollten, um Lebensnähe zu vermitteln, sich an den Bedürfnissen der Heranwachsenden zu orientieren und auch deren Kreativität im Umgang mit Kommunikation begleiten zu können. Hier klafft offenbar eine besonders große Lücke zwischen Anspruch und Wirklichkeit.

Hinzu kommt der Punkt, dass den Lehrkräften oft Technikfeindlichkeit unterstellt wird. Nach ihren eigenen Angaben in der Bitkom-Studie bestätigt sich dies nicht. Ganz im Gegenteil. 54 Prozent der befragten Lehrer möchten gerne öfter digitale Medien

in ihrem Unterricht einsetzen – werden aber daran gehindert, weil eben Geräte fehlen, sie Angst haben, dass die Technik versagt, oder sie eine entsprechende Weiterbildung vermissen. „Flipped Classroom“ beziehungsweise „Inverted Classroom“, also Lernsituationen, in denen die üblichen Aktivitäten innerhalb und außerhalb des Hörsaals oder Klassenzimmers „umgedreht“ werden und die Lernenden eignen sich die digital zur Verfügung gestellten Lerninhalte eigenständig an, also Unterrichtsmethoden klingen schön. Aber dafür muss ein Lehrer zuvor wissen, wo er zum Beispiel gute Video-Tutorials finden und wie er sie sinnvoll einsetzen kann. Denn was nutzt das neueste, schönste Tablet, wenn die Pädagogen nicht wissen, was und wie sie darauf unterrichten sollen.

Rund fünf Milliarden Euro umfasst der deutsche Digitalpakt, mit dem die IT-Ausstattung von Schulen und Klassenräumen bundesweit verbessert werden soll

Hier wollen vor allen Dingen die Bundesländer Abhilfe schaffen. Sie flankieren die Investitionen des Bundes in technische Maßnahmen mit Fortbildungsangeboten für Lehrkräfte. Die Landesregierungen sollen auch dafür Sorge tragen, dass digitale Lernkonzepte in den Schulen umgesetzt werden. Hier sehen die von Bitkom befragten Pädagogen großen Nachholbedarf: 96 Prozent der Lehrerinnen und Lehrer sagten, dass die Schulen nicht nur mehr Geld bräuchten, sondern auch digitale Konzepte und Inhalte. Fast drei Viertel kritisierten, dass nicht ausreichend digitale Lernmaterialien zur Verfügung stehen würden. Die, die sie verwenden könnten, müssten verbessert werden, wenn sie nicht schon veraltet sind. Viele Lehrkräfte müssen digitale Unterrichtsmaterialien und elektronische Lehrinhalte selbst gestalten.

Hier zeigen sich jedoch viele Pädagogen bereits heute überfordert, denn der Lehr- und Bildungsauftrag hat in den vergangenen Jahren deutlich zugenommen. Sie vermissen auch Unterstützung in ihrem Alltag, in dem sie soziale Kompetenz, Wissen und Bildung vermitteln sollen – dies in immer größer werdenden Klassenverbänden und etwa abnehmender Sprachkompetenz seitens der Schüler, da das Geld nicht für weitere Lehrer verwendet werden darf. Es deckt nur in geringem Ausmaß laufende Kosten aus dem Lehrbetrieb. Darüber hinaus merken viele Pädagogen an, dass sich etwa Sprachkompetenz kaum in einer Emoji-Nachricht erlernen lassen.

Internetkonsum und Gesundheit

Es braucht Regeln

Wie viel Internet ist gut für ein Kind? Wie den Zugang am besten gestalten? *Internet in der Maison relais? Aber sicher(er)!* heißt ein Ratgeber von BeeSecure / Service national de la jeunesse, in der Eltern und Erzieher Tipps zur Einrichtung und Nutzung eines kindersicheren Internets erhalten. Hintergrund war ein gemeinsames medienpädagogisches Pilotprojekt mit dem Roten Kreuz in Kindergärten.

Die Tipps betreffen nicht nur technische und gestalterische Aspekte, um die Internetsicherheit zu erhöhen: Weil das Betreuungspersonal den Computer und Suchmaschinen aus anderen Gründen braucht als Kinder, werden getrennte Computer und Netzwerkbereiche für Erwachsene und Kinder empfohlen. Das mindert das Risiko, dass Kinder an einen Computer und somit an Inhalte gelangen, die nicht für sie bestimmt sind.

In kindgerechten Computerecken können Kinder Aktivitäten rund um Tablet und Computer im geschützten Rahmen erleben. Antivirusprogramme und Filtersoftware, die bei bestimmten Schlagwörtern blockiert, helfen, das Risiko zu mindern, dass Kinder durch unbedachtes Surfen einen Computer beschädigen, aber vor allem, dass sie Inhalte und Bilder im Internet finden, die nicht für ihr Alter gedacht sind und sie verstören. Experten empfehlen, gerade Kinder, die die ersten Schritte im Netz unternehmen, nie ohne Aufsicht zu lassen, sondern sie bei ihren Erkundungstouren ins Internet zu begleiten. So werden gemeinsam Sicherheitsreflexe trainiert (etwa dass man sein Passwort nicht weitergibt) und brenzlige Situationen können frühzeitig erkannt und verhindert, oder andernfalls im Nachhinein besprochen werden.

Vorsicht ist angebracht, wenn Kinder und Jugendliche in sozialen Netzwerken, Chats oder Foren unterwegs sind. Cybermobbing, also das absichtliche Beleidigen, Bloßstel-

len oder Belästigen anderer mithilfe von Internet und Mobiltelefon, ist eine reale Gefahr. Wie weit die Angst vor Mobbing unter Kindern und Jugendlichen verbreitet ist, zeigt sich alle Jahre wieder beim medienpädagogischen Wettbewerb *Jeune Journaliste*, wo das Thema von Jugendlichen aller Altersstufen aufgegriffen und beleuchtet wird. Zehn goldene Verhaltensregeln sollen die Risiken der Internetnutzung für Kinder minimieren, wie etwa im Netz niemanden zu beleidigen und bei Kontaktversuchen, vor allem aber bei Anfragen, sich zu treffen, unbedingt Eltern oder Betreuern Bescheid zu geben, mit den Eltern und Betreuern über das zu reden, was das Kind im Internet macht, erst recht, wenn es um unangenehme Begegnungen und Belästigungen geht.

Wichtig sind aber nicht nur Verhaltensregeln für die Kleinen, sondern auch für die Erwachsenen: Der eigene verantwortungsbewusste Umgang ist entscheidend, damit die Kinder einen guten Umgang mit dem Internet am Vorbild erlernen. Dabei geht es nicht nur darum, datenschutzorientiert zu handeln, sondern Internetregeln auch selbst zu beherzigen: also nur in klar definierten Situationen auf Tablet und Smartphone zurückzugreifen, Privates nicht mit der Arbeit zu vermischen.

Alles wertvolle Tipps, die zudem mit allerer aktuellen Hinweisen auf der *Bee-secure.lu* Webseite ergänzt werden. Was bisher allerdings fehlt, ist ein Angebot, das gesundheitliche Gefahren und die Folgen von zu viel oder zu frühem Internetkonsum in den Blick nimmt. Der französische Psychiater Serge Tisseron gibt Eltern eine einfache Faustregel vor: Damit das Kind bestmöglich von Bildschirmhalten profitieren könne, sei es notwendig, sie ihm im richtigen Moment anzubieten. Dafür gebe es Altersrichtlinien, die Tisseron in einer Regel 3-6-9-12 zusammengefasst hat. In der Praxis bedeutet das: kein Bildschirm unter drei Jahren, keine eigene Spielkonsole vor sechs Jahren, kein Internet (auch nicht beaufsichtigt) vor neun Jahren und kein unbeaufsichtigtes Internet vor zwölf Jahren. Tisseron war im Rahmen des 50-jährigen Jubiläums des Service audiophonologique nach Luxemburg gekommen und hatte sein Konzept im November vergangenen Jahres hier vorgestellt.

Eigentlich sollte ein ähnliches Angebot hierzulande eingerichtet werden, doch das lässt auf sich warten: Wer das Alphabet der Prävention auf der Webseite des Gesundheitsministeriums konsultiert, wird wohl unter Alkohol, Hitze, Drogen



Erwachsene bedenken zu wenig, dass Kinder ihr Verhalten oft nachahmen

oder Demenz fündig, aber zu gesundheitlichen Risiken von zu viel Internet gibt es keine Informationen auf der Webseite. Dabei warnen Gesundheitsexperten schon länger, dass das lange gekrümmte Sitzen vor dem Computer oder das ständige Beugen über einen Bildschirm zu Haltungsschäden, Sehschäden, Konzentrationsschwierigkeiten und Schlafstörungen führen kann, geradeso wie zu laute Musik auf den Ohren die Hörfähigkeit beeinträchtigen und zu viel Videospielen zur Spielsucht führen kann. Dass unangemessene, nicht altersgerechte Inhalte aus dem Internet, beispielsweise gewalttätiger oder pornografischer Natur, Kinder nicht nur verstören, sondern regelrecht traumatisieren. Nach vermehrten Anfragen verunsicherter Eltern hat Bildungsminister Claude Meisch nun seinerseits angekündigt, einen solchen Handlungsleitfaden entwickeln zu wollen, der Eltern für einen altersgemäßen, pädagogisch sinnvollen Umgang mit Online-Medien sensibilisieren soll. Ines Kurschat